

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
OUVRIERS PORCELAINIERS
DE LIMOGES

ÉTUDE D'ÉCONOMIE SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 10 décembre 1910, à 9 heures 1/2

PAR

André POMPON

Président : M. BEAUREGARD, professeur.

*Suffragants : } MM. DESCHAMPS, professeur.
JÈZE, agrégé.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
OUVRIERS PORCELAINIERS
DE LIMOGES

ÉTUDE D'ÉCONOMIE SOCIALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le samedi 10 décembre 1910, à 9 heures 1/2

PAR

André POMPON



Président : M. BEAUREGARD, professeur

Suffragants : MM. DESCHAMPS, professeur
JÈZE, agrégé.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot. PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1910

AVANT-PROPOS

Les questions ouvrières sont à l'ordre du jour. Elles ont pris une importance capitale, au point que certains veulent voir dans la solution qui peut leur être donnée, la solution même du problème social. Elles tiennent une place prépondérante dans les préoccupations parlementaires, et le nombre de lois, qu'elles ont suscitées, permet d'entrevoir la création possible et sans doute prochaine d'un nouveau code : le code ouvrier. Elles ouvrent au philanthrope, en mal de bonnes œuvres, un champ d'expériences, à peu près sans limites. Elles pénètrent partout, et chacun semble se faire un devoir de les discuter plus ou moins superficiellement, et de les trancher au besoin avec une assurance tranquille et sereine, que ne déconcerte pas la complexité d'aspects de la question.

Les ouvriers porcelainiers de Limoges méritent qu'on leur accorde un peu de cet intérêt, si généreusement prodigué aujourd'hui aux salariés de tout métier et de tout pays. Leur labeur fait vivre une industrie bien française, dont la supériorité artistique est partout reconnue. Un louable esprit d'association et de solidarité les anime. Assurément les rapports qu'ils entretiennent avec leurs patrons, les actes de leur vie publique peuvent encourir le blâme ou l'éloge, suivant le point de vue où se place celui qui les apprécie, mais ils ont fait preuve, dans mainte occasion, d'une ténacité et

d'une volonté qui, sagement dirigées, pourraient obtenir les meilleurs résultats. Enfin, ils apportent à leur art la longue patience d'une race, qui s'est employée tout entière à son perfectionnement, et leurs qualités professionnelles s'accroissent ainsi, de la valeur des aptitudes ancestrales.

Notre intention n'est pas de nous attacher à l'historique de l'industrie porcelainière, mais d'étudier les ouvriers qu'elle emploie, dans leur condition *actuelle*.

Nous n'emprunterons à l'histoire que le récit des événements susceptibles d'éclairer nos explications, et nous donnerons le plus possible la parole aux travailleurs eux-mêmes, pour laisser à leurs jugements toute leur valeur.

Pour connaître d'une façon exacte la personnalité du céramiste, nous diviserons notre étude en trois parties. Nous le suivrons d'abord à l'usine, où nous verrons les conditions dans lesquelles s'effectue son travail, où nous enregistrons ses revendications.

Nous pénétrerons ensuite au foyer familial, pour surprendre les joies et les peines qu'il abrite.

Nous chercherons, enfin, en nous appuyant sur nos remarques antérieures, à dégager la mentalité même de l'homme, et ses manifestations externes.

.

Après avoir ainsi exposé le plan que nous devons suivre, et avant de nous introduire dans les manufactures de porcelaine, qu'il nous soit permis de remercier, au seuil de ce modeste essai, tous ceux dont l'aimable entremise nous a permis d'arriver à sa réalisation. Ils sont nombreux, représentant les intérêts les plus divers. Ils sont trop nombreux pour les nommer individuellement; que chacun d'entre eux trouve ici l'expression de notre reconnaissance, pour l'accueil reçu et pour la documentation offerte.

LES

OUVRIERS PORCELAINIERS

DE LIMOGES

INTRODUCTION

Vue d'ensemble sur l'évolution historique et économique de l'industrie porcelainière et sa situation actuelle.

Au début du XVIII^e siècle, le Limousin était déjà un important foyer artistique et industriel. Le travail du fer, du cuir et du papier y fut en honneur dès le moyen âge, ainsi que la fabrication des poteries de terre, et depuis 1736, de la faïence, humbles devancières de la grande industrie qui fait aujourd'hui la richesse de sa capitale. Les émaux incrustés jusqu'au XV^e siècle, et plus tard les émaux peints, représentaient de façon brillante l'élément artistique, parmi les productions régionales. Enfin, la renommée de ses draps droguets s'étendait au loin.

Or, vers 1768 un grand fait se produisit qui devait changer complètement l'orientation industrielle de Limoges : la découverte à Saint-Yriex de la terre à porcelaine, le kaolin. Jusqu'alors, les seuls spécimens de porcelaine dure (1) con-

1. On connaissait déjà sous le nom de porcelaine tendre, une poterie présentant quelques analogies d'aspect avec la céramique actuelle, mais lourde, et surtout facilement altérable; et dans la composition de laquelle n'entrait pas le kaolin.

nus, avaient été rapportés de la Chine et du Japon, par de hardis explorateurs ou des missionnaires, et les fables les plus merveilleuses comme les plus absurdes, couraient sur leur composition. Toutefois, abandonnant le domaine des suppositions chimériques, l'allemand Boettger, et plus tard son compatriote Tschirnhausen se livrèrent à de patientes expériences qui aboutirent en 1710. Mais le secret de la fabrication resta la propriété des pays de l'Europe centrale jusqu'en 1761, année où Boileau, directeur de la manufacture royale de Sèvres, parvint à acheter d'un ancien chef d'atelier de la manufacture de Frankenthal, Hannong, le fameux secret.

Le principal manquait encore, c'est-à-dire la matière première, le kaolin, que l'on ne pouvait songer à faire venir d'Allemagne, en raison de la difficulté des transports, et de l'exagération des prix demandés. Le régent prescrivit alors des recherches dans toute la France pour y découvrir des gisements de la précieuse argile. L'événement se produisit, comme nous venons de le voir, vers 1760, et les circonstances en furent entourées de légendes, dont il est malaisé aujourd'hui de dégager la complète vérité. Au reste, peu importe que M^{me} Damet, femme d'un modeste médecin de Saint-Yrieix, ait, ou non, trouvé, un jour, un morceau de kaolin, qu'elle prit pour du savon naturel, et que son mari, entretenu dans son erreur par les duperies intéressées d'un apothicaire bordelais, le sieur Villaris, ait cru y voir à son tour, une terre propre à la fabrication de l'eau forte ; la vérité se fit bientôt jour, et tourna la cervelle des habitants de la petite ville et des environs, alléchés par les prix très élevés, offerts pour l'achat du kaolin. Chacun se mit à défoncer sa terre ou son jardin, dans le secret espoir de mettre à jour quelque gisement, mais, comme il était à crain-

dre, les résultats furent désastreux, et ruinèrent nombre de gens trop aventureux.

La découverte des argiles kaoliniques devait naturellement amener la fondation, en Limousin, de manufactures de porcelaine. A côté de cet avantage primordial, bien d'autres circonstances favorisèrent le rapide développement de l'industrie céramique dans la contrée, où elle prenait naissance. Les fabricants pouvaient, en effet, facilement se procurer, sur place, la presque totalité des matières premières nécessaires à leur production. Les cazettes, les moufles (1) existent en abondance à Aix-sur-Vienne, Verneuil-sur-Vienne, Grosseireix, Mandelasse, à Puy-de-Mont, Saint-Yrieix, Saint-Jean-Ligoure, la Malaise, Turenne. Le quartz, nécessaire à la fabrication des meules, est encore exploité aux portes de Limoges, à Saint-Quentin.

Le sable, le gypse, et la plupart des minéraux (l'or même) qui entrent dans la composition des couleurs, se trouvent à proximité un peu partout.

Le bois des forêts alimente à profusion les moulins et les fours.

L'abondance des cours d'eau, malheureusement non navigables, permet de procéder facilement au lavage et au curage du kaolin.

Enfin Limoges, par sa situation au milieu du territoire qui s'étend de la Loire à la Garonne, devait être comme le centre, autour duquel ont rayonné depuis nombre de routes, qui mettent cette cité en communication avec les principales villes françaises. De plus, quand les chemins de fer firent leur apparition, plusieurs lignes vinrent également s'y croi-

1. On nomme ainsi les terres nécessaires à la fabrication des moules et des fours à décorer.

ser, la reliant par de nombreux express à Paris, Bordeaux, Toulouse et la Rochelle. En un mot, à ces avantages géologiques, la situation géographique de Limoges venait ajouter celui de voies de transports rapides et faciles.

C'est dans ce cadre si favorisé que devait se développer l'industrie porcelainière, et nous allons essayer maintenant de fixer les dates essentielles de ce développement.

Pour donner plus de précision et de rapidité à cet exposé qui, tout en servant à la clarté de notre sujet, n'y est pas expressément contenu, nous diviserons l'historique de notre industrie en quatre périodes.

Au cours de la première, qui s'étend de 1768 à l'avènement du Consulat, la fabrication céramique connut bien des heures difficiles, et faillit sombrer à plusieurs reprises. Une tentative des frères Grellet, qui utilisèrent les bâtiments d'une faïencerie pour y installer une fabrique de porcelaine, échoua devant les frais énormes qu'ils eurent à supporter. Ils obtinrent heureusement, grâce à l'entremise du comte d'Angevilliers, de faire annexer à la manufacture royale de Sèvres, leur propre manufacture, et ils en restèrent directeurs, jusqu'au jour où, sur un blâme infligé pour quelques fournées défectueuses, ils donnèrent leur démission.

Un ingénieur géographe du roi, homme de valeur, animé d'un bel enthousiasme, et d'une pleine confiance dans l'avenir, Alluand, leur succéda. Cette nouvelle direction semblait devoir légitimer toutes les espérances mises en elle, quand les événements de 1789 vinrent se jeter à la traverse. Les débouchés disparurent dans la tourmente révolutionnaire, la manufacture dut fermer ses portes, et fut mise en vente. Deux anciens employés, Joubert et Cacate, la rachetèrent.

De son côté, Alluand, nullement découragé, réunit les capitaux suffisants pour ouvrir une nouvelle fabrique, et

malgré les difficultés de l'heure présente, parvint à l'achalandier et à la faire vivre, par ses propres moyens, aidé, d'ailleurs, par son fils, qui fut pour lui un collaborateur précieux, et plus tard, le digne continuateur de l'œuvre paternelle. Ce bel exemple de persévérance, couronné d'un plein succès, porta ses fruits, et à la veille du Consulat, quatre manufactures de porcelaine, toutes florissantes et prospères, étaient installées à Limoges.

L'industrie céramique, libérée des dangers et des tâtonnements de ses premières années, allait traverser une phase nouvelle, toute d'extension et de prospérité, qui dura jusqu'après la Révolution de 1848.

Au cours de cette période, la production porcelainière prend, peu à peu, le pas sur tous les autres produits limousins. En 1846, elle atteint un chiffre d'affaires de 5.000.000, dépassant celui des fabricants de droguets et de flanelles, jusqu'alors le plus important, et qui est tombé à 3.000.000 de francs.

Devant ce développement prodigieux, les provinces voisines du Limousin se mettent également à exploiter le kaolin, et le nombre des manufactures concurrentes se multiplie.

La fabrication restreinte de la première période fait place à la grande industrie, qui supportera sans succomber les assauts révolutionnaires de 1830 et de 1848.

Les débouchés s'ouvrent de tous côtés, et les produits limousins occupent la première place sur le marché américain.

Un négociant de New-York, M. Haviland, frappé du succès obtenu, malgré les exigences scandaleuses des commissionnaires chargés aux États-Unis de la vente des porcelaines françaises, n'hésita pas à venir fonder à Limoges, en 1842, une usine destinée à pourvoir à l'approvisionnement de

l'Amérique du Nord, et qui devint rapidement la plus importante de la Haute-Vienne.

Tandis que notre industrie se développait avec tant d'ampleur, s'opérait parallèlement une profonde transformation dans la masse des ouvriers. Leur nombre (près de 3.000 aux environs de 1850), rendait impossible l'unité de direction et de surveillance, d'où la création de contremaitres. Leur apparition eut une double conséquence : elle éloigna le patron des ouvriers, et fut une nouvelle source de réclamations et de grèves. Jusqu'alors, le patron vivait de la vie de ses ouvriers, n'hésitant pas à mettre souvent la main à la pâte et s'imposant par l'exemple. Le travail en commun créait ainsi, entre employeurs et employés, de solides liens d'affection familiale, renforcés encore au sein de ces véritables dynasties ouvrières, où le fils recueillait des mains du père, raidies par l'âge et par un long labeur, l'instrument de travail, comme dans l'antique et symbolique course du flambeau.

La création des contremaitres rompit d'un coup toutes ces attaches sentimentales. Le patron, absorbé par la direction générale des affaires, fut oublié. Par contre, les nouveaux surveillants ne furent pas aimés. Les ouvriers supportèrent difficilement l'autorité de gens qu'ils sentaient, le plus souvent, trop près d'eux par leur origine. Certains de ces contremaitres, de ces chefs d'ateliers, eurent sans doute le tort de se complaire dans leur nouvelle puissance et d'en user avec trop de morgue ou de brutalité. Bien vite les ouvriers les haïrent, et comme ils n'étaient en somme que les représentants du patron, la haine ouvrière remonta jusqu'au patron lui-même, rapidement rendu responsable de tous les maux de ses salariés.

De plus, l'influence nouvelle des factums communistes fut

très importante, au cours des quarante dernières années. De sa retraite de Boussac, dans la Creuse, Pierre Leroux répandait à profusion des opuscules de propagande socialiste, où les classes prolétaires puisaient avec la conscience d'une inégalité certaine, l'imprécise convoitise d'un sort meilleur, à la conquête duquel tous les moyens étaient bons à employer.

Jusqu'alors, tels les peuples heureux, les ouvriers porcelainiers n'avaient pas d'histoire propre ; cette histoire va commencer : en 1833, une grève survient, en raison de l'abaissement des salaires dû à la crise industrielle générale consécutive à la Révolution de 1830.

En somme, deux grands faits caractérisent à nos yeux cette seconde phase de l'histoire de la porcelaine en Limousin : d'une part, l'extension remarquable des débouchés industriels, d'autre part, la fermentation de nouvelles idées ouvrières et l'apparition d'un parti prolétaire, qui ne tardera pas à prendre position en face du patronat.

Ces deux événements vont dominer l'étude que nous avons maintenant à faire de la période qui s'étend jusqu'à l'exposition de 1889.

L'extension des débouchés exige le perfectionnement de la fabrication, au point de vue de la rapidité et de l'abaissement du prix de revient. Dans ce but, les fabricants parviennent dès 1860 à substituer l'emploi de la houille à celui du bois, dans le chauffage des fours, et tirent de cette réforme les avantages les plus grands, tant au point de vue pécuniaire qu'industriel.

La décoration se perfectionne également, et dans les dernières années de la période apparaît la chromolithographie, qui abandonne le décor à la main très coûteux, pour un procédé nouveau, rappelant très exactement la décalcomanie, dont s'amusa notre enfance.

Enfin, les inventions ingénieuses et très simples d'un ingénieur, M. Faure, mettent aux mains des ouvriers, toute une série de machines dociles et régulières, qui permettent de remplacer le geste, souvent incertain, du travailleur, par un mouvement rigoureusement précis et rapide.

De leur côté, les ouvriers s'organisent en syndicats professionnels, pour la défense de leurs intérêts; ils demandent aux sociétés de secours mutuels une aide contre la maladie; ils cherchent même à s'affranchir de la tutelle du patronat, par la création de coopératives. Bref, un triple mouvement, mutualiste, syndicaliste et coopératif se manifeste, avec une ampleur atteinte dans bien peu de villes.

Au cours de ces années, la fabrication de la porcelaine connut quelques heures difficiles. C'est la guerre de 1870, ce sont les tragiques journées de la Commune, c'est enfin une véritable crise industrielle en 1883, d'autant plus intéressante qu'elle se produisit durant une période décennale, où l'activité des patrons et l'ingéniosité des inventeurs s'unirent pour réaliser les progrès les plus remarquables. Mais la concurrence allemande était alors en pleine recrudescence, et les transformations apportées par les patrons français dans leur outillage, amenèrent un certain désarroi, cause momentanée d'infériorité, qui eut pour conséquence une crise assez courte, mais très grave, car la production baissa de moitié et les salaires des 2/5. En 1885, tout était fini et l'activité industrielle reprenait son cours normal, après avoir puisé de nouveaux éléments de force dans ses récents perfectionnements.

En dehors de cette crise générale, de nombreuses grèves ont éclaté, d'importance variable, mais contribuant toutes à affermir les ouvriers dans leurs revendications, et leur lutte contre le patronat.

Toutefois, malgré ces quelques défaillances, cette époque, à nos yeux, est celle où la fabrication porcelainière a atteint son point culminant. Nous ne voulons point dire, certes, par là, que l'année 1880 marque le commencement d'une déchéance, et nous verrons au contraire la progression ascendante de la production s'élever singulièrement à partir de cette date ; mais, au cours de la période contemporaine, l'industrie limousine a eu à lutter contre une concurrence terrible, celle de l'Allemagne, et contre des conditions de production particulièrement difficiles. Nous n'avons pas l'intention de relater ici le détail d'événements, dont les principaux trouveront, par leur date, un écho dans les chapitres suivants de cette étude, mais il est nécessaire de donner maintenant un aperçu de la situation actuelle de l'industrie porcelainière limousine, au regard de ses concurrentes françaises et étrangères, afin de mettre en évidence tous les éléments nécessaires à une appréciation raisonnée de son état présent, et de sa fortune à venir.

Notre fabrication limousine se distingue par la perfection de ses produits, qui les font reconnaître au premier coup d'œil, par un amateur avisé. La blancheur, la finesse du grain, la transparence laiteuse en sont les qualités les plus éminentes.

Nous avons vu plus haut les avantages offerts aux manufacturiers par la constitution physique et géologique du sol environnant. Ils ont conservé leur valeur. Les gisements kaoliniques mis à jour dans la région assurent à la production un aliment de qualité incomparable, et dont on ne peut prévoir l'épuisement. L'avenir de ce côté-là apparaît donc sous de riantes couleurs.

A l'heure actuelle, Limoges possède 32 fabriques, dont 28 ayant des fours de plus de 50 mètres cubes. En outre, une

vingtaine d'ateliers de décors, indépendants, travaillent pour les fabriques d'importance secondaire.

Un simple coup d'œil, sur le graphique ci-joint, permet de constater l'élévation remarquable de la production au cours des trente dernières années (1).

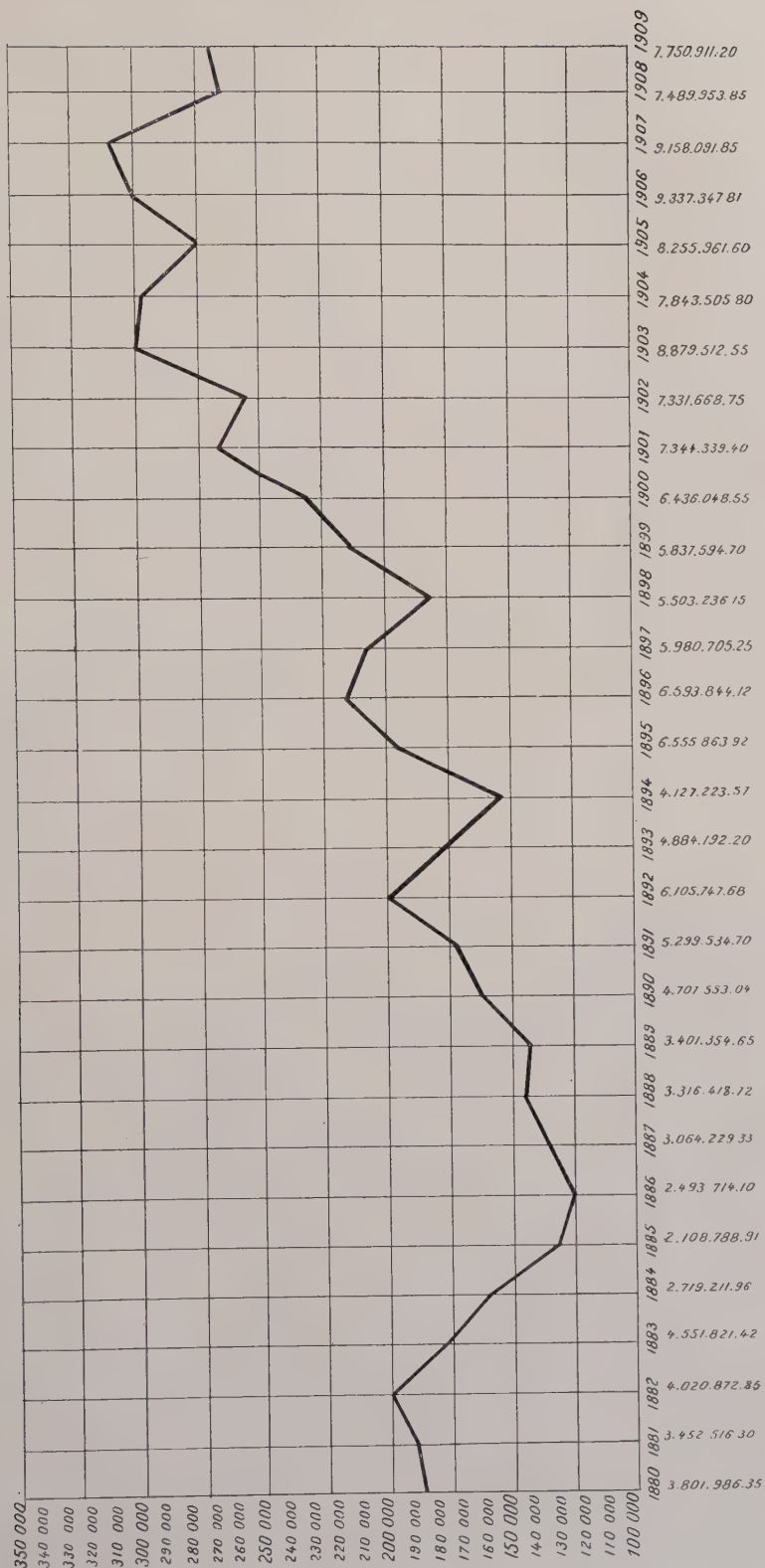
L'éloquence de ces chiffres, devrait, semble-t-il, chasser toute crainte, et donner accès aux plus grandes espérances. Il n'en est pourtant pas ainsi, et M. Bernardaud, dans le rapport dont nous avons tiré le tableau précédent, le montre d'un mot : « Si notre ville était la seule patrie de la porcelaine, dit-il, je pourrais rester sur cette note optimiste. »

En effet, l'industrie limousine doit compter avec ses concurrentes françaises et étrangères, surtout étrangères.

En France, à part quelques manufactures isolées, que la facilité actuelle des transports a permis d'établir dans de grands centres, comme Lille, Bordeaux, qui ne semblaient pas expressément désignés pour semblable industrie, la fabrication porcelainière se concentre dans quatre départements, la Creuse, l'Allier, l'Indre et le Cher, en les citant par ordre d'importance. 4.000 à 5.000 ouvriers y sont employés, dont 3.000 environ dans le seul département du Cher (2). La production actuelle de ces différents centres est très inférieure à la production limousine, à peu près de la moitié. De plus, elle se cantonne dans les produits courants, et un peu grossiers. Toutefois, depuis quelques années, les manufacturiers du Cher et de l'Indre principalement, développent leur fabrication, affirmant bien haut leur intention de rivaliser

1. Ce tableau est tiré d'un remarquable rapport de M. Bernardaud, fait en 1910, à la Chambre de Commerce de Limoges, sur la situation comparée de la porcelaine de Limoges (1880-1910).

2. Nous avons laissé de côté, dans cette énumération, la manufacture royale de Sèvres, qui n'a pas un caractère aussi strictement commercial.



avec Limoges. Quoi qu'il en soit, l'avance de Limoges est tellement grande, qu'elle ne peut guère redouter, semble-t-il, de concurrence française vraiment sérieuse.

Le danger, pour elle, n'est pas là, il est à l'étranger, en Allemagne. Nous admirions, tout à l'heure, les progrès réalisés depuis cinquante ans par notre industrie porcelainière : mais les Allemands ne nous sont pas restés inférieurs. Notre production, depuis trente ans, a triplé ; la leur a quintuplé. Nous avons à lutter, en France, contre une élévation constante des salaires, qui a une répercussion énorme sur le prix de revient, sans que le prix de vente puisse être majoré, dans les mêmes proportions, en raison de la concurrence acharnée de l'Allemagne. Comme le fait très justement remarquer M. Bernardaud, dans le rapport auquel nous avons déjà fait de larges emprunts : « Depuis les ouvriers des carrières qui extraient le kaolin et les argiles, « depuis les mineurs qui extraient la houille, dans cette « industrie, où tout n'est que transformation, la matière première compte pour bien peu, et tout le plus clair du prix « de revient passe en salaires... »

Ces avantages de nos rivaux ne sont pas les seuls :

« En Allemagne, notamment, on possède des outillages, « pour le moins aussi perfectionnés que les nôtres, sans « compter que nos concurrents sont bien mieux placés que « nous pour avoir du charbon à bas prix, alors que nous « n'avons aucun moyen économique de transport, et que, eux « aussi, trouvent sur place, en abondance, les matières kaoliniques.

« En outre, ils disposent d'une main-d'œuvre, qui, si elle « n'a pas, comme l'ont nos ouvriers, la vivacité d'imagination et l'intuition du bon goût, est d'un tempérament plus « méthodique ; elle a le respect naturel de la discipline et

« il importe de tenir très sérieusement compte que, en raison
« de l'emploi général des procédés mécaniques, l'habileté
« de l'artisan a une importance beaucoup moins grande. »

Comment s'étonner désormais de nos craintes, vis-à-vis de tels avantages qui font réaliser aux fabricants allemands une économie de 50 % sur notre coût actuel de production.

Notre plus important débouché, le marché américain, sur lequel nous avons longtemps régné en maîtres incontestés, est aujourd'hui envahi par la porcelaine allemande.

Toutefois, nous trouvons en 1907, dans les *Annales du Commerce extérieur*, cette phrase qui doit donner un réconfort, et tracer un programme : « La porcelaine décorée est
« toujours très demandée par la clientèle étrangère, malgré
« les concurrences redoutables ; elle se recommande par
« son bon goût et une appropriation mieux entendue (1). »

Voilà, peut-être, la solution tant cherchée, du problème. Puisque nous ne pouvons lutter par le bon marché, luttons par la beauté, par la supériorité artistique de nos produits : sur ce terrain-là, nous pouvons nous croire, sans fatuité, imbattables actuellement. La tâche à accomplir doit être d'expurger les manufactures du modèle courant, tombé par sa banalité même, dans le domaine public.

Nous devons également faire effort pour augmenter nos débouchés. Les patrons limousins, devant l'accueil triomphal fait, en Amérique, à leurs produits, se sont laissé gagner par une confiance trompeuse, oubliant que, si ce débouché venait à leur manquer, tout leur manquerait à la fois ; car la vente faite en France est tout à fait minime, et ne peut faire vivre les trente-deux fabriques de Limoges.

Il faut reconnaître d'ailleurs, que plusieurs pays voisins,

1. *Annales du Commerce extérieur* (1907). Rapport de la * section.

comme la Russie, opposent à l'entrée de nos produits, une barrière douanière presque infranchissable. Aussi, certains manufacturiers, soucieux d'étendre leur industrie, n'ont-ils pas hésité à fonder eux-mêmes des maisons à l'étranger.

Pour arriver à réaliser ces réformes, et à maintenir très haut le drapeau de notre industrie nationale, il faut obtenir un accord parfait, et jusqu'ici inexistant, entre ouvriers et patrons. Pourra-t-on l'obtenir? C'est encore à M. Bernardaud que nous demanderons la réponse, lui laissant ainsi le soin de donner une conclusion à ce bref exposé :

« Et pourquoi ne pas voir les choses en beau ? Les uns
« comme les autres tiennent à la porcelaine par de trop
« fortes et solides racines, pour qu'il leur soit plus longtemps
« possible de méconnaître qu'ils doivent par-dessus tout
« rester unis, pour l'intérêt général. »

PREMIÈRE PARTIE

L'OUVRIER A L'USINE

CHAPITRE PREMIER

Fabrication de la porcelaine

Il faut distinguer de la fabrication de la porcelaine proprement dite, l'extraction du kaolin qui constitue une industrie absolument indépendante, et dont les ouvriers ne se sont jusqu'ici, jamais solidarisés avec leurs camarades des manufactures. Aussi, serons-nous très bref à ce sujet, l'exploitation des gisements kaoliniques étant d'ailleurs d'une extrême simplicité.

Ces gisements se présentent sous la forme de filons ou de poches, généralement presque à fleur de terre, et dont il est facile d'extraire des blocs de grosseur variable. Quand le kaolin est très blanc, c'est-à-dire très pur, il suffit, pour le rendre apte à être utilisé, de le dépouiller des cailloux qui y sont incrustés.

Le plus souvent, des matières étrangères se trouvent mélangées au kaolin, et, pour l'en débarrasser, on le soumet à un lavage rudimentaire, dans une série de petits bassins, où l'eau entraîne les impuretés, tandis que le kaolin proprement dit tombe au fond, sous la forme d'une boue blanche, qui

est ensuite recueillie, et mise à sécher en mottes sur des claies.

Puis, la précieuse argile ainsi purifiée est directement envoyée aux manufactures, ou aux moulins à pâte, quand les fabricants ne font pas eux-mêmes le mélange. Le traitement subi dans l'un ou l'autre établissement, est identique, mais en général, les grands industriels préfèrent préparer eux-mêmes leur pâte, pour régler, suivant leur formule propre, le dosage des différents éléments qui la composent.

Nous arrivons ainsi au véritable sujet de ce chapitre et nous emprunterons préalablement à M. Victor de Luynes une citation qui donnera une idée très nette de ce qu'est la porcelaine, de la marche générale de sa fabrication, et de ses qualités essentielles :

« La pâte à porcelaine se compose de deux éléments :
« l'un argileux et infusible, c'est le kaolin, l'autre maigre et
« fusible, c'est le feldspath. Sur la pâte ainsi constituée, on
« pose une glaçure que l'on appelle couverte, et qui consiste
« principalement en feldspath mélangé de quartz; la pâte
« et la couverte cuisent en même temps. Ce qui caractérise
« la porcelaine, à part la nature de ses éléments, c'est la
« translucidité et la dureté (1). »

Ces notions préliminaires vont maintenant nous guider dans le dédale des différentes phases de la fabrication. Voici d'abord l'atelier où se prépare la pâte. Le long du mur, de grands sacs contiennent les matières premières déjà passées à la meule sèche des moulins. Un ouvrier procède à leur mélange, suivant un dosage très strict; ce mélange est broyé sous l'eau par de puissantes meules, dont l'action est plus ou moins longue, suivant la finesse du grain désirée, puis, est

1. Victor de Luynes. Rapport sur la céramique, à l'Exposition de 1878, p. 19.

dirigé sous la forme d'un liquide très épais, dans une cuve, où a lieu « le délayage » des différents éléments qui vont former « la barbotine ».

L'opération terminée, le robinet de la cuve est ouvert, et le liquide coule à travers un tamis rotatif, sur lequel restent les impuretés, tenues en suspens.

Il est ensuite exposé à l'action d'électro-aimants destinés à attirer les parcelles métalliques, que le « tamisage » a été impuissant à faire disparaître.

La barbotine ainsi traitée est définitivement pure, mais ne présente pas la consistance nécessaire à un maniement facile.

C'est pourquoi elle va être soumise au « raffermissage ». A cet effet, est disposée une série de panneaux juxtaposés, entre lesquels sont tendues des toiles de chanvre. Ces appareils, dont le nom explique bien l'emploi, sont les filtres-presses : la barbotine est placée entre les panneaux, et une compression graduée permet l'évacuation de la partie liquide.

Le raffermissage est d'ailleurs inapte à débarrasser la pâte de la quantité d'eau suffisante, et surtout des bulles d'air, qui causeraient des boursouflures à la cuisson. De puissantes machines, les marcheuses, vont la pétrir, comme le boulanger son levain, et désormais la pâte présente la plasticité et la consistance exigées pour une bonne mise en œuvre.

Nous allons assister maintenant au « façonnage », qui comprend la série d'opérations préalables à la cuisson, au cours desquelles les objets prennent forme et sont émaillés.

Dans l'atelier, où nous pénétrons, sont installés de nombreux tours de potier, dont les organes essentiels n'ont pas subi de modifications, depuis une époque reculée. Ici, un « tourneur » prépare des tasses, et c'est merveille de voir la

petite boule de pâte posée sur le plateau de l'appareil, entraînée par la giration, s'élève, s'enroule autour de deux doigts allongés de l'ouvrier, et prendre ainsi instantanément, la forme d'un étroit gobelet. Plus loin, un « calibreur », a installé au-dessus de son tour, une lame d'acier fixe « le calibre », dont la découpe présente exactement en creux le profil du bord extérieur de l'objet à reproduire. Sous l'action du calibre, la pâte se modèle presque automatiquement, et l'assiette ou la soucoupe désirées sont ainsi façonnées. Il ne reste plus qu'à enlever au moyen du « tournassage » un léger excédent de pâte restée sur les parois.

Ce premier procédé de façonnage, le « tournage », n'est pas le seul (1).

Il était fatal que l'on pensât à simplifier la tâche de l'ouvrier par le « moulage ». Le moulage consiste à garnir d'une épaisseur de pâte, aussi rigoureusement égale que possible, et à l'aide d'une éponge mouillée, des moules de plâtre, reproduisant en creux la forme des objets.

Ce mode de façonnage a aujourd'hui beaucoup perdu de sa vogue. L'adhérence de la pâte aux parois du moule est en effet très délicate à obtenir, et pourtant indispensable pour empêcher l'introduction de bulles d'air, qui causeraient des défauts, à la cuisson.

La méthode qui semble être celle de l'avenir, est le coulage. La pâte est liquéfiée au moyen d'un mélange de carbonate et de silicate de soude, puis versée dans des moules. Le plâtre, dont ils sont faits, étant très poreux, aspire la partie liquide du mélange, tandis que la pâte vient s'appliquer très exactement et se modeler sur les parois du vase.

1. A côté du tournage ordinaire, il existe un autre procédé, le tournage anglais, tombé à peu près en désuétude, en raison de sa difficulté.

Jusqu'ici, l'emploi du coulage fournit ses meilleurs résultats dans la fabrication de grosses pièces. Il présente, peut-être, l'inconvénient de donner à toutes les parties du modèle une rigoureuse égalité d'épaisseur, parfois dangereuse pour sa solidité. Quoi qu'il en soit, il prend une réelle extension, dont il faut se féliciter.

L'objet ainsi réalisé par un des trois modes de façonnage, n'a pas encore, le plus souvent, sa forme définitive. Il lui manque certains accessoires, comme les anses des tasses ou le bec des cafetières, qui lui seront ajoutés par la suite. De plus, il sera ordinairement nécessaire de corriger certains défauts, réclamant l'emploi d'ouvriers spéciaux.

Les pièces arrivées à ce stade de leur fabrication, sont encore humides et malléables. Aussi les expose-t-on, soit dans des séchoirs spéciaux, installés à cet effet, soit dans des ateliers ordinairement tièdes, pour obtenir la « dessiccation ».

Enfin les épreuves qu'elles vont maintenant subir nécessitent une certaine solidité, qui ne peut être atteinte qu'en les soumettant à une cuisson préalable, dans le premier étage des fours à porcelaine, dont nous verrons bientôt la description, dans le « globe ». Après cette cuisson, la pâte « dégourdie », prend le nom de « biscuit ».

Le biscuit présente alors toutes les qualités requises pour l'émaillage, qui se fait de la façon suivante. Les différents éléments constitutifs de l'émail, pegmatites, feldspath, quartz, sont préparés dans les moulins, à peu près comme ceux de la pâte à porcelaine proprement dite, puis mélangés à l'eau pour former le bain d'émail, où le biscuit, très poreux, est trempé. L'opération, comme on le voit, est des plus simples. Deux choses sont cependant à observer : le coefficient de dilatation qui doit être le même que celui de la pâte pour

éviter les fendillements à la cuisson, et l'égale répartition de la « couverte » sur tous les points de l'objet.

Nous en avons ainsi terminé avec la première partie de la mise en œuvre manufacturière, et nous arrivons maintenant à la seconde partie, à la cuisson.

L'introduction de la houille comme combustible a réalisé un des progrès les plus considérables de l'histoire de la porcelaine. Toutefois, jusqu'en 1880, les deux modes de cuisson ont continué à être employés côte à côte. Mais, à cette époque fut inventé un nouveau four, le four à flamme renversée, qui, empêchant à peu près toute déperdition de calorifique, permit la création de fours beaucoup plus vastes. En 1880, le four le plus grand ne cubait que 79 mètres cubes ; en 1909, sa contenance atteignait 149 mètres cubes.

On pouvait constater parallèlement la diminution des fournées cuites au bois. En 1880, 29.376 mètres cubes étaient cuits au bois, en 1900, 426 mètres cubes seulement. Depuis 1900, ce procédé a même complètement disparu. Il ne subsiste que pour la décoration de pièces dites de grand feu.

D'après ce que nous venons de voir, la capacité des fours est excessivement variable. Toutefois, à l'heure actuelle, 28 fabriques sur 32 possèdent des fours de plus de 50 mètres cubes.

Ces appareils sont à deux étages : le premier, comme son nom l'indique, a la forme d'un globe, et nous connaissons son emploi. Il communique avec le compartiment du bas, par la cheminée centrale, et de petites ouvertures : les « carneaux ».

C'est dans la partie inférieure que se trouvent les foyers ou « alandiers ».

La cuisson de la porcelaine est excessivement minutieuse.

Pour éviter le contact immédiat de la flamme et de la fumée qui pourraient abîmer les pièces à cuire, ces dernières sont placées avec soin, par des ouvriers spéciaux, les « encas-teurs », dans des sortes de caisses, en terre réfractaire, les « cazettes ».

Les cazettes sont disposées en longues piles à l'intérieur du four, étayées par des mottes de glaise, et conservant entre elles un espace libre pour la bonne circulation de la flamme. Elles s'élèvent ainsi jusqu'à proximité de la cloison supérieure, sans toutefois obstruer les carneaux, qui fournissent un appel d'air facilitant le tirage.

Le four garni, les portes en sont closes, et les foyers chauffés très progressivement, pour éviter que la porcelaine ne soit « saisie », et pour achever sa complète dessiccation avant la cuisson proprement dite.

Une fois le feu mis, il est nécessaire de surveiller les progrès de la cuisson. A cet effet, par des ouvertures que ferment des lucarnes, ont été introduits, avec les cazettes, de menus objets de porcelaine, les « montres », dont on retire de temps à autre quelques échantillons, d'après lesquels on vérifie l'état des pièces enfournées. Quand la cuisson paraît parfaite, les feux sont éteints, les fours laissés à refroidir pendant quarante-huit heures environ, après quoi le défournement a lieu, et la porcelaine blanche retirée peut d'ores et déjà être mise dans le commerce.

Le plus souvent pourtant, elle reçoit un supplément de décoration, dont il nous reste à nous occuper.

La décoration de la porcelaine comprend deux étapes, le dessin avec l'application des couleurs, et la cuisson.

Pendant très longtemps, le décor a été fait entièrement à la main, exigeant ainsi l'emploi d'artistes coûteux, et de longues heures de travail. Puis on a eu recours à l'impression

et enfin, depuis quelques années, un nouveau procédé, la « chromolithographie », donne d'excellents résultats, en même temps que très économiques. Comme nous l'avons déjà fait remarquer, c'est exactement la décalcomanie des enfants, rendue artistique. L'exécution en est donc très simple et très rapide, et les femmes s'en acquittent particulièrement bien.

Toutefois, cela n'empêche pas que certaines pièces soient décorées à la main, mais leur nombre est de plus en plus restreint.

Quant à la cuisson, elle peut se faire dans le four à porcelaine proprement dit, chauffé au bois, mais ce procédé est réservé aux modèles artistiques, dits de grand feu.

La cuisson se fait ordinairement dans des fours spéciaux, les « moufles », qui ont été transformés, il y a quelques années. Les moufles étaient autrefois verticales, et présentaient quelques inconvénients, notamment au sujet de la durée et du coût de la cuisson.

A présent, elles sont presque toutes horizontales.

La porcelaine décorée, disposée dans des paniers, en treillis métallique, traverse lentement la moufle dans sa longueur, et passe ainsi par différentes variations de calorique, le nombre maximum de degrés étant atteint au centre.

A sa sortie de la moufle, la porcelaine n'a plus qu'à subir quelques opérations de détail, comme celle consistant, par exemple, à faire briller les ors.

Nous devons d'ailleurs faire remarquer, que certains décors, tels que ceux en relief ou en creux, nécessitent des procédés plus compliqués, et dont la description nous entraînerait trop loin.

Les pièces fabriquées vont maintenant être transportées aux magasins de vente, dont nous n'avons point à franchir la porte.

CHAPITRE II

Le personnel ouvrier et son recrutement

La rapide promenade que nous venons de faire à travers la fabrication de la porcelaine, peut déjà nous donner une idée de sa complexité, bien que nous ne nous soyons arrêtés qu'aux principales étapes du parcours. La simple énumération des différentes catégories d'ouvriers précisera encore nos connaissances sur ce point: ce sont, en suivant les phases de la mise en œuvre manufacturière :

Les marcheurs de pâte, les batteurs de pâte, les modeleurs, les couleurs et les couleuses de moules, les mouleurs et mouleuses, les tourneurs de creux, les tourneurs anglais, les calibreurs, les garnisseurs et garnisseuses, les découpeuses, les cazetiers, les frotteurs de rondeaux, les englobeurs, les espaceurs et espaceuses, les émailleurs et émailleuses, les enfourneurs, les caleurs, les encasteurs, les porteurs de paquets, les hommes de four, les décolombineurs, les useurs de grains, les choisisseurs; puis, pour le décor, les fileurs, décorateurs et fleuristes, les lithographes, les poudreuses et margeuses, les moufletiers, les ouvriers de crématoire, les décalqueurs, les brunisseuses et les enlumineuses.

Cette liste, déjà longue, est sans doute encore incomplète, la division du travail étant poussée plus loin, dans certaines manufactures, notamment en ce qui concerne la décoration. De plus, à côté de ces ouvriers occupés à la fabrication de

la porcelaine proprement dite, l'industrie céramique fait vivre nombre de mécaniciens, de menuisiers, d'emballeurs, de garçons de magasin, de charretiers, etc., etc.

Aussi la population ouvrière totale représente-t-elle un chiffre considérable. Depuis le dernier recensement de 1901, elle a certainement augmenté (1). M. Bernardaud l'évalue actuellement à 10.000 unités environ, hommes, femmes, ou enfants. Toutefois, ce chiffre est assez variable, et suit les exigences, souvent capricieuses, de la consommation. C'est ainsi que depuis 1906, et la crise de l'or américaine, beaucoup d'ouvriers ont été licenciés. Souvent même des fluctuations importantes se produisent dans le cours d'une année. La raison en est que, malgré tous les perfectionnements mécaniques apportés à sa fabrication, la porcelaine reste un produit de luxe, d'un usage relativement exceptionnel, et dont le débit est par suite très incertain.

L'influence du machinisme sur cette instabilité relative du personnel est certainement nulle, et les reproches qui ont pu lui être adressés sont dénués de tout fondement. C'est, au contraire, l'extension des machines, qui a permis l'extension parallèle de la production, et l'embauchement de nombreux ouvriers supplémentaires. Il ne faut, en effet, jamais perdre de vue que tous les efforts des manufacturiers tendent et tendront de plus en plus à fabriquer vite et bon marché, et que seul un machinisme développé et raisonné remplira ces conditions.

Mais, répondront les adversaires résolus de tout progrès dans cette voie, il n'en est pas moins vrai que l'invention

1. Les résultats statistiques du recensement général de 1901 (t. III, pp. 473-486) annonçaient 8.090 ouvriers travaillant dans les manufactures et ateliers de décors.

des machines a supprimé certains emplois, dont les titulaires, inaptes peut-être à en remplir d'autres, se sont trouvés sur le pavé. Le fait invoqué est exact, et loin de le déplorer, nous nous en félicitons, car il s'agissait le plus souvent de tâches, non seulement pénibles, mais dénuées de tout intérêt, et véritablement dégradantes. Tel était, par exemple, le dur labeur imposé aux marcheurs de pâte, dont quelques-uns subsistent malheureusement, et qui pendant de longues heures, piétinaient inlassablement la pâte, déposée dans d'étroits bassins, pour lui donner la consistance et la plasticité désirées. Quelle reconnaissance ne doit-on pas avoir à l'inventeur qui a substitué au mouvement inconscient de ces bêtes humaines, la marche docile et régulière de puissantes marcheuses ? Faut-il encore reprocher à tel patron, d'avoir enlevé aux épaules de ses ouvriers le fardeau souvent lourd des paniers de porcelaine, pour le suspendre à un rail conducteur, qui serpente à travers ses ateliers ?

De plus, jusqu'ici, les machines employées, tout en facilitant la tâche du travailleur, ont laissé libre jeu à son initiative, et les qualités d'imagination et de goût sont justement celles que tous les observateurs se plaisent à reconnaître aux ouvriers céramistes de Limoges.

Cependant le machinisme a eu une influence très importante et sans doute regrettable sur la composition du personnel des fabriques. Il a favorisé de plus en plus l'emploi des femmes dans les manufactures.

Leur nombre s'accroît chaque année, et M. Bernardaud l'évalue présentement à près de 40 %. C'est principalement depuis l'adoption de la chromolithographie, comme procédé de décoration, que cette augmentation s'est manifestée, et à l'heure actuelle, assez rares sont les ouvriers masculins travaillant dans les ateliers de décors. Les néfastes effets de ce

labeur féminin ont été souvent signalés, et nombreux sont les auteurs qui ont montré, avec force, les conséquences de cet abandon du foyer, sur les liens de la famille, et sur le salaire des hommes.

Il nous a paru intéressant de reproduire l'humble opinion sur ce grave sujet, d'une simple ouvrière décalqueuse, relevée dans l'organe syndicaliste de la céramique limousine (1):

« La femme ne doit pas travailler ; elle a suffisamment de
« travail chez elle, pour élever sa famille, et tenir sa mai-
« son, et j'estime que ce travail est aussi ingrat que celui des
« ateliers.

« Tout au moins, je voudrais que la femme mariée laisse
« le travail à la femme qui n'a personne pour lui venir en
« aide...

« Pour cela, il est nécessaire que l'homme soit suffisam-
« ment rétribué ; il faut que seul, il puisse subvenir à nour-
« rir toute sa famille...

« Mais, concède-t-elle, il faut aussi penser aux veuves et
« aux filles-mères, à qui personne ne vient en aide, et qui
« ne sont pas pour cela dispensées d'élever leurs enfants.

« Il me semble que ces cas doivent être considérés comme
« des accidents, et devront être couverts par la mutualité.

« En terminant j'ajouterai qu'en éliminant de l'usine la
« veuve et la femme mariée, avec la diminution des heures
« de travail, on arrivera à enrayer le nombre toujours crois-
« sant des chômeurs. »

Ces réflexions nous semblent assez justes, mais leur réalisation est entravée par les exigences de l'heure présente, par ce souci primordial de tous les manufacturiers, acculés par la concurrence étrangère : fabriquer moins cher. Or,

1. Cf. *Ouvrier céramiste*, 6 août 1905.

nous l'avons vu, aucune économie n'est possible sur les matières premières, qui sont d'un bon marché extrême. La presque totalité du prix de revient passe dans les salaires. C'est donc eux qui vont être atteints, et comme on ne peut songer à abaisser leur taux actuel, les patrons remplacent autant que possible leurs ouvriers par des femmes, dont les exigences sont moindres. Au reste, il faut bien remarquer, que, pour certains travaux de délicatesse, et exempts de réelle pénibilité, tels que ceux de la décoration, la légèreté de main des ouvrières fait merveille, et se montre préférable à la vigueur masculine.

De toute façon, on tourne dans un cercle vicieux : l'embauchage des femmes amène le chômage des hommes, mais le réembauchage des hommes amènerait la hausse du prix de revient, la baisse de la production, et une crise industrielle générale.

Quoi qu'il en soit, les opinions ouvrières, sur cette question, sont très diverses.

Certains membres du parti syndical ont proclamé le droit au travail aussi imprescriptible pour la femme que pour l'homme ; d'autres, au contraire, ont violemment accusé le patronat de favoriser, sans mesure, le recrutement féminin.

Nous venons de montrer que, pour nous, la situation semble inextricable ; on ne peut en effet demander aux fabricants de se priver entièrement des services de leurs ouvrières, mais nous croyons possible d'en user avec plus de circonspection, et, à défaut de solution radicale, tous les efforts doivent être tentés, pour empêcher le danger de grandir et en atténuer les conséquences présentes.

Sur cette question du travail des femmes, une seconde est venue se greffer, la question du travail des enfants. Les manufacturiers auraient embauché, sous le couvert de l'appren-

tissage, un nombre beaucoup trop considérable d'enfants, dont ils tireraient des bénéfices exagérés, et cela aux dépens des ouvriers adultes.

Ce reproche est un des principaux adressés aux fabricants, et chaque congrès corporatif le renouvelle avec violence : Trop d'apprentis, s'écrient les orateurs syndicalistes, et pour un temps trop long d'apprentissage.

Sans aborder encore la discussion de l'opportunité de l'apprentissage, que nous réservons, nous nous contenterons, pour le moment, d'exposer les réponses faites par les manufacturiers, au sujet du recrutement d'apprentis trop nombreux.

Nous n'y aurions aucun intérêt, disent-ils, car l'apprenti fait un travail lent, et souvent inutilisable, qui est plutôt une gêne qu'une aide pour l'employé adulte. De plus, les exigences légales sur le nombre d'heures de travail tolérées dans les ateliers où sont employés des enfants, constituent une entrave des plus sérieuses dans la marche normale de la production.

Enfin, la proportion de 10 % d'apprentis, très modérée d'après eux, ne serait même pas atteinte dans la plupart des manufactures.

Nous avons ainsi une idée générale de la composition du personnel des fabriques, avec l'augmentation reconnue des femmes, et le chiffre un peu incertain des apprentis; il nous reste maintenant à étudier leur recrutement, et les contrats qui les lient aux patrons.

Si nous consultons l'*Album graphique de la statistique générale de la France*, publié en 1901, nous constaterons que plus de 75 % des salariés de tous métiers, occupés dans la Haute-Vienne, sont originaires du département lui-même (1).

1. *Album graphique de la statistique générale de la France*, 1901, p. 165.

Ce quantum est certainement dépassé dans la catégorie qui nous occupe. Alors que les départements circonvoisins, la Creuse principalement, sont des foyers d'émigration, la Haute-Vienne garde en général tous ses enfants. Aussi la presque unanimité des porcelainiers sont autochtones. De père en fils, ils travaillent dans les manufactures, et la persistance d'un même métier, à travers la suite des générations, les y a merveilleusement adaptés. Dès leur plus tendre enfance, ils respirent un peu de l'atmosphère spéciale des fabriques, rapportée au foyer familial par le père ou la mère, souvent même par les deux, et l'âge de l'apprentissage venu, ils entrent tout naturellement dans cette même fabrique, comme s'il ne pouvait en être autrement, et ils portent en eux l'aptitude certaine issue de longues traditions ancestrales.

Dans une étude très documentée, M. Ducray fait entre les ouvriers céramistes une distinction particulièrement intéressante au sujet de leur recrutement. En dehors de toutes les catégories de travailleurs, que nous avons signalées au début de ce chapitre, il distingue, d'une part, les porcelainiers proprement dits, de l'autre, les manœuvres. Les porcelainiers seraient « plus ou moins artistes et créateurs, dans la spécialité qu'ils ont choisie ». Quant à « la foule des manœuvres de toutes catégories », ils ne joueraient que « le rôle de servants dans la fabrication » (1).

Il résulte de ce classement, que le porcelainier devra, pour arriver à une pleine possession de son métier, passer par un apprentissage long et minutieux, tandis que le manœuvre, homme de peine, n'aura à faire preuve que d'une musculature robuste et résistante pour être embauché. Quelques

1. *Le travail porcelainier en Limousin*. Ducray, 1904, p. 59.

jours à peine suffiront à former un manœuvre, les patrons exigent un apprentissage de quatre ans pour l'éducation d'un porcelainier.

Cette question de l'apprentissage est, de nos jours, une des plus controversées dans tous les milieux ouvriers. Les céramistes de Limoges, toujours à l'avant-garde des opinions avancées, ont présenté à ce sujet des revendications très nombreuses et très absolues, et le Congrès de la Fédération nationale de la Céramique tenu à la Bourse du Travail de Paris, les 12 et 13 juin 1904, s'en est spécialement occupé.

Nous n'étudierons pas ici les textes législatifs concernant le contrat d'apprentissage, mais nous nous bornerons à rendre compte des pratiques particulières à l'industrie qui nous intéresse, et, chemin faisant, nous discuterons les revendications ouvrières qu'elles ont suscitées.

La durée de l'apprentissage varie suivant les catégories de travailleurs. Pour certains, dont la tâche consiste surtout à régler et à parfaire le mouvement d'une machine, comme les calibreurs, elle n'est que de deux ans.

D'autres salariés, comme les mouleurs ou les peintres, à l'habileté manuelle desquels il est plus demandé, font un stage de trois ans.

Beaucoup, enfin, restent apprentis quatre années consécutives.

La longueur variable de cette initiation ouvrière est déjà un sujet de réclamations de la part des syndicats.

D'après eux, nous l'avons vu, un laps de temps très inférieur serait ordinairement suffisant, si même, pour certaines catégories, il ne pouvait être entièrement supprimé. L'apprenti, vite en possession de son art, et peu payé ferait donc une concurrence pernicieuse à l'adulte.

Non, répondent les patrons, le temps d'apprentissage n'a

rien d'exagéré, car, en dehors de la convenable exécution matérielle de la tâche, déjà longue à obtenir, l'ouvrier, digne de ce titre, doit montrer une certaine pratique, une certaine autorité professionnelle, qui ne s'acquièrent qu'avec les années et que le salarié ne possède même pas encore à la fin de son apprentissage...

A cela, les syndicats répliquent: Si les ouvriers ne possèdent pas ces qualités, c'est que les patrons eux-mêmes n'ont pas rempli tous les devoirs à eux imposés par l'article 12 de la loi de janvier et février 1851, ainsi conçu : « Le maître
« doit enseigner à l'apprenti progressivement et complète-
« ment l'art, le métier ou la profession spéciale qui fait l'ob-
« jet du contrat. » Or, cette clause n'est jamais remplie par l'employeur, dans toute son étendue.

Tout d'abord, il arrive fréquemment que l'apprenti soit employé suivant les nécessités du moment, à des tâches totalement différentes de celles, auxquelles il était destiné par les termes mêmes de son contrat. Encore n'est-ce là que demi-mal, car la loi frappe de pénalités assez rigoureuses, ce manquement aux clauses contractuelles. C'est ainsi qu'en 1905, un manufacturier de Limoges, ayant employé à l'estampillage une jeune fille, entrée dans son usine comme apprentie décalqueuse, fut condamné à 200 francs de dommages-intérêts.

Mais, à côté de ces irrégularités flagrantes, facilement atteintes par la justice, la loi de 1851 n'est jamais appliquée dans son esprit véritable.

Au Congrès de Paris, en 1904, un délégué de la Chambre syndicale des céramistes de la capitale, M. Léon Martin, a exposé, quelle était aux yeux de son parti la véritable signification de l'article 12 et les heureux effets de son application intégrale :

« Ah ! si les organisations ouvrières étaient assez fortes
« pour obliger les manufacturiers à apprendre complètement
« son métier à l'apprenti, combien s'élèverait alors la har-
« diesse de conception, la diversité et surtout l'originalité de
« l'invention créatrice professionnelle.

« L'apprenti, dans ces conditions, devrait suivre des cours
« spéciaux, il devrait aussi consulter des documents. Toute
« cette étude, cette recherche fortifierait sa force imagina-
« tive, en même temps qu'elle développerait sa force céré-
« brale, et son savoir professionnel (1). »

En somme, si après avoir attentivement pris connaissance de ces revendications, nous les avons bien comprises, l'apprentissage, toutes proportions gardées, devrait jouer le rôle de certaines écoles supérieures de l'État qui, tout en préparant, au sortir du lycée, leurs élèves à remplir des professions plus ou moins déterminées, contribuent surtout à former leur intelligence, en leur donnant une culture plus approfondie.

Cet idéal est incontestablement élevé, mais sa réalisation semble très difficile, à l'intérieur d'une fabrique de porcelaine. D'ailleurs, ne manqueront pas de dire les patrons, il existe, à Limoges même, une école nationale d'art décoratif, dont les cours sembleraient devoir remplir à merveille le but proposé.

Mais de tels cours ne rentrent pas dans le cadre du programme syndicaliste. Ce que réclament les porte-paroles des céramistes, ce sont des leçons, des causeries, des recherches faisant corps avec l'apprentissage, prises sur les heures de présence à la fabrique.

C'est impossible, répondent avec raison les patrons. Com-

1. *Compte rendu du IV^e Congrès de Paris, 1904, p. 17.*

ment pourrions-nous organiser ces études supplémentaires ?

Et les ouvriers de répliquer : Vous avez raison, c'est impossible dans l'état actuel des choses, mais laissez aux syndicats la surveillance du contrat d'apprentissage, laissez-leur cette organisation qui vous rebute. Et en achevant le procès de l'apprentissage, ils découvrent le fond de leur pensée : L'enfant embauché dans l'usine est livré pieds et poings liés à l'employeur : « Article 6 : Il devra exécuter tout ouvrage qui lui sera commandé, et travailler soit aux pièces, soit à l'heure, soit à la journée. Article 7 : Le patron ou son représentant seront seuls juges pour accepter ou refuser les travaux exécutés par l'élève. Tout travail refusé sera immédiatement cassé, sans qu'il puisse élever aucune réclamation. »

Sous le prétexte d'une infraction quelconque au maintien du bon ordre, il peut être expulsé sans raison.

Enfin, cet apprenti, qui sera un ouvrier plus tard, doit vivre à l'écart de ses frères de misère :

« Article 5. — Pendant la durée de son engagement, il s'interdit toute immixtion dans les débats qui pourraient s'ouvrir entre les patrons et les ouvriers, sur les prix de façon, heures de travail, et, en général, dans toute discussion ayant n'importe quelle cause. En cas de grève des ouvriers, il est tenu de continuer le travail. »

Et quelles sont les garanties que l'apprenti recevra, en échange d'aussi lourdes obligations ? La vague promesse que le patron se conduira à son égard « en bon père de famille », formule sonore et vide, qui couvrira toutes les vexations.

Il faut donc que le syndicat préside à la discussion des clauses du contrat et à leur stricte exécution.

Il faut qu'en face de la toute-puissance capricieuse du

patron, se dresse l'autorité syndicale, avec laquelle il sera forcé de traiter.

Au fond, le but principal, ouvertement reconnu d'ailleurs par les porte-paroles du parti, c'est l'embrigadement de l'apprenti, sous le drapeau du syndicat, c'est l'acheminement vers le syndicat obligatoire.

Les fabricants ne peuvent, naturellement, pas entrer dans ces dernières considérations, mais, en dehors d'elles, ils proclament l'excellence de l'apprentissage, donné d'ailleurs par les ouvriers eux-mêmes, qui sont mal venus à l'attaquer ensuite. Quant à l'autocratie patronale, elle est singulièrement atténuée par les armes légales dont dispose le personnel salarié. De plus, si toute immixtion dans les débats entre patrons et ouvriers est interdite à l'apprenti, la même obligation n'est pas imposée aux ouvriers, vis-à-vis de leurs jeunes camarades, et la facilité avec laquelle ils se mettent en grève est un sûr garant qu'ils useraient une fois de plus du procédé, s'ils le croyaient nécessaire.

Nous ne pousserons pas plus loin une discussion, qui, au point où elle est parvenue, sortirait du cadre de ce chapitre. Nous avons exposé en toute impartialité, les revendications ouvrières, nous avons indiqué les arguments opposés par le patronat ; nous laisserons maintenant au lecteur le choix d'une solution, que nous chercherions, pour notre part, dans un compromis entre les opinions opposées.

Toutefois, avant d'abandonner définitivement cette question, nous signalerons la forme courante du contrat d'apprentissage dans l'industrie porcelainière.

L'union des fabricants de Limoges a établi la formule ordinaire de ce contrat, dont chaque manufacture possède de nombreux exemplaires imprimés, où s'ajoutent les noms et signatures des contractants, avec l'indication des clauses

particulières. La rédaction en est très rarement faite par acte public. La forme ordinaire est celle d'un acte sous seing privé.

Quant aux ouvriers adultes, ils sont embauchés par les contremaitres, ou chefs d'atelier, avec ratification du patron. Ici la forme du contrat est assez souvent plus simplifiée encore : pas même d'acte sous seing privé : un simple engagement verbal lie les parties ; la rédaction par acte public semble en tous cas à peu près ignorée.

A première vue, il y a là une pratique qui ne concorde guère avec la suspicion régnant entre les contractants mais, à la réflexion, on découvre à cet usage deux raisons, dont l'une, tout au moins, paraît suffisante pour légitimer le procédé. Tout d'abord, on doit y voir une vieille habitude, datant de l'époque où une confiance réciproque unissait employeurs et employés, habitude qui a survécu à la rupture de ces anciens liens familiaux. En second lieu, il faut reconnaître que l'ouvrier ne risque pas grand'chose, et n'a ordinairement pas de conditions particulières à stipuler. En effet, il trouve dans le syndicat un défenseur, plus ou moins habile et autorisé, mais certain, et cela, alors même qu'il n'en ferait pas partie, précisément pour le décider à y entrer. Quant aux obligations qu'il assume, elles ne lui sont pas personnelles ; ce sont celles assumées par tous les ouvriers de sa catégorie, avec, en plus, l'observation obligatoire pour tous de règlements d'atelier, affichés à l'intérieur de l'usine. Ses droits et le chiffre de son salaire ont également un caractère général (1). En un mot la situation semblable faite à tous les travailleurs du même métier, leur est une garan-

1. Voir page 43, à ce sujet, le paragraphe 1^{er} des dispositions générales du règlement d'atelier adopté par la Chambre syndicale des fabricants de Limoges.

tie réciproque de la stricte exécution du contrat. Voilà comment, à nos yeux, l'ancienne coutume de l'engagement oral a pu subsister dans bien des cas, sans faire jaillir une nouvelle source de démêlés, entre patrons et salariés.

CHAPITRE III

Conditions techniques du travail

Après avoir vu les différentes phases du travail porcelainier, et quels ouvriers s'y emploient, nous sommes maintenant amené à nous demander, dans quelles conditions techniques ce travail s'effectue. En dehors des lois générales qui régissent la question, les fabricants porcelainiers n'ont pas adopté de règlement unique, s'appliquant à toutes les fabriques. Néanmoins l'Union des fabricants porcelainiers du Limousin a édicté un règlement type pour ses membres, qui fut mis en vigueur le 1^{er} octobre 1896.

Chaque manufacture étrangère à l'association fait afficher dans ses ateliers son propre règlement, mais en fait, les différences sont toutes de détail. On peut donc considérer les prescriptions de l'Union comme renseignant, d'une façon très suffisamment exactes, sur les conditions techniques du travail.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

« Tout ouvrier ou employé appelé à travailler dans l'établissement s'oblige en entrant, à respecter le présent règlement et à s'y conformer entièrement. Il déclare avoir

« pris connaissance des prix et conditions du travail dudit
« établissement et les accepter par le seul fait de son entrée.

« L'entrée de la fabrique est rigoureusement interdite à
« toute personne n'appartenant pas à l'établissement. »

Les heures d'entrée et de sortie sont ainsi fixées :

Saison d'hiver (du 1^{er} octobre au 31 mars) : le travail commence à sept heures du matin pour finir à cinq heures du soir.

Saison d'été (du 1^{er} avril au 30 septembre) : le travail commence à six heures du matin pour finir à sept heures du soir.

Hiver et été, le travail est suspendu de huit heures et demie à neuf heures pour le déjeuner, puis de midi à une heure et demie pour le dîner. Dans l'après-midi, un repos de quinze minutes est accordé aux manœuvres, mais sans qu'ils puissent sortir de l'usine. Les entrées, sorties et repos, ont lieu à un signal adopté par chaque établissement.

Voici quels sont les articles réglementant la « police intérieure ».

« Il est interdit :

« 1° De sortir sans une autorisation écrite pendant les
« heures de travail, et les ouvriers ainsi autorisés ne pourront sortir en tenue d'atelier.

« De quitter le travail avant que le signal soit donné.

« 2° D'entrer dans les ateliers en état d'ivresse, de même
« que d'y introduire du vin, eau-de-vie, liqueurs, etc.

« 3° De s'y livrer à des excès de langage, se disputer, se
« battre, causer un trouble quelconque et s'occuper de choses étrangères au travail.

« 4° Les ateliers et magasins devront être évacués un
« quart d'heure après la cessation du travail.

« 5° Tout ouvrier est responsable du matériel qui lui est

« confié. En cas de dégâts faits, tant à ce matériel qu'aux
« locaux servant au travail, tous les ouvriers composant
« l'atelier sont responsables des dits dégâts, jusqu'à ce que
« l'auteur en soit connu. Tout dégât causé sera payé par
« son auteur.

« 6° Il est interdit aux ouvriers de stationner ailleurs que
« dans leurs ateliers respectifs ; ils doivent veiller à ce qu'une
« scrupuleuse propreté préside à la manipulation de la pâte,
« des ébauches, moules, planches, couleurs, matières pré-
« cieuses, etc. Ils sont responsables des aides qu'ils emploient
« et sont tenus d'en surveiller le travail et la conduite.

« 7° En cas de départ volontaire ou de renvoi, il n'existe
« aucun délai de congé de huitaine ou autre, mais tout tra-
« vail commencé devra être terminé sans interruption. Le
« paiement des salaires sera fait immédiatement si l'ouvrier
« est congédié, et au jour de paye habituel s'il quitte lui-
« même l'établissement ; cela dans tous les cas, qu'il s'agisse
« d'ouvriers, d'employés ouvriers, payés à l'heure, à la jour-
« née, à la quinzaine ou au mois. Ce règlement sera fait
« d'après le nombre d'heures ou de journées effectuées, de-
« puis la dernière paye, sans qu'il soit dû d'indemnité de
« part ni d'autre.

« 8° Toute infraction au présent règlement sera passible
« d'une peine disciplinaire qui sera appliquée suivant la
« gravité du cas, au moyen d'amendes, de renvois tempo-
« raires ou définitifs. Le montant des amendes sera versé à
« la caisse de secours de l'établissement. »

Dans une troisième partie, sont consignées les dispositions
suivantes, spéciales aux machines :

« Les ouvriers employant la force motrice, sont tenus de
« l'utiliser pendant tout le temps où la machine est en mar-
« che. En cas d'absence injustifiée, il sera retenu, à titre

« d'indemnité, une somme de 0 fr. 50 par quart de jour
« perdu (1). »

Bien que ce règlement soit à peu près uniformément adopté, les patrons en changent souvent quelques points de détail, qui font varier la pratique courante du travail, dans les différentes manufactures. Les ouvriers, pour qui le règlement d'atelier est un peu comme l'antique loi des XII Tables aux Juifs, attachent une extrême importance à toutes les modifications qui y sont apportées, et à plusieurs reprises, au cours de ces dernières années, les discussions soulevées à ce sujet dégénèrent rapidement en conflits.

Quelle est la moyenne des heures de travail exigées pour les porcelainiers ? Une enquête faite en 1895 par l'Office du Travail nous renseigne à ce sujet. Les ouvriers céramistes travaillaient dix heures et demie par jour, à cette époque.

D'après les observations de M. Savodin, la proportion s'est encore abaissée, et avant même le vote de la loi du 30 mars 1900, n'était plus que de dix heures.

Le chiffre atteint n'est donc pas excessif, et ne semble pas appeler de modification.

Pourtant les céramistes, suivant en cela l'exemple de leurs camarades des autres corporations, ont commencé une propagande active en faveur de la journée de huit heures, à laquelle s'emploie avec force le journal syndicaliste *l'Ouvrier Céramiste*, comme en font foi les extraits suivants :

« Parmi les nombreuses revendications des travailleurs
« il en est une qui est d'une importance extrêmement capi-
« tale : c'est la réduction des heures de travail. Cette reven-
« dication qui figure sur tous les programmes des orga-

1. Ce règlement est le règlement actuel, avec les modifications apportées depuis 1896, notamment pour la fixation des saisons.

« nismes ouvriers depuis 1866, époque du congrès de l'Internationale, paraît quelque peu être laissée de côté.

« A Limoges, pas grand'chose n'a été essayé ; pendant la période d'agitation, aucune tentative d'application n'a été faite ; cependant, la situation des travailleurs de la céramique est des plus critiques à tous points de vue.

« Dans les ateliers, grands et petits, les prescriptions d'hygiène ne sont pas observées, les exploiters limousins se moquent de la loi, parce qu'ils savent que les hommes chargés de son application sont avec eux, contre la classe ouvrière.

« D'aucuns prétendent que la réduction des heures de travail entraînerait fatalement une réduction de salaire. C'est une erreur, et si on voulait se donner la peine de comprendre et réfléchir on verrait qu'avec la réduction des heures de travail, on amènerait l'augmentation des salaires.

« Voyons : un patron occupe des ouvriers garçons de magasin pour obtenir vingt-quatre heures de travail ou deux journées de douze heures ; si la journée était de huit heures, il devrait en employer trois. Les garçons de magasin chômeurs rentreraient aux magasins et ceux qui travaillent, n'étant plus sous la menace d'être remplacés, pourraient profiter de la circonstance pour exiger et obtenir des augmentations de salaires.

« Voilà un fait indiscutable et qui rentrera dans le domaine de la réalité le jour où les travailleurs le voudront. » (*Ouvrier Céramiste*, 3 mars 1907.)

Tels sont les arguments présentés par les céramistes pour obtenir la journée de huit heures. Le premier, qui s'attaque aux questions d'hygiène des ateliers, sera apprécié ultérieurement.

Quant au second, il est rigoureusement vrai, théorique-

ment, mais en pratique, il est à croire que le patron, qui serait ainsi brusquement obligé d'accroître son personnel d'un tiers, ne pourrait pas lui continuer les salaires anciens. Il ne saurait en tout cas être question de les augmenter, comme semble l'espérer le signataire de l'article précité. Les revendications ouvrières, nous aurons souvent l'occasion de le constater, ne tiennent pas assez compte des circonstances extérieures de la production, surtout dans une industrie de luxe, comme la porcelaine, qui est sujette à de grands aléas.

La réduction des heures de travail ne semble donc pas devoir s'imposer. Toutefois, des distinctions doivent être faites dans la situation des différentes catégories d'ouvriers.

Tous, en effet, ne travaillent pas régulièrement dix heures par jour. Les exigences de la fabrication obligent certains travailleurs à des heures de présence supplémentaires, suivies de journées entières de repos. Tel est le cas des hommes de feu. Pendant la durée de la cuisson, il est nécessaire que des manœuvres veillent constamment à l'entretien des foyers. Dans ce but des équipes sont organisées, sous le nom de relais, pour permettre aux manœuvres de prendre à tour de rôle quelques heures de repos. L'arrangement des relais varie suivant les manufactures, et donne souvent lieu à des critiques, que signale M. Ducray :

« On ne peut contester aux manufactures, dit-il, la qualité d'usines « à feux continus », qui leur vaut d'être comprises dans l'exception prévue par l'article 2, § 3, de la loi du 30 mars 1900. Il n'en est pas moins vrai qu'on laisse ainsi aux fabricants toute latitude pour organiser chez eux, dans le service des fours, les procédés de travail qui servent le mieux leurs intérêts, mais aussi les plus inhumains ; les relais fonctionnent partout, rendant le contrôle

« impossible, et nous avons l'assurance que de ce côté les
« abus les plus graves doivent se produire » (1).

Dans les manufactures de nous connues, la moyenne des heures de travail demandées aux hommes de four était de 65 environ par semaine, dont 24 de nuit, soit plus d'un tiers.

Il y aurait sans doute quelque chose à faire, en faveur de ces malheureux, tout au moins pour leur assurer une répartition plus humaine de leur temps de labeur.

Les manufactures ferment leurs portes le dimanche, et assurent ainsi à leurs employés le repos hebdomadaire exigé par la loi. L'application de ce repos n'a d'ailleurs jamais donné lieu à des conflits. L'observance du dimanche est une vieille tradition qui puise sa force dans son ancienneté même, et qui a toujours été respectée dans l'industrie céramiste. Seules les exigences de la cuisson obligent à établir pour certains ouvriers le repos par roulement, dont l'emploi est consacré depuis longtemps.

1. Ducray. *Travail porcelainier en Limousin*, p. 56.

CHAPITRE IV

Les Salaires

Comme dans toutes les industries, la question des salaires est redoutable à aborder. Elle est, en effet, très controversée, et les variations des tarifs, suivant les tâches et les fabriques, viennent encore en compliquer l'étude. De plus, les renseignements obtenus se contredisent souvent, et seule, une enquête officielle, par l'ampleur qu'elle pourrait atteindre, nous donnerait une documentation précise et rigoureuse. Comme elle manque, nous procéderons par approximations et moyennes, en tenant compte de tous les éléments que nous avons pu réunir.

L'intérêt de la question n'apparaît qu'à partir de 1830, c'est-à-dire de l'époque où la fabrication porcelainière a pris l'extension de la grande industrie moderne. Jusqu'alors, l'importance du taux des salaires était moindre, car le petit nombre des travailleurs permettait, avec l'aide patronale, l'enrayage de la plupart des maux qui accablent, à l'heure actuelle, la famille ouvrière. Nous serons d'ailleurs très bref sur l'historique même des salaires, nous contentant d'en rappeler les dates principales.

« Après la Révolution de juillet 1830 et la crise qui l'accompagna, la fabrication prend un certain développement ; la dimension des fours est plus vaste, les ouvriers

« pâtiens gagnaient alors de 3 à 5 francs par jour ; les hommes de peine employés aux fours ou aux ateliers de 1 fr. 25 à 2 francs ; les femmes de 0 fr. 80 à 1 fr. 25 (1). »

Vers 1848, la fondation à Limoges de maisons de commission amène une élévation de 20 % dans les salaires.

De 1857, date de l'ouverture de la ligne de chemin de fer Paris-Limoges, à 1883, la hausse est considérable, et la somme totale payée aux ouvriers dépasse la moitié de la valeur des produits fabriqués.

Mais une crise terrible éclate en 1883, et les salaires baissent de 50 %. Depuis, ils ont repris une marche ascendante, et nous arrivons ainsi à la période tout à fait contemporaine, qui nous intéresse spécialement.

Tout d'abord, quelles sont les conditions faites aux apprentis ?

« Au point de vue du salaire, les ouvrages exécutés à façon, et acceptés, sont payés : pendant les premières années d'apprentissage, à moitié prix d'ouvrier ; pendant la troisième, à raison des deux tiers ; pendant la quatrième, à prix d'ouvrier.

« Le travail à la journée est payé :

« A l'élève garçon :

« La première année, à raison de 1 franc par jour,

« La deuxième année, à raison de 1 fr. 50 par jour,

« La troisième année, à raison de 2 fr. 50 par jour,

« La quatrième année, à raison de 3 francs par jour.

« Le prix de la journée de l'élève fille est fixé comme il suit :

« La première année, à raison de :

« 0 fr. 25 pendant les trois premiers mois et par jour,

1. *Histoire de la porcelaine de Limoges*, 1904, t. II. Jules Savodin, p. 20.

« 0 fr. 50 pendant les trois premiers mois suivants et par
« jour,

0 fr. 75 par jour, pendant les six derniers mois.

« La deuxième année à raison de 1 franc par jour,

« La troisième année à raison de 1 fr. 75 par jour,

« La quatrième année à raison de 2 francs par jour (1). »

Au sortir de l'apprentissage, l'ouvrier voit son salaire augmenter, mais le taux en est soumis à des fluctuations très grandes, qui en rendent l'évaluation difficile.

Nous signalions plus haut l'absence de tout document officiel d'ensemble, sur ce point. A vrai dire, nous en trouvons pourtant un, dans l'enquête sur les « salaires et durée du travail », publiée en 1895 par l'Office du Travail (t. III, p. 289-290). Les renseignements que nous y puisons, sont déjà un peu anciens, mais nous avons cru bon cependant, de les citer, à l'instar de tous les auteurs contemporains qui se sont occupés de la porcelaine de Limoges, et en raison du brevet d'authenticité, conféré par leur origine.

Les résultats de cette enquête ne sont assurément pas sans défauts, et leur ancienneté relative n'est pas le seul reproche qu'on peut leur adresser. En effet, le choix des fabriques mises en observation, outre qu'il est un peu restreint, ne paraît pas très heureux, car elles ne présentent pas, semble-t-il, une assez grande différence d'importance. De plus, si les renseignements donnés sur chaque catégorie de salariés étudiée, sont précis et nombreux, la division même en catégories, reste vague et n'est pas assez poussée.

En somme, ce que nous pouvons en retenir de plus inté-

1. *Histoire de la porcelaine de Limoges*, 1904, t. II, J. Savodin. Ces renseignements visent le cas le plus fréquent, c'est-à-dire celui d'un apprentissage de quatre années. La gradation serait naturellement plus vite réalisée, dans un contrat de durée inférieure.

HAUTE-VIENNE	CATÉGORIES D'OUVRIERS H. Hommes ; F. Femmes ; E. Apprentis et Enfants Variation de l'effectif	NOMBRE d'ouvriers par catégories T. Temps P. Pièces	SALAIRE par journée de travail		SALAIRE MOYEN par journée de travail		SALAIRE MOYEN par grande catégorie par année	
			minimum	maximum	par journée de travail	par 10 heures	par journée de travail	par année
1 ^{re} Fabrique de porcelaine. laine. Force motrice : 115 chevaux-vapeur.	Nombre de jours de marche : 310. Durée normale du travail journalier : 10 h. 1/2.	T. 12	5 »	8 »	»	»	6 50	»
		T. 5	3 »	4 »	»	»	3 50	»
		T. P. 405	4 25	10 50	»	7 05	7 35	1.875
		T. 14	2 »	3 50	»	2 55	2 70	810
		T. P. 491	1 50	4 25	»	2 90	2 40	790
		T. P. 71	1 50	3 »	»	2 10	2 20	680
		T. P. 44	1 »	4 50	1 15	1 10	1 10	340
		T. P. 56	0 50	1 50	1 05	1 »		
		1.025						
2 ^{re} Fabrique de porcelaine. Force motrice : 90 chevaux-vapeur.	Nombre de jours de marche : 325 Durée normale du travail journalier : 10 h. 1/2	T. 12	»	»	»	8 80	3 25	3.005
		T. 2	»	»	»	4 10	4 30	1.400
		T. P. 80						
		T. P. 68						
		T. P. 112	3 75	4 50	»	4 »	4 20	1.365
		T. P. 11						
		T. 106	2 »	4 »	»	2 65	2 80	910
		T. P. 31	1 50	1 90	»	1 60	1 70	550
		T. P. 55	1 50	2 50	»	1 90	2 »	650
		T. 22	0 75	1 75	1 70	1 60	1 75	570
		T. 40	1 50	2 50	2 »	1 90		
		T. 10					3 40	
		600						

ressant, ce sont les deux chiffres suivants, donnés par les enquêteurs, comme étant ceux des salaires moyens, habituellement payés, par journée de travail :

Ouvriers : 4 fr. 75.

Ouvrières : 2 fr. 20.

Nous avons cherché de notre côté, à compléter ces indications vieilles, et parfois trop sommaires, et nous sommes ainsi parvenu à dresser la liste suivante (1) :

Marcheurs de pâte : 2 fr. 75 à 3 francs par jour.

Batteurs de pâte (à la machine) : 3 fr. 75 à 4 francs par jour.

Modeleurs	7-10 fr.	par jour
Couleurs de moules	4-7	—
Mouleurs *	4-6	—
Tourneurs de creux *	5-7	—
Tourneurs anglais *	6-8	—
Calibreurs *	4,50-6	—
Couleurs	4-5	—
Garnisseurs	4-6	—
Gazetiers	5,50-6	—
Frotteurs de rondeaux *	2,50-3	—
Englobeurs	3-4	—
Espaceurs	3,50-4	—
Emailleurs	3,50-4,25	—
Enfourneurs	60 francs par semaine	
Caleurs, 36 francs par semaine,	5-50	par jour

1. Cette classification est, dans ses grandes lignes, celle proposée par M. Grellier (*Industrie de la Porcelaine*, 1908), mais retouchée sur nombre de points, grâce à l'aimable entremise d'un manufacturier de Limoges.

Le signe * indique les salaires ordinairement payés aux pièces.

Encasseteurs. 2,75-3,50 fr. par jour
 Porteurs de paquets 2,75 —
 Hommes de four, 25-30 francs par semaine (65 heures de travail, dont 24 de nuit).

Décolombineurs. 2,50-2,75 fr. par jour
 Useurs de grains * 8-9 —
 Polisseurs * 6-7 —
 Garnisseuses * 2,50-4 —
 Couleuses * 2,50-3,50 —
 Mouleuses* 2,50-3,50 —
 Décalqueuses* 3-4 —
 Espaceuses 2,25-2,50 —
 Emailleuses 2,50-3 —

DÉCOR :

Fileurs. 4-7,50 —
 Décorateurs et fleuristes : . . . 6-10 —
 Lithographes 6-10 —
 Poudreuses 2,25-2,50 —
 Margeuses. 2,25-2,50 —
 Mouffletiers 5-5,50 —
 Ouvriers de crématoire 3,50-4 —
 Garçons de magasin 3,50-4,50 —
 Emballeurs 4-4,50 —
 Décalqueuses 2,75-3,75 —
 Brunisseuses. 2,50-3 —
 Enlumineuses 2,75-3,75 (très rares maintenant) (1).

Ces salaires sont payés journellement, dans une impor-

1. Certains ouvriers subissent une retenue sur leur salaire, pour payer leurs aides. C'est le cas des calibreurs qui rémunèrent ainsi le travail des batteurs de pâte. D'autres donnent au patron une certaine redevance, pour l'emploi de la force motrice (gazetiers à la machine, useurs de grains).

tante fabrique de Limoges, et doivent être considérés comme assez courants. Toutefois, étant donnée l'absence de chiffres d'ensemble, nous ne les accepterons que comme des moyennes, pouvant être soumises à des oscillations plus ou moins importantes.

Tels qu'ils sont établis, les salaires ont suscité nombre de revendications ouvrières, qui ont pour but d'élever leur taux, et surtout de l'établir d'une façon certaine.

Nous ne pouvons songer à étudier ici, tous les conflits particuliers, qui ont eu pour cause une demande d'augmentation de salaires; ils sont trop nombreux, et chacun, pris séparément, présente souvent peu d'intérêt. Mais, cette tendance générale une fois constatée, nous allons rechercher les causes principales qui la régissent.

Quand le patron établit la paye de ses employés, il ne s'occupe que de la somme quotidienne à déboursier, l'ouvrier, au contraire, envisage le traitement de l'année tout entière. Il calcule les journées perdues par le chômage régulier, et nous verrons que, dans la fabrication céramique, le nombre en est très élevé. Il tient compte également de l'imprévu, c'est-à-dire des crises industrielles, et de la maladie dont le bilan des sociétés de secours mutuels nous montrera les redoutables atteintes, et il conclut que sa paye journalière est trop basse.

De plus, il constate une augmentation quotidienne du prix des denrées, une difficulté de vivre toujours grandissante.

« D'après nos calculs, si nous établissons une moyenne, nous trouvons que les matières premières et indispensables à la vie, ont augmenté de 30 % environ.

« Est-ce que les salaires se sont accrus d'autant (1)? »

1. *Ouvrier Céramiste*, 1^{er} septembre 1907.

Évidemment non. Et pourtant, le raisonnement est ici moins juste, semble-t-il, que précédemment. En effet, le coût moyen des vivres était très bas à Limoges, il y a peu d'années encore, et l'augmentation, générale en France, dont se plaignent les travailleurs de la Haute-Vienne, les laisse cependant dans une situation relativement privilégiée, vis-à-vis de leurs camarades des autres centres industriels.

Mais les céramistes élèvent encore d'autres griefs contre le taux des salaires. Ils se plaignent de la concurrence au rabais, faite au labeur masculin, par le travail des femmes. Nous avons déjà noté l'emploi, de plus en plus généralisé, des ouvrières, dans les manufactures de porcelaine. Leurs camarades hommes réclament ou leur renvoi, ou l'unification des salaires. Sur ce point, nous sommes entièrement de leur avis : la femme doit être dans l'usine une exception, et, en tout cas, doit se voir rémunérer, non en considération de son sexe, mais uniquement des services rendus.

A toutes ces réclamations, les patrons répondent par l'offre du travail aux pièces, qui, dans une certaine mesure, permet à l'ouvrier de fixer lui-même le montant de sa paye journalière.

La proportion du salaire à la tâche est très variable suivant les manufactures. Il en est une, par exemple, où la presque totalité des ouvriers a accepté ce mode de paiement. Dans d'autres, au contraire, le nombre en est très bas. A vrai dire, beaucoup de travailleurs, soucieux d'obtenir un peu de bien-être, admettraient avec joie, la quasi-généralisation du salaire aux pièces. Mais les syndicats font à ce mode de paiement une guerre acharnée, et ont inscrit plusieurs fois l'étude de sa suppression au programme de leurs Congrès.

Voici comment ils formulent leurs reproches :

« Pourquoi les ouvriers groupés dans leurs syndicats ont-ils, dans chaque Congrès corporatif, condamné le travail à la tâche ?

« Parce qu'il augmente dans une proportion fantastique la productivité ouvrière.

« Parce que, sous l'apparence d'une augmentation de gain, le travail se trouve, en réalité, payé au-dessous de sa valeur.

« Parce que la surproduction ainsi obtenue augmente le chômage.

« Parce que le chômage avive la concurrence entre les travailleurs.

« Parce que la concurrence entre les occupés et les inoccupés entraîne les baisses de salaire, ou est un obstacle à la progression, qui doit suivre la hausse des moyens de vie.

« Au point de vue moral, le travail aux pièces est un fléau qui fait de chaque ouvrier un égoïste, un envieux, un jaloux, quelquefois pis encore.

« Aussi le travail à la tâche dégrade l'homme : il est une plaie sociale (1). »

Nous n'avons pas l'intention de discuter ici chacune de ces attaques. Nous rappellerons seulement que la surproduction nuirait autant et plus au patron qu'à l'ouvrier ; que les ouvriers ont su régler ailleurs, d'accord avec les fabricants, la production quotidienne de chaque employé, que la fixation d'un salaire de base ne semble pas devoir rencontrer plus de difficultés dans le travail aux pièces, que dans le travail au temps, et enfin que le chômage ne serait, en conséquence, pas plus redoutable dans ce mode d'exploitation que dans l'autre.

Mais ces raisonnements ne peuvent convaincre les ouvriers,

1. *Ouvrier Céramiste*, 4 mars 1906.

et, en particulier ceux qui font partie des syndicats, car le travail à la tâche est, pour eux, la consécration de l'inégalité des salaires, contre laquelle ils s'élèvent avec violence. Ils craignent, en effet, que les satisfaits ne se séparent de leurs camarades, compromettant ainsi la cohésion de ce bloc prolétaire, qu'ils rêvent de réaliser. Aussi, pour eux, la seule base légitime de fixation des salaires, c'est le temps, le nombre d'heures occupées. Ils vont même plus loin, et la logique les conduit à souhaiter la suppression des catégories ouvrières.

Ils signalent, en effet, l'énorme disproportion de traitement qui existe entre les façonneurs et certains manœuvres par exemple. Les premiers, dont la tâche est relativement peu fatigante, touchent des salaires élevés, les autres qui vivent, demi-nus, dans l'atmosphère étouffante des fours, pour accomplir leur pénible labeur, sont mal payés. Il y a certainement là une situation très choquante, à première vue, mais il ne faut pas oublier que les façonneurs aux hautes payes, ont dû passer par un long apprentissage de quatre ans, pendant lesquels ils ont connu de dures heures, et touché bien peu d'argent, et qu'ils ont ainsi gagné le droit à plus de bien-être. Toutefois certaines améliorations pourraient être apportées au sort de ces manœuvres, car leur force physique est indispensable, et la distance qui les sépare des porcelainiers proprement dits a été bien diminuée par l'emploi des machines, qui a réduit l'habileté et l'initiative du travailleur.

Il est à croire, d'ailleurs, qu'à l'avenir, et cela en partie grâce à l'entente syndicale, la fabrication progressera dans cette voie d'unification des salaires, entre les différentes catégories ouvrières.

Mais le but à atteindre est encore singulièrement éloigné

et presque inaccessible. Aussi, bien que sa poursuite reste un de leurs désirs, les ouvriers porcelainiers recherchent actuellement une autre amélioration.

Ils se plaignent, avec assez de raison, des variations de salaires qui existent entre les manufactures, variations souvent très fortes, et difficilement justifiables. C'est pourquoi, soutenus par la Fédération nationale de la Céramique, ils réclament l'unification des tarifs par régions.

Au Congrès de Fives-Lille, en 1907, la question fut posée en ces termes :

« En unifiant les tarifs par région et par catégorie, nous
« obtiendrons de précieux avantages et nous détruirons sur-
« tout cette néfaste concurrence, sur le prix de main-d'œu-
« vre, car il n'est pas rare de constater dans notre industrie,
« et dans une même localité, des différences énormes de
« tarifs, dans certaines usines, de 10, 15 et 20 % moindre
« que dans d'autres, où il se fait les mêmes articles ou
« similaires.

« Pourquoi cette anomalie ? Parce que nous le voulons,
« parce que nous n'avons encore rien fait, pour arrêter cette
« concurrence déloyale du prix de main-d'œuvre. »

Malgré les efforts syndicaux, cette unification n'a pas été réalisée, et cependant, elle semble vraiment désirable. Elle permettrait aux ouvriers de mieux connaître leurs ressources éventuelles, et d'établir, avec plus de sécurité, leur petit budget. Les grands manufacturiers, sans doute, ne refuseraient pas de s'entendre à ce sujet, mais au-dessous d'eux, il y a nombre de petits patrons, qui végètent au hasard des commandes, parfois rares, qui n'ont qu'un personnel intermittent et peu nombreux, et il est à craindre, que ceux-là ne puissent souscrire à cette revendication, car les salaires qu'ils paient, varient avec les exigences de la produc-

tion, suffisants quand elle est assez élevée, minimes, quand elle tombe elle-même.

En résumé, les ouvriers céramistes, par leur organe syndical, réclament de grandes réformes, au point de vue des salaires. Leurs griefs ne semblent pas tous justes, et les formules qu'ils proposent ne sont pas elles-mêmes à l'abri de tout reproche. Toutefois, certains progrès pourraient être réalisés, et voici quelles conclusions nous croyons pouvoir tirer de l'étude que nous venons de faire.

En général, le taux des salaires payés dans les grandes manufactures est suffisant. Cependant, certaines catégories de travailleurs, à la force physique desquels il est fait uniquement appel, ne sont pas assez payées, en raison de la pénibilité de leur tâche, et de l'usure corporelle qu'elle détermine. Enfin, la question de l'emploi des femmes mérite d'être étudiée particulièrement.

Nous souscrivons également à l'unification des tarifs par région, mais nous souhaiterions voir généraliser le salaire aux pièces, comme mode de paiement, en fixant un maximum à débattre, qui éviterait l'excès de travail et la surproduction, mais serait pour le patron une garantie de l'activité ouvrière.

CHAPITRE V

L'hygiène à l'atelier

Obtenir la salubrité parfaite d'une industrie est un rêve chimérique, car celui qui le poursuit se heurte non seulement à des obstacles naturels, mais à la répulsion ouvrière pour la plupart des moyens d'hygiène préconisés. Cependant, il y a des degrés dans l'insalubrité, et il faut reconnaître, que l'industrie céramique est parmi les plus dangereuses pour la santé des travailleurs. On ne peut d'ailleurs nier, que des progrès sanitaires importants aient été réalisés chez certains patrons, mais les résultats sont encore bien piètres.

D'ailleurs nombre de manufactures limousines sont de vieilles bâtisses, dont beaucoup n'étaient nullement destinées à l'industrie, mais que l'extension hâtive de la fabrication céramique fit annexer aux usines voisines.

Dans ces conditions l'aération est la plupart du temps insuffisante, et le minimum légal de six mètres cubes d'air par ouvrier, est loin d'être atteint. A cette insuffisance d'air vient s'ajouter un autre danger, résultant de la présence dans l'atmosphère d'une impalpable poussière blanche de kaolin, qui se renouvelle sans cesse, par le maniement de tous les instants, des pièces en voie de fabrication.

Il est effrayant de songer aux ravages que peut causer

dans un organisme humain, l'aspiration continuelle de ces molécules imprégnées de microbes. Il faudrait à tout prix, purifier l'atmosphère infestée des ateliers ; or, les procédés employés jusqu'à ce jour, sont insuffisants. Tout au moins, une propreté rigoureuse devrait-elle être obtenue ; mais le renouvellement incessant des atomes kaoliniques lasse la bonne volonté de l'ouvrier, et le côtoïement journalier du péril l'y habitue et le rend indifférent.

Aussi les ravages causés par la tuberculose sont-ils effrayants. De 1900 à 1903, une enquête médicale sur cette maladie fut faite à l'hôpital de Limoges.

1.384 tuberculeux ont été ainsi observés, dont 284 succombèrent aux atteintes de la terrible affection. La catégorie professionnelle la plus souvent représentée, fut celle des journaliers (16,1 %) dont beaucoup pouvaient avoir travaillé dans des manufactures céramiques. Les porcelainiers viennent après, avec une proportion de 11,5 %, soit 11,8 % pour les hommes, et 10,9 % pour les femmes.

Il faut ajouter qu'il existe pour chaque sexe, un âge particulièrement critique. 32 % des femmes sont atteintes de 20 à 29 ans. Chez les hommes, l'époque est plus reculée : 30 à 37 ans ; et la moyenne très inférieure : 25 %.

La proportion des décès est de 15 % soit : 17 % d'hommes, 13 % de femmes.

Les ravages sont donc plus précoces chez la femme et plus graves chez l'homme. La tuberculose pulmonaire chronique est de beaucoup la plus fréquente : 80 % de décès. Encore cette statistique est-elle trop riante, car nombre de parents retirent de l'hôpital, leurs malades à l'agonie, pour les voir mourir chez eux.

Ces constatations générales, déjà si graves, vont prendre un aspect plus terrible encore, si nous envisageons certaines

catégories de travailleurs particulièrement éprouvées. Le D^r Prosper Lemaître, dans une étude de la sclérose pulmonaire, traçait ainsi le tableau de leurs misères : « Quant au
« kaolin, il n'est pas tout seul à être inspiré avec le char-
« bon, pour produire notre affection ; allez visiter nos fabri-
« ques et vous en serez bien vite convaincus. Là, vous ver-
« rez, dans les ateliers, nos ouvriers, tantôt secouant des
« sachets pleins de grès ou de porcelaine cuite, pour empê-
« cher les vases d'adhérer au moule ; tantôt, présentant, pour
« les faire disparaître, les aspérités d'une tasse, d'un plat,
« ou d'une assiette, etc., à une roue en grès, bois (hêtre ou
« liège), tournant avec une vitesse telle, qu'en jaillit parfois
« la lumière : tourneurs, mouleurs, calibreurs ; tantôt offrant
« au vase qui tourne, le kaolin, le grès ou la pierre ponce :
« useurs de grains, polisseurs, dresseurs ; ailleurs et non
« loin de là, et souvent dans le même atelier, ce sont des
« ouvrières munies d'un plumeau, petit balai dit « espas-
« sin », qu'elles agitent rapidement sur lesdits vases, pour
« en chasser les diverses poussières qui les recouvrent : bois,
« grès, kaolin (silicate d'alumine), émail (silicate d'alumine
« et de potasse) ou borosilicate de plomb pour le chromo ou
« la décalque (ce dernier travail est très dangereux à cause
« des accidents saturnins qu'il détermine) : espaceuses, pou-
« dreuses ; ailleurs vous trouvez, plus ou moins près des
« fours, les marcheurs de pâte à ciment, qui tamisent les pou-
« sières des gazettes broyées pour en faire de la pâte à co-
« lombin (1). »

Cette description rapide précise les catégories de travail-
leurs qui sont les plus gravement atteintes par le fléau. Tou-

1. *Limousin Médical*, 1898. D^r Prosper Lemaître, Sclérose de nos ouvriers en porcelaine, p. 23.

tes, à vrai dire, sont exposées aux conséquences terribles de la saturation de l'air par les poussières kaoliniques, mais les circonstances mêmes du travail viennent encore aggraver la situation de certaines d'entre elles. Comment s'en étonner lorsqu'une enquête médicale reconnaissait, il y a quelques années, la présence de 640.000.000 de parcelles de poussières par mètre cube d'air, dans l'atmosphère des ateliers !

Parmi les plus éprouvées sont les espaceuses, femmes dont la tâche, comme nous l'avons vu, consiste à épousseter vivement le biscuit, pour le débarrasser de la poudre qui le recouvre, avant qu'on le plonge dans le bain d'émail. Elles vivent ainsi dans un nuage de poussières, qui pénètrent dans l'organisme déjà débilité par un pénible labeur, et une nourriture insuffisante. Aussi quels ravages ! D'après le Dr Bouland, 73 % des femmes employées dans les fabriques succombent à la tuberculose, et la mortalité chez les espaceuses est encore plus élevée que chez leurs compagnes. Quels remèdes ont été apportés à cette situation ? Le plus souvent aucun. Par insouciance ou fatalisme, les malheureuses se bornent, dans un geste de coquetterie, à préserver leurs cheveux, au moyen d'un bicorné en papier. Certains patrons ont tenté d'introduire l'usage de masques préservateurs, mais cette tentative, comme dans nombre d'autres industries, n'a donné aucun résultat. Les femmes se refusent obstinément à en admettre l'emploi, soit que la laideur forcée de l'appareil les rebute, soit qu'elles éprouvent une gêne trop grande, à refaire l'éducation respiratoire nécessaire.

Depuis quelques années, un nouveau dispositif a été installé dans quelques manufactures et il est à souhaiter que son adoption se généralise. C'est un ingénieux système de ventilation et d'appareils aspirateurs disposés dans l'intérieur des tables de travail, qui permet l'évacuation quasi-

complète et instantanée des particules dangereuses. Cette combinaison réalise déjà un énorme progrès, mais nous verrons malheureusement que les bons résultats du procédé sont parfois compromis par une installation incomplète.

Les useurs de grains et polisseurs sont encore plus mal partagés que leurs camarades espaceuses. Les premiers, comme leur nom l'indique, ont pour tâche d'user les grains saillants qui existent à la surface de la porcelaine blanche après la cuisson ; les autres polissent alors l'éraffure ainsi faite, pour en enlever la trace. Eux aussi, vivent dans une atmosphère dangereuse. A l'aide d'un cornet, et jadis, sans instrument aucun, ils soufflent constamment sur les molécules qui se détachent et qui, excessivement ténues, pénètrent dans les bronches des malheureux, où elles occasionnent de graves lésions, qui les mènent rapidement à l'hémoptysie dont meurent 81 % d'entre eux. Ils profitent comme les espaceuses, des aspirateurs dont nous venons de parler, mais la poussière d'émail est exceptionnellement dangereuse et leur situation reste toujours grave.

La tuberculose n'est pas seule à décimer les travailleurs céramistes. C'est ainsi que les changements brusques de température exposent les ouvriers des fours en particulier, aux bronchites, laryngites, pneumonies.

Les dyspepsies, les entérites, sont également fréquentes. Enfin, le Dr Raymondeau avait cru discerner en 1893, chez les peintres, une déformation spéciale de la colonne vertébrale, une « scoliose » due à la position prise à la table de travail. Heureusement le cas est très discuté, et semble fort douteux.

Mais, depuis quelques années, les perfectionnements apportés au décor ont suscité un nouveau danger. Pour en comprendre toute la gravité, quelques explications prélimi-

naires sont nécessaires. Nous avons vu que l'ancienne décoration à la main était très coûteuse et empêchait, dans une certaine mesure, l'extension de la production porcelainière.

Aussi l'invention de la chromolithographie fut-elle accueillie avec joie par les manufacturiers, car elle permettait à n'importe quel ouvrier ou ouvrière, avec un apprentissage suffisant, de se livrer à l'ornementation, d'où une diminution de salaires. De plus, elle substituait aux anciennes couleurs très coûteuses, des poudres plombifères d'une valeur très inférieure. Voici quelle description en faisait M. Peyrusson : « Par ce procédé, le dessin est fixé sur une feuille de « papier spécial, au moyen d'un vernis, sur lequel il faut « ensuite saupoudrer la couleur à l'état de poudre et dans « ces conditions les poussières sont disséminées dans l'at-
« mosphère ambiante et facilement absorbées par la respi-
« ration (1). »

Le danger réside dans la présence de ces molécules plombifères, qui déterminent lentement, mais sûrement, des intoxications saturnines exceptionnellement graves. D'après le Dr Thouvenet, la poudreuse est infectée, à la fois, par les voies aériennes, le tube digestif, la peau et les muqueuses. Les débuts de l'affection sont indolores, et la malade ignore elle-même le péril qu'elle court, mais bientôt de violentes coliques se déclarent, accompagnées de douleurs stomacales, puis les maux de tête suivent, des vomissements surviennent, et le plus souvent, la patiente expire dans d'atroces souffrances.

Ici les risques sont bien plus grands, que pour toutes les

1. Edouard Peyrusson, *Limousin Médical*, 1895. Intoxications saturnines, p. 50.

autres catégories de travailleurs, car aucun organisme ne pourrait résister au maniement journalier des poudres plombifères. Aussi, dès le début du procédé, les patrons ont tenté de conjurer le danger. Ils commencèrent par distribuer journellement à leurs ouvrières un litre de lait pour combattre l'intoxication, et l'usage s'en est conservé dans certaines manufactures. Ils cherchèrent aussi à généraliser l'emploi des masques protecteurs, mais ils se heurtèrent, cette fois encore, à la répugnance des ouvriers, causée principalement par la difficulté de respiration, dans les premiers jours. Nous avons pourtant vu des femmes, la bouche couverte d'un mouchoir, mais combien insuffisant à empêcher l'inhalation des poussières.

Cependant, depuis quelques années, les intoxications saturnines deviennent de plus en plus rares, grâce aux dispositifs récemment adoptés, et qui bientôt seront installés dans toutes les manufactures, sans exception. Le principe en est très simple : c'est d'isoler les poudres dangereuses, dans de grandes boîtes en verre, à l'intérieur desquelles le « pouirage » s'effectue, sans danger pour l'ouvrière qui y préside.

On est donc en droit d'espérer que bientôt les intoxications saturnines ne seront plus qu'un triste souvenir.

Nous avons ainsi passé en revue les affections auxquelles sont sujets les ouvriers porcelainiers. La liste en est lugubre, et pourtant l'industrie céramique est à peu près à l'abri des accidents professionnels, proprement dits. Les moteurs employés sont de peu d'importance et ne comportent ni une grande vitesse de rotation, ni des courroies de transmission, causes générales des blessures. Et c'est là une constatation qui vient un peu atténuer les couleurs sombres du tableau, que nous venons de tracer. Il nous reste à remplir une tâche

plus réconfortante : la recherche des remèdes généraux apportés aux périls existants.

Nous ne parlerons pas ici des mesures légales prises. La description précédente nous en a montré toute l'insuffisance. Il est assez facile d'abord d'en tourner les prescriptions et l'application en est mal surveillée. L'inspection du travail, sans qu'il soit ici en rien question d'en blâmer les membres, ne peut se rendre un compte exact de la situation. Si l'on en croit les patrons, la plus petite réclamation d'un ouvrier ou un cas purement fortuit, suffirait à occasionner des procès-verbaux et des amendes ; si l'on en croit les ouvriers, la visite de l'inspecteur serait toujours connue à l'avance, de plus on s'arrangerait de façon à ce qu'il ne voie rien, et enfin, les salariés, terrorisés par la crainte de vexations ou d'un renvoi, n'oseraient jamais formuler aucune revendication, si légitime soit-elle. Il y a certainement exagération des deux côtés, mais il en ressort cependant que la surveillance exercée est insuffisante. Aussi n'avons-nous point entrepris ici l'étude des dossiers de l'inspection du travail. Leur lecture ne nous aurait donné qu'un très pâle reflet des rapports médicaux, où nous avons puisé notre documentation.

Nous négligerons donc les mesures légales, pour nous occuper exclusivement de celles proposées par des docteurs ayant spécialement étudié l'industrie porcelainière. Ces mesures sont de deux sortes : les unes concernent les ouvriers eux-mêmes, les autres l'installation des ateliers.

Nous trouverons les premières dans un rapport sur l'influence des poussières dans les fabriques de porcelaine, présenté en 1895, à l'Académie de Médecine de Paris, par le Dr Prosper Lemaître.

Après avoir constaté les funestes effets de ces poussières

sur l'organisme et demandé une aération et une ventilation suffisantes, il recherche les moyens de fortifier l'ouvrier contre le mal qui le guette ; et, pour cela, propose qu'on instruisse d'abord les travailleurs des dangers causés par les boissons alcooliques, et qu'on refuse ou renvoie impitoyablement tout travailleur s'y adonnant.

Après avoir ainsi expulsé de la manufacture les ivrognes, ce à quoi nous souscrivons entièrement, car ce congé sera, sans doute, pour eux une punition plus efficace, que toutes les conférences de n'importe quelle ligue, le Dr Lemaitre va plus loin et, inaccessible à une pitié dangereuse, exige que l'accès de l'usine soit fermé « aux enfants ou adolescents malingres, débiles, délicats, scrofuleux ou issus « de parents tuberculeux ». Certes un pareil ostracisme peut paraître à première vue impitoyable, mais si l'on songe aux dangers de la contagion, quelle responsabilité n'encourt pas le patron, qui permet la cohabitation de ces malheureux pestiférés, avec des camarades sains et robustes. L'existence aux champs leur sera d'ailleurs plus facile, et leur permettra d'assurer leurs jours et de les prolonger quelque peu. L'atmosphère de l'atelier étant dangereuse par elle-même, il faut y donc faire vivre des êtres capables de résister aux microbes qu'elle recèle.

Enfin le troisième moyen préconisé consiste à « obliger les « ouvriers à une retenue lors de leur entrée aux fabriques, « afin qu'ils puissent dès qu'ils éprouvent les premiers symptômes d'une affection pulmonaire, prendre leur retraite « et changer de profession ».

Les progrès de la mutualité, les projets de nos législateurs permettent d'envisager d'autres solutions connexes, et, sinon meilleures, peut-être plus facilement réalisables.

En somme, le programme tracé par le Dr Lemaitre peut

se résumer ainsi : N'admettre au travail que des hommes sains et sans vices, et les prémunir contre un risque possible par le moyen d'une société de prévoyance. Il est tentant, mais son application susciterait des difficultés. Comment s'assurer de la santé d'un ouvrier qui vient se proposer ? A quel pseudo-conseil de révision acceptera-t-il lui-même de se soumettre ? Si l'on doit attendre d'autre part les résultats d'une admission temporaire, il est à craindre que la contagion n'ait déjà produit ses effets. Aussi ces préceptes ne peuvent-ils être considérés que comme une ligne de conduite idéale, à suivre du mieux possible, mais sans qu'on puisse espérer jamais l'observer d'une façon fidèle et continue.

Il nous reste à étudier les moyens pratiques et d'une réalisation immédiate, que propose M. Detroye. Il demande une aération et une ventilation suffisantes donnant au moins le minimum légal de six mètres cubes d'air par ouvrier. De plus, les machines-outils devraient être munies d'appareils aspirant la poussière aussitôt formée, et même, quand il serait possible, la production de la poussière aurait lieu à l'intérieur de châssis clos. Enfin, la poussière aspirée devrait être réunie dans des collecteurs spéciaux empêchant qu'elle n'aille se répandre ailleurs. Nous croyons devoir insister sur cette dernière prescription. Certains manufacturiers, en effet, n'ont pas hésité à installer des appareils aspirateurs très perfectionnés, mais ils se sont contentés d'amener les poussières assemblées, dans un grenier quelconque, où elles sont abandonnées, de sorte que, peu à peu, elles s'échappent par les portes mal jointes, les interstices de la toiture, et finissent enfin par rentrer en circulation, renouvelant ainsi le danger, coûteusement évité une première fois.

Le mieux serait de réunir le tuyautage des appareils à un réservoir d'eau, où tout serait dilué.

Au reste les installations d'aspirateurs sont insuffisantes à absorber toutes les molécules éparses dans l'atmosphère. Aussi le lavage et le récurage fréquent du sol des ateliers et des tables de travail est-il recommandé. Mais le dispositif le plus apte à parfaire la tâche des aspirateurs serait l'adaptation d'un sol grillagé, au travers duquel passeraient les poussières désormais soustraites à toute agitation.

Enfin une dernière recommandation est faite par M. Detroye : ne jamais prendre de repas dans les ateliers. L'article 8 du décret du 10 mars 1894 a déjà prévu le cas et formulé une interdiction absolue à ce sujet. Mais, chose curieuse, les ouvriers n'en ont pas moins continué à prendre à quatre heures leur collation au cours du travail. Les amendes distribuées par un inspecteur ne purent avoir raison de cette habitude enracinée, et la suppression du « casse-croûte » fut une cause de grève en 1904.

Aujourd'hui il est admis, et l'inspection ne proteste plus.

Tels sont les moyens proposés pour l'assainissement des ateliers. Nous avons constaté, au cours de ce chapitre, les premiers progrès réalisés dans cette voie par les patrons, mais nous devons reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire. L'observance rigoureuse des règles d'hygiène précitées se heurte souvent à des obstacles imprévus, et dont on ne peut nier l'importance. Pendant longtemps, par exemple, les inspecteurs du travail réclamèrent à grands cris, un balayage des ateliers plus fréquent, et complet. Il en résultait que nombre de pièces étaient tachées et perdues irrémédiablement. Aussi, en 1900, l'inspecteur de l'année dut se rendre à l'évidence, et demander une tolérance assez large à l'égard des patrons porcelainiers.

Le sol grillagé proposé par M. Detroye remédierait, sans doute, à cet inconvénient, en immobilisant les poussières,

mais dans l'état actuel de la plupart des manufactures, comment pourrait-on procéder à son installation. Finalement, nous revenons ainsi à notre point de départ; l'insuffisance à tous points de vue de la plupart des locaux de travail.

Heureusement l'abandon de nombre d'usines s'imposera, sans doute, prochainement, en raison des progrès de la fabrication. D'après M. Bernardaud, « les anciennes fabriques « dont les locaux se prêtaient peu ou mal à l'installation de « l'outillage mécanique, vont disparaître presque toutes. « Et dans de nouvelles et très spacieuses constructions, spécialement édifiées en vue de l'emploi de ces indispensables auxiliaires, la force motrice et l'outillage mécanique, « il deviendra possible de produire deux fois et demie autant « de porcelaine qu'on en produisait en 1880 (1). » Ce sera l'heure, alors, pour les fabricants limousins d'écouter les conseils donnés par les médecins compétents, et de créer des manufactures modèles, non seulement au point de vue de la fabrication des produits, mais de l'hygiène assurée à tous les travailleurs.

1. Bernardaud. *Situation comparée de la porcelaine de Limoges*, 1910, p. .

CHAPITRE VI

Les Patrons

Dans les premières années du siècle dernier, la fabrication porcelainière, après les déboires qui avaient accompagné ses débuts, présentait tous les caractères de l'industrie de tradition. Le patron était à lui seul son propre contremaître, et aucun intermédiaire n'existait entre employeur et employés. Les questions se traitaient librement d'homme à homme, et tout conflit avortait, devant la mutuelle confiance qui régnait en maîtresse. Les sentiments qui unissaient les salariés aux fabricants étaient ceux d'enfants à l'égard de leur père, et celui-ci, à son tour, les soutenait comme un père ses fils, dans les crises de la vie, leur ouvrant sa bourse, et leur prodiguant ses soins quand la maladie arrêta leur travail, quand la paternité leur créait de nouveaux besoins, leur assurant enfin une vieillesse paisible et sans soucis, quand l'âge avait raidi leurs doigts, désormais impuissants à animer le vieux tour du potier.

C'était l'âge d'or primitif, précédant l'âge de pierre. Bientôt, en effet, avec le développement de l'industrie, le nombre des ouvriers s'accroît, le cercle familial s'élargit devant la poussée des nouveaux arrivants, puis éclate sous l'effort. Ils sont trop, maintenant, et ne se connaissent plus. Impuissant à diriger seul cette foule qui se presse dans les ateliers,

absorbé désormais par d'autres travaux, le patron ne peut plus s'occuper de ses ouvriers et s'entoure de surveillants, de contremaîtres moins libres de leurs actes, et qui font succéder une discipline sévère, à la surveillance paternelle d'autrefois. Les ouvriers se sentent seuls, perdus comme des orphelins jetés trop tôt dans les luttes de la vie, et privés d'un soutien supérieur ; ils se serrent les uns contre les autres, cherchant dans l'union la force qui leur manque, tandis que, dans leur cœur germe et se développe l'idée que cet abandon est injuste, et qu'il réclame vengeance.

De son côté, le patron, ayant perdu le contact immédiat de ses subordonnés, se désintéresse de leur sort, ne voit plus en eux que des étrangers, auxquels il ne doit que le strict paiement de leurs services, et qu'il ne veut plus connaître, dès qu'ils ont passé le seuil de la manufacture. Certes, cette évolution ne s'est pas produite partout avec la même rigueur. On rencontre encore de vieux ouvriers, ayant passé toute leur existence de travailleurs dans le même établissement, soutenus et encouragés par la bienveillance de leurs supérieurs. Certains patrons ont également à cœur de garder le même personnel, mais ces vestiges de l'ancienne entente disparaissent peu à peu, devant le flot montant des revendications du prolétariat. L'employeur se cuirasse d'indifférence, l'employé se gorge de haine, et nous arrivons ainsi à la situation actuelle, où chacun reste sur ses positions, attendant l'assaut de l'adversaire. Tout naturellement ce sont des termes empruntés à la langue militaire qui nous viennent sous la plume, car il s'agit bien d'une guerre, dont nul ne peut prévoir l'issue. De plus, les syndicats encouragent la lutte de toutes leurs forces, et leur influence morale est grande. La violence des réclamations va jusqu'à l'injure, et c'est ainsi qu'entre eux les ouvriers désignent toujours

telle grande fabrique limousine du nom : « le bagné X ».

Aux yeux de leurs employés, les fabricants sont tous des « exploités » qui, après avoir tiré des « machines humaines » à leur service, le maximum de rendement, les « affament par des salaires dérisoires ». Il y a là une exagération manifeste, et sans nier l'utilité et même le besoin de certaines réformes que nous avons déjà exposées, ou que nous rencontrerons plus tard, nous devons reconnaître qu'en mainte occasion, la bonne volonté patronale fut entravée par les agissements même des salariés.

Toutefois nous sommes parvenus à une époque où le développement des questions sociales a créé aux industriels de toutes sortes, sinon de véritables devoirs, tout au moins de nouvelles obligations morales. A vrai dire, ces obligations existaient déjà autrefois, mais trouvaient une solution naturelle dans les rapports d'affection qui unissaient dirigeants et dirigés. Aujourd'hui, l'extension de la fabrication et du nombre de ses membres, nécessite des organisations complexes, à l'entretien desquelles ne pourrait suffire la seule bourse du patron, ce qui d'ailleurs donnerait à l'acte un caractère d'aumône, en désaccord avec la fierté naturelle de l'ouvrier.

De là cette extraordinaire floraison d'œuvres de toutes sortes créées ou soutenues par tant d'industriels, surtout étrangers, qui, en dehors de leurs occupations de fabricants, se conduisent en admirables philanthropes.

Toutes ces manifestations ont un même but : attacher l'ouvrier à l'usine par les profits matériels ou intellectuels qu'il en retire. L'ingéniosité des fondateurs s'est donné libre cours en la matière, et a produit des résultats surprenants. On croit rêver, quand, après la visite d'une manufacture de porcelaine, on relit la description de telle usine américaine, où le

chèvrefeuille et la vigne vierge dissimulent la nudité triste des murs, où dans des locaux clairs et aérés les machines peintes en blanc mettent une note pimpante et gaie. Là de vastes bains-douches, annexés à l'établissement, permettent au travailleur d'entretenir la santé et la souplesse de son corps. Plus loin un club coquettement aménagé l'arrache au cabaret ; les livres de la bibliothèque complètent son instruction et ornent son intelligence. Les femmes ne sont pas oubliées non plus. Ce sont de vastes garderies où les mères peuvent laisser leurs enfants, et venir aux heures de liberté leur donner le sein. Ce sont encore, en Allemagne notamment, des cours d'enseignement ménager faits aux jeunes filles. Ce sont enfin des organisations bien plus considérables, de véritables hôpitaux, des sanatoria immenses où les malades viennent retrouver la santé et reprendre les forces nécessaires pour poursuivre leur pénible existence. Il y a vraiment là un élan admirable, surtout quand on songe que toutes ces œuvres restent indépendantes des sociétés de secours mutuels, et sont dues à la seule initiative patronale.

L'existence de telles œuvres, dans nombre de pays voisins, et en France même, fait encore regretter davantage l'absence presque totale de toute tentative philanthropique à Limoges. Nous verrons certainement les admirables résultats obtenus, dans la ville qui nous occupe, par la mutualité, mais nous savons que tous les dévouements trouvent à s'employer, et qu'ils sont nécessaires. Est-ce indifférence, est-ce mauvaise volonté, toujours est-il que les fabricants de porcelaine n'ont rien tenté, ou à peu près rien. Ils ont même repoussé parfois l'occasion qui s'offrait à eux de s'engager dans cette voie. C'est ainsi que dernièrement encore, un groupe de médecins demanda aux manufacturiers d'installer

chez eux quelques cabines de bains-douches, alimentées très suffisamment par les machines à vapeur déjà existantes. C'était une dépense minime, et pourtant la tentative avorta.

On peut expliquer cette abstention, il est vrai, par l'hostilité que manifestent certains ouvriers à l'égard de tous les actes du patron, hostilité systématique et décourageante. Pourtant, il existe quelques œuvres d'une belle inspiration, que nous devons citer. L'une d'elles a pour but d'assurer la santé physique et morale de l'ouvrière. Avec l'extension croissante du travail féminin, la famille se réduit souvent à la simple promiscuité de la cohabitation. Dans ces conditions, le respect dû à la femme est fatalement inexistant ; il est bien difficile d'éviter dans des ateliers, souvent mixtes, les conversations libres et troublantes. Un article de règlement interdit bien « de se livrer à des excès de langage, se disputer, se battre, causer un trouble quelconque », mais en dehors de ces manifestations bruyantes, comment empêcher l'action lente et sourde des mauvais voisinages, des propos malsains murmurés derrière la main ? A vrai dire, le patron est ici totalement impuissant, et l'influence réconfortante doit être extérieure. Il faut le doigté d'une femme. C'est ce qu'avait admirablement compris M^{me} Guérin, femme d'un important manufacturier de Limoges. Elle avait eu l'idée de grouper dans un syndicat mixte, patronnes et ouvrières, sous le nom de « Société de Saint-Antoine de Padoue ».

Le but était de procurer à la femme des distractions saines, et une aide certaine dans les crises de la maternité, de la maladie et du veuvage.

Malheureusement, se trouvait à la base des statuts, l'obligation d'assister à la messe du dimanche. Nous n'avons point ici à faire la critique d'une idée essentiellement belle et charitable, mais, hélas ! nous devons constater qu'elle a

paralysé les efforts les plus généreux. Les ouvrières ont vu dans cette obligation, une atteinte à leur liberté de conscience, et seules, les femmes employées à la maison Guérin, répondirent en nombre, à l'appel qu'on leur lançait. A vrai dire, une autre raison vint arrêter les progrès réalisés, malgré tout, ce fut la retraite de M^{me} Guérin, qui, malade, abandonna la présidence.

Ce fut, en tous cas, la plus belle manifestation patronale que nous ayons à louer.

Car, que nous reste-t-il à voir maintenant ? Rien ou presque rien. Quelques actes de charité de la part des patrons qui sont le plus souvent accueillis sans reconnaissance, voire avec amertume.

Il existe cependant dans certaines manufactures des caisses de secours aux malades, fondées par les industriels, qui en laissent la gérance à leurs ouvriers. Ceux-ci font des versements tous les quinze jours de 0 fr. 50 environ. Les patrons eux-mêmes accordent des gratifications spontanées, dont les intéressés ne semblent guère tenir compte.

Toutefois, notamment dans deux des usines les plus importantes de Limoges, celles de MM. Théodore et Charles Haviland, le rôle des patrons est plus nettement défini, et plus généreux. Ils s'engagent, en effet, à doubler les versements faits par leurs ouvriers dans l'année courante, quels qu'ils soient. C'est là un beau geste qui semble avoir touché leurs administrés. Les patrons, d'ailleurs, avec une délicatesse qu'on ne peut qu'approuver, restent complètement en dehors de l'administration de la société. Le fonctionnement en est très simple. Sous l'autorité du président honoraire qui est, soit le manufacturier, soit un de ses principaux représentants, et dont le rôle est purement figuratif, quatre vice-présidents dirigent effectivement la société, chacun pendant

un trimestre. Les secours sont délivrés d'après le certificat du médecin de la société, pour un nombre de jours évalués à l'avance, ils sont en général de 1 franc par jour.

En dehors de ces caisses de secours, quelques patrons ont institué dans leurs manufactures des « caisses d'économie », dans lesquelles les ouvriers viennent verser leurs épargnes, contre un intérêt variant aux environs de 3 %. L'idée, au point de vue théorique, ne nous semble pas très heureuse, car le patron ne doit pas gérer les épargnes de ses employés, pour éviter des suspicions regrettables. Elles n'ont pas manqué de se produire ; les ouvriers prétendent que le patron retire lui-même un bénéfice de 50 % (?) de ce placement, et exploite ainsi les travailleurs, avec leur propre argent.

Mais surtout, ils voient, dans cette institution, une infernale machination des employeurs, qui, plus tard, lors d'une demande d'augmentation de salaire, refuseront, en invoquant les sommes épargnées qu'on leur a remises, et qui montrent bien l'excellence du chiffre actuel de la paye.

Ces caisses d'économie nous paraissent, en conséquence, vouées à une prompte et souhaitable disparition.

Il n'en est pas de même d'une très belle œuvre, fondée sous les auspices de MM. Haviland, et joliment nommée ; « La Clef des Champs ». Tous les ans, grâce à cette colonie de vacances, les enfants des ouvriers peuvent fuir, pendant quelques semaines, l'atmosphère viciée de la ville, pour respirer l'air pur des campagnes, et fortifier ainsi leur santé, qui, au cours de leur dure carrière de porcelainiers, aura à lutter contre la tuberculose, rôdant dans les ateliers. Les ouvriers, que n'avaient pas touchés des gratifications de leurs patrons, ont été plus attendris par cette sollicitude envers leurs enfants, et tout devrait faire prévoir un bel avenir, pour cette belle œuvre.

Mais la haine syndicale ne désarme pas, et s'efforce, par tous les moyens, de triompher du léger sentiment de gratitude qui a germé dans le cœur des malheureux.

L'Ouvrier Céramiste de septembre 1909, à l'occasion d'une kermesse organisée pour subvenir aux dépenses de l'œuvre, traite ses promoteurs de « cyniques farceurs » et dit : « Il s'agissait de faire de la « galette » pour permettre au philanthropique comité de la Clef des Champs d'envoyer à la campagne quelques centaines de ces trop nombreux (à mon avis, mais pas au leur sans doute) enfants de malheureux.

« Combien de nos camarades, leurrés par ce semblant de bons sentiments, s'extasièrent devant la bonté, les généreux mouvements de ces bons... patrons qui payaient de leur personne, qui visiteraient eux-mêmes les enfants là où ils seraient placés, qui, etc., etc.

« Nos camarades ont-ils réfléchi que c'était un acte de très bonne politique pour la bourgeoisie, et pour les patrons directs en particulier ? »

Nous avons tenu à citer les termes mêmes d'une de ces attaques décourageantes, car leur violence est, sans doute, une des raisons primordiales de la pénurie d'œuvres patronales. Par avance, toutes les tentatives de ce genre sont destinées à être suspectées, comme inspirées uniquement par le secret intérêt de leur promoteur. Cependant nous pensons que les manufacturiers de Limoges peuvent exercer une action salubre, mais jusqu'ici ils n'ont pas, semble-t-il, agi de façon très heureuse. En mettant en dehors l'œuvre des colonies de vacances, qui rentre bien dans le rôle que nous leur croyons destiné, il faut reconnaître que les patrons ont surtout empiété sur le domaine de la mutualité et cela bien inutilement, car l'ampleur du mouvement mutualiste à Limoges les en dispense complètement. Or ce n'est pas en cela que consiste, à

nos yeux, le rôle social des grands fabricants. Nous ne repoussons certainement pas l'aide temporaire accordée à l'ouvrier, dans un cas particulièrement intéressant, mais le grand principe directeur doit être d'éviter tout secours pouvant ressembler à une aumône. La tâche du fabricant n'en est pas diminuée pour cela et reste fort belle. Il peut augmenter l'hygiène et le confort de ses ateliers par l'annexion des bains-douches. Il peut sacrifier un petit local, à l'organisation d'une garderie d'enfants, il peut créer une bibliothèque, ouvrir un club. L'ingéniosité philanthropique de certains industriels a eu des trouvailles excellentes. L'un d'entre eux, aux environs de Paris, pour éviter aux ouvriers le mauvais « petit noir » du matin additionné d'eau-de-vie, a installé à l'entrée de son usine, un kiosque où ils peuvent avoir, pour un sou, un grand verre de café au lait proprement préparé, ou un bol de soupe excellente.

Toutes ces œuvres, et bien d'autres du même genre, sont susceptibles d'être installées à Limoges. A la longue, l'animosité des salariés serait ainsi vaincue.

Nous ne sommes pas assez optimiste pour espérer que leur création nous ferait revenir aux temps heureux de l'âge d'or, mais nous restons persuadé qu'elle amènerait une détente, aussi favorable aux patrons qu'aux ouvriers.

CHAPITRE VII

Les Syndicats

Les ouvriers céramistes de Limoges ont adopté, avec enthousiasme, dès leur apparition, les idées associationnistes, et ils les ont mises en œuvre sous leurs différentes formes, avec un succès presque égal. Très précoce, puisque les premières manifestations en remontent à 1870, quatorze ans avant la loi émancipatrice de 1884, le mouvement syndical s'est développé progressivement et sûrement, avec une vigueur et une logique qui, en dehors de toute opinion sur l'opportunité même du syndicalisme et de ses moyens d'action, forcent les louanges.

Grâce à cette direction intelligente et suivie, les premières tentatives faites dans la voie de l'association, furent heureuses et ne connurent pas les échecs de début, si fréquents ailleurs. Quatre syndicats seulement ont disparu définitivement, et le premier de tous ceux fondés, « l'Initiative », chambre syndicale des ouvriers et ouvrières porcelainiers, qui date du 30 janvier 1870, existe encore. Nous ne ferons pas ici l'historique de tous les syndicats passés ou actuels, car ils présentent entre eux de grandes affinités, et l'énumération de leurs statuts particuliers serait sans doute fastidieuse. Nous voudrions seulement faire ressortir quelle a été la conduite de ce mouvement, quelles en furent les

étapes principales ; en un mot, en rechercher l'essence et l'esprit.

Dans les premières années où les idées nouvelles prirent corps, les ouvriers porcelainiers n'étaient pas encore animés, à l'égard de leurs patrons, de ces sentiments de haine, qu'ils mettent aujourd'hui une certaine ostentation à manifester. Mais, en raison même de l'extension prise par l'industrie, et dont nous avons déjà plusieurs fois signalé les conséquences, ils se trouvèrent trop éloignés de l'employeur qui, absorbé par les soucis supérieurs de la direction générale de sa fabrication, avait dû laisser la surveillance immédiate des travailleurs à des contremaîtres ou à des chefs d'atelier. Dès lors, pour donner à leurs réclamations plus de force, pour leur permettre aussi de discuter plus facilement leurs intérêts corporatifs, les ouvriers eurent l'idée de se grouper en syndicats. Leurs intentions n'étaient pas belliqueuses : « La « Chambre syndicale interviendra, à l'amiable autant que « possible, dans les discussions et conflits qui pourraient « avoir lieu entre patrons et ouvriers ; dès que des questions « d'intérêt général viendront à se présenter, elle se mettra « en rapport avec la chambre patronale par voie de délégation, et fera tous ses efforts pour arriver à la conciliation « des parties ; néanmoins les conventions particulières entre « patrons et ouvriers doivent toujours être respectées. »

Ces termes, que nous retrouvons encore dans les statuts actuels de l'Initiative, sont pleins d'une modération que l'on ne peut qu'approuver, mais il faut reconnaître que de nos jours, cet appel à la concorde reste sans effets.

De nombreuses associations furent fondées dans ce but, représentant chacune une catégorie différente de céramistes. Mais bientôt les grèves éclatent plus nombreuses, les relations d'employeurs à employés se tendent. le sentiment de

la solidarité entre tous les prolétaires grandit, et la conception du rôle des syndicats s'élargit. Les travailleurs ne voient plus seulement dans ces sociétés, un organe pour la défense de leurs intérêts professionnels, mais une arme pour lutter contre les bases de la société capitaliste. Il ne suffit plus de réunir sous un même drapeau les artisans d'une même catégorie ; l'idéal socialiste, qui anime tous les travailleurs de la céramique, les incite à grouper dans un syndicat général tous leurs camarades de la corporation limousine. Ils vont plus loin encore, et tendent la main à tous leurs frères de France pour former une fédération nationale. Enfin, ils forgent le dernier anneau de la chaîne, en créant une union internationale.

Dans leur ordre chronologique, les événements ne se sont pas déroulés avec une aussi grande rigueur, et la fondation de la fédération nationale, a précédé de quelques années celle du syndicat général, dont l'utilité n'est apparue aux porcelainiers qu'après les grandes grèves de 1905. Mais, dans leur situation actuelle, les groupements syndicaux forment un ensemble d'une parfaite homogénéité, et dont les différents rouages sont chacun à leur place, et fonctionnent avec précision.

Tels sont les résultats, auxquels les salariés sont parvenus. Ils sont, à coup sûr, intéressants par eux-mêmes, mais bien plus instructive encore est l'étude des moyens employés à les obtenir. C'est par une propagande acharnée que le but a été atteint, en partie tout au moins, car nous devons faire plus loin quelques réserves.

Cette propagande a pris les formes les plus diverses, et s'est pliée merveilleusement aux nécessités et aux ressources du moment. Dans les premières années, elle était faite très simplement par les encouragements nés au hasard de con-

versations entre camarades ; car les groupements étaient encore minimes, et ne recevaient que les travailleurs d'une même catégorie, qui se connaissaient à peu près tous entre eux. Puis des conférences furent faites, qui lancèrent un appel plus direct, enfin d'autres moyens encore furent mis en œuvre, et l'ingéniosité des apôtres du syndicalisme a journellement de nouvelles trouvailles.

Des congrès nationaux avaient déjà noué de solides liens entre les différents centres français de la céramique. La ville de Limoges y était naturellement représentée, et ses délégués y occupaient une place prépondérante, due à la supériorité incontestée de ses produits. Au sein de ces congrès, des questions professionnelles étaient soulevées, et une certaine propagande syndicaliste était faite. En 1904 la Fédération Nationale de la Céramique est créée et dès lors le mouvement prend une grande amplitude. Enfin le 6 août 1905, en exécution d'une décision au Congrès national de Montereau, un journal corporatif est fondé, dont le but est ainsi déterminé dans son premier numéro :

« *L'Ouvrier Céramiste*, tel est son titre, aura à défendre « les intérêts des opprimés de la céramique ; il sera un « moyen de vulgarisation des doctrines syndicalistes et sera « intéressant pour les camarades qui s'éveillent à la vie syndicale.

« Créé en pleine bataille, au moment où la crise économique s'intensifie de plus en plus, il sera une arme de « combat nécessaire au prolétariat porcelainier en lutte « pour son émancipation. »

Voici, quelques colonnes plus loin, le rôle assigné au nouvel organe par un de ses défenseurs les plus fervents, M. Léon Martin : « Je te vois, jetant à pleine feuille, la propagande d'idée, d'action syndicale, luttant sans cesse con-

« tre le privilège, l'indifférence et l'égoïsme, faisant naître
« dans l'esprit de nos camarades de tous les centres de la
« céramique, le besoin de s'estimer, de se soutenir, le désir
« de savoir, de comprendre et d'agir. »

Ces termes sont intéressants à relever, car ils montrent bien l'évolution qui s'est faite dans le cœur et l'esprit des céramistes. Les mots qui viennent naturellement sous leur plume sont ceux de lutte, d'émancipation, de privilège, d'égoïsme, et aussi d'union, de concorde, d'étude et d'action, car en eux s'exaspère la haine du chef, de la société capitaliste toute entière, et s'exalte l'amour pour leurs frères de misère, pour tous ceux, qu'ils croient traîner le lourd boulet des injustices du patronat.

Aussi s'acharnent-ils dans leurs efforts pour réaliser la grande coalition du prolétariat : « Quand vous aurez lu ce
« journal, ne le déchirez jamais, faites-le lire à vos amis non
« syndiqués, en les priant de le faire circuler à leur tour,
« de façon qu'avec le minimum de dépenses, nous obtenions
« le maximum de propagande. » (*O. Céramiste, passim.*)

L'Ouvrier Céramiste paraît le premier dimanche de chaque mois, et est envoyé dans tous les grands centres français. C'est la tribune où tout travailleur peut librement exposer ses opinions, c'est également une source inépuisable de renseignements sur tout ce qui intéresse la fabrication porcelainière française et étrangère, et, à ce point de vue, la lecture en est des plus profitables.

Malheureusement, à côté de qualités très réelles, ce petit organe a de sérieux défauts. Non contents, en effet, de s'occuper de leurs intérêts professionnels, ses rédacteurs se laissent aller à de véritables excès de langage, dont nous aurons plus tard à apprécier la violence.

Il est en tous cas certain que les pressants appels à la

solidarité, lancés par *l'Ouvrier Céramiste* ont conquis de nouveaux adeptes à la cause qu'il défend. Mais d'autres moyens de propagande se sont encore fait jour. C'est ainsi qu'en 1906, M. J. Tillet, secrétaire de la Bourse du Travail, a parcouru les différents centres porcelainiers, restés rebelles au syndicalisme, et par des conférences, a cherché à faire pénétrer, dans l'esprit de ses camarades, les sentiments socialistes qui l'animent lui-même.

Toutefois, il ne suffit pas de faire adhérer de nouveaux membres au syndicat, il faut aussi conserver les anciens, les entretenir dans les mêmes idées. Le journal corporatif s'emploie déjà de son mieux à cette tâche, mais il est des situations que les syndicalistes militants jugent particulièrement dangereuses. Ils redoutent, entre autres choses, que le jeune ouvrier, parti sous les drapeaux, ne subisse l'entraînement de camarades, ayant d'autres principes. Aussi veillent-ils sur lui, et ne manquent-ils pas une occasion de le ramener à ce qu'ils jugent son devoir. C'est ainsi que depuis quelques années l'habitude semble s'introduire d'envoyer, le 1^{er} mai, aux jeunes camarades soldats une pièce de cinq francs, pour leur permettre de fêter cette date, et leur rappeler qu'ils sont, avant tout, des ouvriers, destinés à quitter bientôt l'uniforme pour le bourgeron de travail, et qu'ils doivent venir reprendre leur place restée vide, dans les rangs des syndicalistes (1). Pour donner plus de force encore à la propagande, pour faciliter les rapports entre les centres céramistes

1. Cette préoccupation se marque également dans les lignes suivantes empruntées à l'article 8 des statuts de l'Initiative : « Tout sociétaire désigné pour le service militaire devra en prévenir par écrit le secrétaire qui l'inscrira sur un registre à cet effet, de manière à lui conserver son numéro d'ordre qu'il reprendra aussitôt sa libération, toujours sur sa demande et par écrit. »

des différentes nations, les dirigeants s'efforcent de répandre l'espéranto. Dans ce but des cours spéciaux ont été organisés. De plus le journal corporatif publie dans chacun de ses numéros, de courtes leçons de grammaire, avec un vocabulaire abondant. Cet usage inattendu de la nouvelle langue nous a paru intéressant à signaler, d'autant plus que les effets souhaités en ont été retirés. Nous avons eu nous-même, entre les mains, des lettres adressées de plusieurs pays étrangers à un socialiste militant de Limoges, qui, sans l'aide de l'espéranto, n'auraient jamais pu être écrites.

La propagande ainsi faite est énorme, et les frais qu'elle exige sont assez minimes. D'ailleurs les syndicats disposent de sommes très faibles, et l'ingéniosité doit souvent suppléer au vide de la bourse.

Comment se fait-il que les budgets syndicaux soient aussi maigres? Il y a à cet état de choses deux raisons principales. D'abord les dépenses, très diverses, sont relativement fortes, et en second lieu le recouvrement des cotisations est difficile. En effet, si beaucoup d'ouvriers adhèrent aux syndicats, et s'en déclarent partisans, le nombre de ceux qui consentent à s'imposer le sacrifice pécuniaire exigé, est très réduit; il n'atteint que 25 %. Cette proportion est d'ailleurs infiniment variable, suivant les catégories de travailleurs. C'est ainsi qu'elle dépasse 60 % chez les useurs de grains. Cette situation peut paraître étonnante à première vue, d'autant plus que nous signalerons plus tard, l'empressement des ouvriers à faire partie des sociétés de secours mutuels. Mais quand on observe de plus près, on constate ceci : le porcelainier hésite à payer une somme quelconque à la caisse du syndicat, parce qu'il garde toujours au fond de lui-même, l'espoir de se tirer d'affaires tout seul. De plus, il sait bien qu'une fois la crise arrivée, le syndicat défendra tout

de même ses intérêts. Au besoin, il s'inscrira à ce moment, pour en retirer des bénéfices certains, sachant que le noviciat exigé presque partout est, en réalité, bien peu de chose.

Il ne faudrait pas conclure, d'ailleurs, du chiffre restreint de leurs membres, à la médiocrité des syndicats. La plupart des ouvriers sont assurément de cœur avec eux, et l'heure venue, se rallient à leur bannière rouge, mais la question financière les rebute. Certains se plaignent aussi du manque de modération de ces associations, et de la violence de leurs opinions politiques. Il faut l'atmosphère spéciale des grèves et l'exaspération provoquée par le chômage, pour triompher de ces hésitations, et grouper coude à coude, tous les salariés, dans le rude assaut donné contre le patronat.

L'avenir verra-t-il de nouveaux militants s'enrôler, en foule, dans l'armée syndicale ? C'est à croire, et sans doute ne faut-il pas s'en réjouir, car ces membres ne seront plus attirés par le désir de défendre leurs intérêts corporatifs, dans des discussions paisibles avec les délégués des fabricants. Cette fonction primordiale du syndicat est devenue accessoire, le but actuel, c'est de faire une campagne politique, dont les crises industrielles ne sont que les prétextes, campagne en faveur non seulement du socialisme, mais de l'internationalisme, mais de l'anarchisme, toutes doctrines que nous n'avons pas à juger ici, mais qui n'ont rien à voir avec le rôle exclusivement professionnel, tracé aux associations ouvrières par la loi de 1884.

Dans les pages qui précèdent, nous avons cherché à donner un aperçu d'ensemble sur l'évolution des syndicats et leurs moyens d'action. Il nous faut maintenant connaître plus intimement leur fonctionnement, et étudier certains rouages qui leur ont été annexés.

Les statuts des différentes sociétés présentent entre eux

beaucoup d'analogie, et les variations ne portent guère que sur le chiffre des cotisations. Nous prendrons comme type, l'Initiative, qui est, comme nous le savons déjà, le plus ancien syndicat de la céramique.

Créés le 10 janvier 1870, ses statuts furent révisés, après la fondation d'une caisse de chômage en septembre 1894.

« La chambre syndicale a pour but de réunir les ouvriers
« de la profession pour qu'ils s'instruisent mutuellement
« sur les moyens propres à améliorer leur sort et leur ins-
« truction professionnelle.

« Ces moyens variant chez chaque citoyen, la chambre
« syndicale a pour mission de former une unité d'idées
« indispensable pour en obtenir la réalisation. »

Le premier de ces moyens proposés, est la création d'une caisse de chômage obligatoire. Seuls, les couleurs de moules qui en possèdent déjà une particulière, en sont exemptés.

Aucune condition d'âge ni de nationalité n'est nécessaire, pour en faire partie.

Il suffit au candidat d'avoir terminé son apprentissage. Un droit d'admission de 5 francs est perçu, en plus d'une cotisation de 1 franc par mois, dont 0 fr. 50 seront attribués à la caisse de chômage.

Pour les femmes, tous ces droits sont réduits de moitié.

Enfin les couleurs de moules, en raison de leur caisse de chômage, ne paient qu'une cotisation mensuelle de 0 fr. 60.

Le bureau est composé d'un receveur secrétaire, d'un secrétaire-adjoint et d'un trésorier.

Le contrôle est exercé par une commission syndicale, composée de 16 membres, pris dans chaque catégorie de la corporation. Les membres sont élus pour un an, et renouvelables par moitié tous les six mois.

En plus, deux vérificateurs sont nommés dans les assemblées générales de janvier et juillet.

Si la commission décide qu'un sociétaire doit quitter son travail, la victime du différend touchera une indemnité de 1 fr. 50 par jour, pendant le premier mois, 2 francs les deuxième et troisième mois ; 1 fr. 50 le deuxième trimestre, et 1 franc le dernier semestre.

Les sommes allouées aux femmes sont de moitié. Par contre les couleurs de moules, ne participant pas à la caisse de chômage, reçoivent pendant le premier mois une indemnité de 2 francs par jour. Ensuite leur traitement est le même que pour leurs camarades.

Pour avoir droit à ce traitement, tout sociétaire devra avoir partie depuis au moins six mois de la chambre syndicale.

Art. 31. — « En cas de grève générale ou partielle, la « chambre syndicale pourra, si elle le juge utile, prêter son « concours moral et financier. Néanmoins, dans aucun cas, « il ne pourra être engagé plus de la moitié des fonds appartenant à la société. »

Art. 33. — « Lorsqu'on présentera un nouvel article à un « sociétaire, celui-ci devra, après s'être exactement rendu « compte, s'entendre avec ses collègues pour en établir le « prix. »

Art. 37. — « La dissolution de la société ne pourra être « prononcée que par les $\frac{4}{5}$ des membres participants. »

Art. 38. — « En cas de dissolution, l'argent restant en « caisse devra être versé soit à la caisse de la Fédération, « soit à la Caisse des Dépôts et Consignations, pour être « mis à la disposition d'un syndicat similaire qui se constituerait à nouveau. Dans aucun autre cas cet article ne « sera révisable. »

Les précédents statuts sont modifiables, moyennant l'observation de certaines formalités. La plupart de leurs dispositions se retrouvent, à quelques variantes près, dans les autres syndicats existant à Limoges.

Aussi nous bornerons-nous à ces courts extraits, nous contentant de signaler maintenant les particularités des différentes unions.

Le *Syndicat Général de la Céramique* a été fondé le 1^{er} avril 1906, à la suite des grandes grèves de 1905, où toutes les catégories de porcelainiers avaient pris part. Et voici en quels termes M. Desbordes réclamait sa création dans *l'Ouvrier Céramiste* du 6 août 1905 :

« Le Syndicat Général de la Céramique sera pour vous un
« moyen d'affranchissement moral et matériel, sachons nous
« en servir. Faisons disparaître cet esprit de corporation
« qui règne parmi nous ; peintres, porcelainiers, hommes
« de four, ne sommes-nous pas des salariés, ne subissons-
« nous pas tous l'exploitation capitaliste ? Donc il importe
« de nous unir étroitement ; pour cela, il nous faut la vo-
« lonté du cœur ; laissons derrière nous les mesquines ran-
« cunes, les petites querelles, et surtout ne semons plus la
« défiance parmi nous, semons la bonté, la fraternité et la
« solidarité. »

Quant au programme de l'union, il est le suivant :

« En se formant en chambre syndicale, les ouvrières et
« ouvriers céramistes poursuivent :

« 1^o La création d'une caisse pour permettre aux syndi-
« qués de résister à toute espèce d'injustice ou d'iniquité, dont
« ils pourraient être victimes de la part des employeurs ;

« 2^o Le maintien des tarifs syndicaux, le relèvement des
« salaires proportionnellement aux besoins de la vie et de
« la localité, la diminution des heures de travail ;

« 3° L'étude des diverses questions, susceptibles d'apporter des améliorations dans la céramique ;

« 4° La création d'un livre de statistique constatant les variations des salaires, les conditions du travail, sa durée et le chômage ;

« 5° De veiller à l'application des différentes lois et décrets ;

« 6° De préparer par l'étude, par des conférences et par tous les moyens en son pouvoir, les céramistes à leur complète émancipation, et poursuivre l'entente des travailleurs du monde entier, et la suppression du salariat ;

« 7° Veiller d'une façon active sur les conditions de l'apprentissage, faire respecter les contrats, et exercer un contrôle sur les élus du syndicat au conseil des prud'hommes, qui devront se tenir à la disposition des membres du syndicat, les jours de permanence. »

Ce programme est singulièrement vaste, mais il était intéressant à relater, dans les termes mêmes employés par ses promoteurs, car tous les syndicats limousins poursuivent aujourd'hui un but analogue.

Pour être membre, il faut être salarié ; avoir au moins 16 ans, et être présenté par deux syndiqués.

« Titre III, article 9 : Chaque syndiqué est tenu de payer une cotisation mensuelle de 0 fr. 85, payable le premier dimanche du mois ; exception est faite pour les dames qui paieront une cotisation mensuelle de 0 fr. 55. »

L'administration est sensiblement la même que celle de l'Initiative.

A l'heure actuelle la société se compose de dix sections :

I. — Ouvriers et ouvrières porcelainiers (l'Initiative) ;

II. — Peintres céramistes ;

III. — Useurs de grains et polisseurs (la Défensive) ;

IV. — Modeleurs et mouleurs céramistes ;

V. — Imprimeurs en taille douce ;

VI. — Garçons de magasin ;

VII. — Ouvrières de la peinture céramique ;

VIII. — Englobeurs ;

IX. — Batteurs de pâte ;

X. — Ouvriers gazetiers.

D'après l'*Annuaire des syndicats professionnels*, le nombre total des membres aurait été en 1909 de 1.200 dont 300 femmes.

La *Fédération Nationale de la Céramique*, second anneau de la chaîne, qui aboutit à la Fédération Internationale, date de 1902. Son programme, assez semblable à ceux que nous avons déjà cités, renferme cependant certaines dispositions à signaler :

La Fédération a pour but.....

..... « De s'opposer énergiquement à toutes sortes d'at-
« mendes ou de retenues sur les salaires, de veiller à ce
« que les lois et règlements sur l'hygiène, la salubrité, en
« un mot, toutes les lois de protection ouvrière, soient res-
« pectées rigoureusement ;

« De travailler à la conquête de nouvelles lois, soit à la
« diminution des heures de travail, ou au relèvement mo-
« ral des travailleurs ;

« De faciliter le placement des ouvriers fédérés, en cen-
« tralisant à son siège les renseignements fournis par chaque
« syndicat adhérent, et d'aider les ouvriers fédérés, victi-
« mes de l'arbitraire patronal, et obligés de se déplacer,
« par un secours dit « de viaticum » ;

« Art. 8. — La Fédération ne reçoit pas d'adhésions indi-
« viduelles, mais tout céramiste ou similaire, se trouvant
« dans une localité où il n'existe pas de syndicat est invité à

« donner son adhésion à l'organisation la plus proche de son
« lieu de résidence.

« Art. 17. — La Fédération est administrée par un conseil
« fédéral d'au moins 12 membres, pris dans le lieu de rési-
« dence du siège fédéral, et nommés par les organisations
« locales adhérentes.

« Art. 28. — Les cotisations sont fixées à 0 fr. 15 par mem-
« bre et par mois, et elles se répartissent de la façon sui-
« vante : 0 fr. 05 versés à la caisse fédérale et 0 fr. 10 à la
« caisse de résistance de grève. »

Il y a donc deux caisses absolument distinctes (1) :

« Art. 38. — En cas d'épuisement de la caisse, la Fédéra-
« tion devra aussitôt faire un pressant appel aux syndicats
« fédérés, afin de subvenir aux besoins de leurs frères en
« grève ; il pourra même leur être demandé une cotisation
« supplémentaire, si les besoins l'exigent ; toutefois les syn-
« dicats adhérents auront toute liberté d'action, pour se pro-
« curer les ressources nécessaires. »

Propagande

« Art. 39. — Le comité fédéral a pour devoir d'assurer
« la propagande par des conférences, brochures, journaux, etc.

« A cet effet il choisit dans son sein un secrétaire chargé
« de préparer le travail, de concert avec lui.

« Art. 40. — Le secrétaire à la propagande doit se tenir
« en rapports constants avec les organisations adhérentes
« qui, en revanche, doivent le tenir au courant des milieux
« où la propagande pourrait s'effectuer avec intérêt. »

1. Au 1^{er} janvier 1910, l'avoir de la caisse fédérale était de 2.681 fr. 31, l'avoir de la caisse de grève de 5.836 fr. 55.

Journal

« Art. 42. — Le comité fédéral publie, une fois par mois, « un organe chargé de soutenir les droits et les intérêts de « tous et de faire de la propagande. Il prend pour titre : « *L'Ouvrier Céramiste*, organe officiel de la Fédération de la « Céramique. »

Congrès

« Art. 51. — La Fédération tiendra un congrès tous les « deux ans ; toutefois en cas d'urgence, il pourra être tenu « un congrès extraordinaire. »

La vitalité de l'œuvre est assurée par l'article 57 et dernier :

« Art. 57. — La durée de la Fédération est illimitée, la « dissolution ne pourra être prononcée tant qu'il existera « une organisation de la céramique et parties similaires. »

A l'heure actuelle, 27 syndicats ont adhéré à la Fédération.

Enfin au-dessus de tous les syndicats particuliers, au-dessus de la Fédération française, s'élève la Fédération Internationale de la Céramique, dont le congrès, également international, de Limoges, a décidé la fondation, les 14 et 15 juillet 1906.

Le but de l'association est de secourir les grévistes et surtout de veiller aux salaires, et de chercher à en obtenir l'unification.

La cotisation des membres est de 0 fr. 05 par an.

Pour ses débuts, la Fédération envoya 7.000 francs de

secours en Italie, à l'occasion des grandes grèves de la Céramique.

L'Allemagne, le Danemark et l'Angleterre fournissent le contingent le plus nombreux et le mieux organisé, mais il existe également des centres adhérents en Autriche et en Italie.

Au 30 juin 1909, le nombre total des membres était de 26.750.

Son administration ne présente pas de particularités intéressantes.

Avant d'aborder définitivement l'organisation intérieure des syndicats, voici quelle était leur situation respective, d'après l'*Annuaire des syndicats professionnels de 1909* :

Syndicat général de la Céramique, fondé en 1906, 10 sections (1), 1.200 membres dont 300 femmes ; bureau de placement ; bibliothèque.

Chambre syndicale des ouvriers employés aux moufles dits crématoires : fondée en 1902, 35 membres ; caisse de retraite ; caisse de chômage ; secours de route.

Chambre syndicale des ouvriers moufletiers de Limoges : fondée en 1895 ; 45 membres.

Chambre syndicale des journaliers en porcelaine de Limoges : fondée en 1895 ; 107 membres dont 20 femmes ; caisse de chômage ; bibliothèque.

La Prévoyante, Chambre syndicale des choisisseurs et emballeurs de porcelaine : fondée en 1901 ; 199 membres ; bureau de placement ; bibliothèque ; caisse de chômage.

Fédération nationale des ouvriers et ouvrières en céramique et similaires de France et des colonies : fondée en 1901 ; 20 syndicats adhérents ; 4.177 membres ; secours de route ; bulletin mensuel.

1. Ces 10 sections forment en réalité autant de syndicats distincts.

La plupart de ces syndicats ont établi une permanence à la Bourse du Travail. Cette institution existe à Limoges depuis 1896, et est due à la transformation d'une primitive fédération des syndicats. La ville en encouragea la création par une subvention de 6.000 francs qui fut portée à 9.000 au moment de la fondation de cours professionnels.

Le département, de son côté, accordait 1.000 francs, et l'État 600 francs, spécialement affectés à ces mêmes cours professionnels, qui ont d'ailleurs obtenu des récompenses à différentes expositions. Une bibliothèque de 800 volumes était mise à la disposition des membres. Enfin un bureau de placement gratuit, et un service de renseignements judiciaires, sous la direction de M^e Saulnier, y étaient adjoints.

Mais en 1907, un conflit survint. La nouvelle municipalité émit la prétention de faire un règlement, que la Bourse du Travail n'admit pas. La municipalité ferma alors le local donné par la Ville, et retira sa subvention.

La Bourse ne céda pas, et sans s'inquiéter d'une organisation rivale toute fictive, s'installa dans un petit local, rue Manigne. Mais plusieurs changements en résultèrent. Ce fut d'abord la suppression des cours professionnels et de la subvention de 600 francs, que l'Etat leur accordait. De plus, la diminution des ressources obligea les membres à quelques sacrifices. A la cotisation annuelle de 12 francs, fut ajouté un supplément mensuel de 0 fr. 15. Malgré ces déboires, la Bourse du Travail a subsisté, et comprend encore une quarantaine de syndicats adhérents, céramistes ou autres.

Tous ces syndicats sont des syndicats rouges. Une tentative faite pour l'organisation d'un syndicat jaune n'eut pas de succès. Ses adversaires l'accusèrent d'être à la solde des patrons, et houspillèrent si bien, moralement et physiquement, les 30 ou 35 membres qui en faisaient partie, qu'il dis-

parut bientôt. Les ouvriers céramistes sont excessivement soupçonneux à ce point de vue, comme le montre cette proposition, déposée au Congrès de Paris en 1904 :

« Je demande qu'au Congrès de la Céramique, notre délégué ait plein pouvoir pour proposer au Congrès, que les
« syndicats indépendants, comme la Prévoyante, ne soient
« pas subventionnés par les municipalités, et que le Congrès décide de faire une démarche auprès du Conseil municipal de Limoges, pour la Prévoyante, qui à juste titre
« est considérée par tous les syndicats de Limoges *comme*
« *jaune*, attendu qu'elle refuse d'adhérer à la Bourse du Travail et à la Fédération de la Céramique ;

« Que dans un syndicat, il ne doit pas y avoir de chefs
« d'atelier, et que dans celui-ci il y en a au moins sept ou
« huit ;

« Que si nous avons des chômeurs, ils font tout leur possible pour les empêcher de se replacer, parce qu'ils ne
« pensent pas comme eux, violant ainsi le droit de penser.

« Pour ces motifs, demandons au Congrès de faire le
« nécessaire, à seule fin que nous obtenions satisfaction. »

Il y a là un peu d'intransigeance, car les signataires de la protestation, qui reprochent aux membres de la Prévoyante de violer le droit de penser, tombent dans la même faute, en exerçant des représailles contre leurs adversaires politiques.

L'action générale des syndicats, et le rôle qu'ils doivent tenir en cas de conflit, sont, en dehors des initiatives particulières, décidés, comme nous l'avons vu, au sein de congrès nationaux.

Les derniers furent tenus en 1907 à Fives-Lille, en 1909 à Mehun-sur-Yèvre. Nous n'entrerons point ici dans le détail de leurs délibérations, car nous avons déjà eu, et aurons

encore, au cours de cette étude, à en apprécier les effets individuels. Mais pour donner une idée de l'importance et de la direction de leurs travaux, nous donnons les programmes de deux d'entre eux.

Compte rendu du IV^e Congrès de la Fédération Nationale de la Céramique, tenu les 12 et 13 juin 1904, à la Bourse du Travail de Paris.

12 juin : Séance du matin : Vérification des mandats ; Rapport moral du conseil fédéral ; Compte rendu financier ; Rapport de la commission du contrôle.

Séance du soir : Lecture d'un rapport sur l'apprentissage et ses conséquences, et discussion ; cotisation fédérale des femmes ; Caisses de chômage ; Bureaux de placement professionnels.

13 juin . Séance du matin : Propagande et grèves.

Séance du soir : Création d'un bulletin mensuel de la céramique ; Siège fédéral ; Questions diverses ; Centralisation des fonds fédéraux.

Enfin la brochure contenant le compte rendu du congrès comprend aussi, un très intéressant et complet historique des syndicats adhérents à la Fédération Nationale de la Céramique.

Le congrès de Mehun-sur-Yèvre, tenu les 30 et 31 mai 1909, s'est surtout occupé des questions d'organisation intérieure. C'est ainsi que la question de « l'unité syndicale par ville » a obtenu l'unanimité des suffrages. Mais nous y trouvons également deux discussions sur l'antimilitarisme et le patriotisme, qui montrent l'extrême variété des débats, et dont nous aurons à apprécier l'opportunité.

Enfin, deux congrès internationaux ont déjà eu lieu, dont le dernier à Florence en 1909.

La création d'une caisse de résistance internationale pour

parer au lock-out et aux grèves, y fut votée. En outre, le viaticum, l'espéranto, les maladies professionnelles y donnèrent lieu à d'intéressants débats.

L'importance de ces congrès est donc énorme, par l'effet que produisent leurs décisions, sur la ligne de conduite des syndicats.

En face d'une organisation aussi complète, les patrons ne pouvaient rester indifférents. Aussi, en 1882, un groupe de manufacturiers de Limoges fonda-t-il une chambre syndicale, qui compte aujourd'hui une quinzaine de membres. Elle présente un caractère très différent de celui des syndicats ouvriers. Son existence ne se manifeste guère qu'en cas de grève, et les fabricants n'attachent à leur union qu'une importance très relative. Cependant d'intéressants rapports y sont déposés, auxquels nous aurons souvent encore à faire des emprunts. Pour en faire partie, il suffit d'être manufacturier dans la Haute-Vienne ou dans la Creuse.

Une commission administrative de deux membres gère la société, dont les adhérents se réunissent une fois par an, en assemblée générale, pour vérifier la gestion, et discuter les intérêts généraux.

La cotisation est fixée à une somme annuelle de 25 francs par four. Le nombre des suffrages accordés à chaque fabricant est donc en raison directe du nombre de fours.

Cette association patronale est purement défensive, mais sa fondation était nécessaire, pour permettre aux manufacturiers une résistance raisonnée et fortifiée, contre les rudes assauts du salariat.

Il ne faut pas, en effet, se dissimuler combien violentes et injustes sont parfois les attaques des syndicats. Nous avons, en toute impartialité, rendu hommage à l'intelligence et à l'énergie de leurs principaux chefs, mais, quand

il nous faut porter un jugement d'ensemble sur leur œuvre, nous croyons devoir formuler des réserves expresses. Nous l'avons déjà dit, et nous tenons à le répéter, le rôle légal et légitime des syndicats, est un rôle purement professionnel, et tant que les associations ouvrières de Limoges ont marché dans cette voie, nous avons approuvé leurs efforts. Certes, elles ont parfois dépassé le but, mais faut-il leur faire un sérieux grief de quelques erreurs, qu'il eût été facile de réparer ? En tout cas, les syndicats sont arrivés par leurs bureaux de placement, leurs secours de route, leurs caisses de chômage, à enrayer nombre de crises ouvrières ; par leurs bibliothèques, ils ont permis à leurs adhérents de développer leur culture intellectuelle, toute cette partie de leur œuvre est bonne, et nous ne croyons pas, qu'on puisse leur reprocher de s'efforcer vers une amélioration du sort des salariés. Mais, depuis déjà bien des années, ils se sont tracé un nouveau programme politique, qui ne rentre nullement dans leurs attributions. Eux-mêmes l'ont condamné par avance dans leurs statuts, comme le prouve bien l'article 43 et dernier de ceux de l'Initiative :

« La Chambre syndicale s'interdit toute question politique
« et religieuse. »

La même interdiction, formulée en termes différents, se retrouve dans la plupart des statuts syndicaux. Mais, dans la réalité, elle reste sans effet. N'est-ce pas au chant de l'*Internationale* que s'ouvrent tous les congrès corporatifs ? L'antipatriotisme, l'antimilitarisme n'occupent-ils pas la place d'honneur de leurs discussions ? L'*Ouvrier Céramiste* ne publie-t-il pas, journellement, des attaques d'une extrême violence contre le gouvernement, des appels à l'anarchisme, à la désertion, au malthusianisme ? Toutes ces diatribes ne sont pas du ressort des syndicats, et ceux qui les pronon-

cent ne doivent pas être considérés comme les porte-paroles de leurs camarades. Parfois même ils dépassent leur propre pensée, soit qu'ils s'exaltent au cliquetis des mots dans les discussions houleuses, soit qu'ils exagèrent volontairement, l'expression de leurs désirs, ou de leurs reproches, dans le silence du bureau, parce qu'ils espèrent ainsi frapper l'imagination de leurs lecteurs plus profondément. Le plus souvent, ils manquent le but et effraient, par leur âpreté, l'âme paisible de nombreux camarades. De plus, en proclamant ainsi leur haine du patronat et de la société capitaliste, ils creusent chaque jour davantage, le fossé qui les sépare des grands manufacturiers, ils ferment les cœurs à toute tentative de rapprochement, et pour avoir voulu trop obtenir et par des moyens condamnables, ils retardent la marche de ce progrès, qu'ils appellent de tous leurs vœux (1).

1. Nous rappelons pour mémoire le syndicat mixte des patronnes et ouvrières porcelainières et similaires, placé sous le vocable de saint Antoine de Padoue, et dont nous avons déjà dit quelques mots. Il comprend une cinquantaine de membres. C'est surtout une société de prévoyance, qui depuis la disparition de sa fondatrice, M^{me} Guérin, a beaucoup perdu de son importance.

CHAPITRE VIII

Les Crises

Toutes les industries peuvent être sujettes à des crises passagères, dont la répercussion est terrible sur l'ouvrier qu'elles jettent à la rue, et privent du salaire nécessaire à sa subsistance et à celle de sa famille. La fabrication céramique a connu, comme les autres, ces heures troubles. En 1830, en 1884, éclatèrent ainsi des crises, cette dernière particulièrement grave puisque les salaires baissèrent de 40 %. L'industrie limousine en sortit victorieuse, et aujourd'hui, le souvenir seul en reste. Tout récemment encore, les manufactures de porcelaine ont été gravement atteintes dans leurs intérêts, par la crise de l'or américaine. L'Amérique, et celle du Nord en particulier, forme, en effet, le principal débouché de nos produits, débouché qui se trouva ainsi fermé. Des stocks déjà accumulés furent perdus, et la préparation des nouveaux arrêtée. De nombreux ouvriers furent mis sur le pavé, et la misère régna à Limoges. Aujourd'hui, sans avoir repris encore toute son activité première, la fabrication est redevenue plus active, mais, symptôme nouveau, on voit des ouvriers émigrer, et aller demander à un autre métier plus de sécurité dans le travail.

En dehors de ces grandes crises particulièrement intenses et qui, parfois, semblent compromettre l'avenir même de l'in-

dustrie porcelainière, il se produit presque annuellement de petites crises passagères qui, si elles passent inaperçues aux yeux du monde, n'en atteignent pas moins profondément les salariés, et les condamnent à subir toutes les souffrances du chômage. C'est par le chômage angoissant et redouté, que se manifestent en effet toutes les crises, à l'égard des ouvriers. Aussi est-ce lui que nous voudrions, dans ce chapitre, étudier spécialement.

Il peut être involontaire et résulter des circonstances extérieures. Il peut être volontaire et provenir des grèves. Nous l'envisagerons successivement sous ces deux formes.

Dans les manufactures limousines, le chômage involontaire est très fréquent. Il est dû à des causes diverses, dont l'une se reproduit régulièrement : les inventaires de fin d'année. Ces inventaires durent une quinzaine de jours, parfois plus, pendant lesquels le travail est à peu près suspendu, et les malheureux qui n'ont pas su, ou n'ont pas pu, mettre de côté quelques sous aux heures de relative prospérité, connaissent les tortures de la misère.

Certains fabricants, malheureusement en trop petit nombre, ont cherché à parer dans la mesure du possible à ces graves inconvénients. Au lieu de licencier purement et simplement la plus grande partie de leurs ouvriers, ils ont organisé un système de roulements, les salariés quittant le travail à tour de rôle, pendant une période proportionnée à la durée totale de l'inventaire, ce qui permet à tous de continuer à gagner la petite somme indispensable pour subvenir à leurs besoins primordiaux. Ce n'est l'abondance pour aucun, c'est la vie assurée pour tous.

Il serait à souhaiter que cette pratique excellente se généralisât. Malheureusement, certains manufacturiers y sont rebelles, ou ne la mettent pas en œuvre, avec la rigueur

nécessaire. Quelques-uns en profitent pour se débarrasser, à cette époque, des ouvriers moins bons, et s'attacher pour l'avenir le petit noyau qu'ils conservent toujours. Les inventaires constituent donc la première cause de chômage, que nous ayons à enregistrer. Ce n'est pas la plus intéressante à coup sûr, car leur retour est prévu, leur durée connue, à peu de chose près, et ouvriers et patrons peuvent, et doivent prendre, par avance, toutes leurs précautions. Si le système de roulement était adopté dans toutes les manufactures, et si les travailleurs consentaient tous à faire preuve d'un peu de prévoyance, toutes les graves conséquences des inventaires pourraient être annulées.

A ces journées de chômage, régulières et forcées, bien d'autres viennent s'ajouter, dues aux variations de la production. Nous retrouvons ici une constatation déjà faite, mais dont les effets sont nouveaux pour nous ; nous voulons parler du caractère très net d'industrie de luxe, pris par l'industrie porcelainière en Limousin, qui soumet la fabrication à tous les caprices de la mode, et déroute toutes les prévisions. Souvent l'afflux des commandes est tel, que les patrons sont obligés d'embaucher des ouvriers supplémentaires, qu'ils congédient quelques mois plus tard, dans l'impuissance où ils se trouvent, de continuer à leur assurer du travail.

Une autre raison encore amène de graves fluctuations dans le rendement des usines. C'est l'existence d'un débouché presque unique. 70 % de nos produits partent en effet pour l'Amérique. Nous avons déjà signalé au début de ce chapitre, les désastreuses conséquences de la crise de l'or sur l'industrie limousine. Sans atteindre leur importance, nombre d'événements de la politique douanière des États-Unis causent des perturbations passagères moins graves pour les

patrons mais presque également dangereuses pour les salariés. Il en résulte une incertitude continuelle dans le sort des travailleurs. C'est ainsi qu'une grande manufacture de Limoges, la plus importante peut-être, dut au mois de novembre 1909, fermer ses portes pendant huit jours. Les ouvriers éprouvent, à l'occasion de ces chômages inattendus, une grande amertume, qui, dans le cas présent, s'exhala, au cours d'un violent article de *l'Ouvrier Céramiste*, dont l'auteur reproche aux patrons en cause, de chercher à duper leurs employés, par la création de vagues œuvres humanitaires, pour leur fermer la bouche plus tard, à l'heure des crises, et il s'écrie :

« Les camarades de la maison X... qui firent le grand pont
« de huit jours des fêtes de la Toussaint, méditeront, je crois,
« sur la bonté des grands (oh combien !) philanthropes.

« A savoir, malheureusement que ce chômage ne jette la
« perturbation que dans les milieux ouvriers, dans le foyer
« d'abord, et ensuite (pour ceux qui ont, eux, la sagesse de
« se grouper), dans nos syndicats et caisses de chômage.
« C'est dans ces dernières que nos grands philanthropes
« jettent la perturbation, en faisant un trou, une brèche
« énorme à la malheureuse caisse.

« Tandis qu'eux peuvent attendre, dans la plus grande
« tranquillité, l'inventaire annuel. Pas un chiffre ne viendra
« accuser le déficit, que nous connaissons tant, nous, les
« producteurs de leurs bénéfices.

« Et dire qu'un X..., avec ses immenses usines et son
« innombrable personnel, peut se permettre deux ou trois
« ponts, comme celui-ci, tous les ans. J'en frémis pour nos
« familles, j'en frémis pour nos organisations. » (*Ouvrier
Céramiste*, 5 décembre 1909.)

Il y a certainement là une situation déplorable, mais dont

les patrons ne sont pas entièrement responsables. Toutefois, avant de prendre une résolution aussi grave, que celle qui supprime momentanément toutes les ressources d'une famille, l'hésitation doit être de règle, et les devoirs d'humanité incombant à tout industriel, lui font une obligation de suspendre sa décision, jusqu'à l'heure où il aura assuré toutes les mesures en son pouvoir, pour atténuer les effets de son acte.

A ces cas de chômage involontaire, qui prennent une acuité toute spéciale dans l'industrie qui nous occupe, viennent s'ajouter les grèves suscitées par les réclamations des salariés, grèves dont le nombre augmente chaque année, sous des prétextes plus ou moins variés.

C'est à la suite de la Révolution de 1830 que se produisit la première grève.

Les tragiques journées de Juillet avaient amené un ralentissement dans la production céramique, et, par suite, un abaissement dans les salaires. Les ouvriers acceptèrent momentanément cette situation, mais les patrons étant revenus à leur ancien chiffre d'affaires, les travailleurs réclamèrent avec énergie un relèvement proportionnel de leur paye. Sur le refus opposé à leurs demandes, ils déclarèrent la grève dans cinq usines sur huit, le 12 septembre 1833. Le défaut d'union des patrons, abandonnés par l'un des leurs, M. Tharaud, qui accorda l'augmentation, amena le triomphe des grévistes.

Dès lors l'élan est donné, et la plupart des discussions entre employeurs et employés entraînent de nouveaux conflits, où chacun des partis en présence remporte des succès alternatifs. C'est ainsi qu'en 1864, éclata, entre autres, une grève célèbre, dite de la fente. Les mouleurs et les tourneurs désertèrent les ateliers, parce que les patrons refu-

saient de les libérer de la retenue faite sur leurs salaires, à l'occasion des pièces détériorées, et notamment fendillées. Après un mois de grève (27 mai-26 juin), les patrons transigèrent et rouvrirent leurs ateliers, mais les dommages résultant furent grands.

Notons que jusqu'ici, les seuls motifs de grève touchent à des questions de salaires, et que les revendications ouvrières semblent souvent légitimes. Nous sommes encore dans une période de transition. Le fossé qui chaque jour se creuse davantage entre patrons et employés, n'est pas tout à fait infranchissable. Mais la création des syndicats fait faire un nouveau pas en avant, aux idées révolutionnaires des travailleurs, et l'on doit reconnaître impartialement, que leur intervention eut, maintes fois, pour résultat immédiat d'envenimer les conflits. Peut-être d'ailleurs, faut-il voir également là, l'exubérance jeune et hardie d'une classe qui prend conscience d'elle-même, et se complaît dans l'usage parfois abusif de sa force naissante.

Les débuts des syndicats dans les grèves eurent lieu en 1871. « L'Initiative » s'insurgea dans un manifeste, contre la maison Gibus, qui avait licencié son personnel, sous prétexte d'inventaire, et à la réouverture de ses ateliers, lui avait imposé de supporter la fente ; et la mettait à l'index pour cinq ans. Le syndicat réclamait aussi l'admission des grévistes sur les chantiers communaux ouverts aux chômeurs forcés. Cette dernière demande, après une discussion houleuse, est accordée par le Conseil municipal. Mais voilà que le conflit s'aggrave, à la suite des émeutes, qui amenèrent la proclamation de la Commune, par la « Société populaire », et au cours desquelles fut assassiné le colonel Billet.

Les Chambres syndicales sont suspendues. Leur échec est complet.

Le calme renaît alors pendant assez longtemps, à peine troublé en 1873 par une petite grève partielle, à la fabrique Touze, des tourneurs d'assiettes, qui réclament un relèvement de salaires, qui leur est refusé. Et c'est dès lors une longue période de prospérité financière, au cours de laquelle les ouvriers qui voient monter leurs salaires dans une notable proportion, restent paisibles.

Après 1882, la série des grèves reprend. Le prétexte invoqué est celui des variations de tarifs entre les différentes manufactures, d'où un conflit qui dura huit mois, de mai 1882 au 6 février 1883, et se termina par des concessions mutuelles.

A partir de cette époque, de nouveaux motifs de grève se font jour. C'est le renvoi d'un camarade, la modification d'un règlement d'atelier, la restitution à une ouvrière de la qualité de contremaîtresse, qui lui avait été enlevée.

En 1902, les travailleurs désertent les ateliers, pour une raison assez curieuse. Les patrons avaient, en effet, décidé d'abaisser la durée de la journée de travail à dix heures. Mécontents, les salariés quittèrent l'usine.

Ils ne tardèrent pas d'ailleurs à invoquer un autre prétexte, celui de l'interdiction faite de manger dans les locaux de travail. Cinquante jours durant, ils refusèrent de rien entendre, puis réintégrèrent les manufactures. La journée de dix heures fut maintenue, et le « casse-croûte » toléré !

Une autre fois, 60 décalqueuses se mettent en grève, en exigeant la suppression des amendes, et obtiennent gain de cause.

Les travailleurs ont maintenant des organisations puissantes, par lesquelles ils se sentent soutenus, et qui leur donnent la hardiesse nécessaire, pour entamer, à tout propos, de nouvelles luttes avec leurs patrons.

Nous arrivons ainsi à l'année terrible de 1905, dont le souvenir est encore vivant chez tous les Français. Cette grève mérite une étude spéciale, et plus approfondie, non seulement en raison des graves événements qu'elle provoqua, mais aussi de ses conséquences générales sur l'industrie céramique locale.

Nous nous trouvions à Limoges, pendant ces heures tragiques, et nous chercherons à corriger, de nos propres souvenirs, les récits, souvent tronqués, qui en ont été faits.

Cette crise comporta plusieurs conflits, qu'il est impossible d'étudier séparément, car ils se sont mutuellement pénétrés et mêlés. Il faut d'ailleurs reconnaître, en dehors de tout parti pris, que les revendications des travailleurs n'étaient que des prétextes à la lutte, et à l'action directe.

En réalité, dès 1904, une agitation générale régnait dans toute la population ouvrière de Limoges, et se manifesta d'abord dans les manufactures de chaussures. Les motifs invoqués ne tiennent guère, et, à plusieurs reprises, les cordonniers quittent le travail, sans même donner de raisons. Le conflit s'étend peu à peu à toutes les maisons de fabrication. Les grévistes organisent des manifestations regrettables, se livrant à des violences, et des voies de fait sur les passants inoffensifs de la rue, au visage desquels ils crachent, quand « leur tête ne leur revient pas ». Ils vont plus loin et assiègent la maison d'un important fabricant de chaussures, M. Fougeras. Ils sont d'ailleurs encouragés dans leurs actes de vandalisme par certaines feuilles locales, et l'inertie municipale. C'est un peu la Révolution qui commence, et il faut avoir vu l'aspect sinistre de la ville, sur le passage des bandes de grévistes chantant l'*Internationale* ou la *Carmagnole*, drapeau noir déployé, pour comprendre jusqu'où peut aller la passion populaire déchaînée.

L'agitation gagne les porcelainiers. Les garçons de magasin de la fabrique Haviland et C^{ie} se mettent en grève le 2 février, et réclament la suppression du travail aux pièces qui leur est accordée.

Sur ces entrefaites, l'installation à Limoges du nouveau commandant de corps, le général Tournier, est un autre prétexte à manifestations ; et toujours de nouvelles grèves se déclarent. Ce sont maintenant les moufletiers, les garçons de magasin, qui réclament la suppression du travail aux pièces, des augmentations de salaires, et obtiennent, en partie, gain de cause.

Les revendications des ouvriers commençaient à prendre un caractère systématique. Les moufletiers de l'usine Haviland s'étaient mis en grève, pour demander le même tarif que leurs camarades de l'usine Gérard, et avaient reçu satisfaction. Le 10 mars, quatre jours après la cessation de la grève précédente, les moufletiers de la maison Gérard quittent à leur tour l'atelier, refusant de continuer à travailler au tarif sur lequel on vient de s'entendre, et sont déboutés de leurs prétentions.

Devant l'attitude agressive de leurs ouvriers, les patrons se réunissent, et décident, en principe, le lock-out, au cas où de nouvelles difficultés surgiraient. Cette menace calme momentanément les grévistes, mais pour bien peu de temps.

Le 28 mars, en effet, éclate la grande grève de l'usine Haviland, la seule pour laquelle l'opinion publique se soit passionnée, et que les récits très fantaisistes des journaux de toute opinion ont le plus souvent dénaturée.

Deux peintres avaient été renvoyés pour malfaçon, par le directeur des ateliers de peinture, M. Penaud, puis, leur responsabilité n'ayant pas été démontrée, repris. Ce n'était là qu'un incident, futile en apparence, mais qui fut gros de

conséquences, car le lendemain, M. Th. Haviland, recevait, de ses employés peintres, une lettre collective, demandant le renvoi pur et simple de M. Penaud, coupable à leur égard de « perpétuelles tracasseries ». M. Haviland, devant ces vagues accusations, opposa à cette demande un refus formel, qui fut le signal de violences de la part des grévistes. La maison de M. Penaud, et son jardin, furent saccagés, et, devant les menaces de mort proférées à son égard, lui-même dut s'enfuir.

Peu à peu la grève devient générale, et les fabricants s'émouvent. Une commission patronale demande alors aux ouvriers de préciser leurs accusations à l'égard du contre-maître incriminé.

« Il fait régner le favoritisme, disent les délégués.

— « Ce n'est pas lui qui embauche les ouvriers, ni règle « leurs salaires, répond M. Haviland.

— « Il fait gagner de grosses journées à son fils.

— « Son fils est au régiment depuis trois ans. »

Devant ces réponses, les délégués invoquent un troisième motif, le seul connu, en général, celui d'immoralité. La preuve n'en fut jamais faite, et l'on peut s'étonner que les administrées de M. Penaud aient attendu douze ans pour s'en plaindre...

La commission patronale opposa donc un refus formel aux prétentions des grévistes, et les manifestations recommencèrent : de longs cortèges promenaient à travers les rues, l'image décapitée de Penaud.

Le 7 avril, les ouvriers métallurgistes demandent à leur tour, à M. Haviland, le renvoi de leur contre-maître, M. Sautour, qu'ils accusent de pression politique et religieuse sur ses ouvriers.

Les patrons décrètent alors le lock-out pour le 2 avril,

mais grâce à l'initiative du ministre, quarante-huit heures de répit furent accordées, au cours desquelles des propositions de transaction furent faites qui n'aboutirent pas.

Le jeudi 13, 21 fabriques fermèrent. Le vendredi 14, sous prétexte que le lock-out n'était pas observé dans quelques-unes d'entre elles, les ouvriers les envahirent, à l'exception de trois ou quatre. Puis, le 15 avril, ils brûlent l'automobile de M. Théodore Haviland, et un gréviste tente même de le frapper d'un coup de couteau.

Jusque-là, la municipalité espérant toujours une détente qui ne se produisit pas, n'avait pas fait appel à la force armée. Le 16, M. le préfet Cassagneau prend en mains les pouvoirs de police, mais il est trop tard. Les bandes de grévistes pillent deux armureries. Deux d'entre eux sont arrêtés. Le lendemain, leurs camarades viennent assiéger la prison, pour les délivrer. Les troupes interviennent, chargent, et c'est alors la sombre exaspération de la foule, qui fait tomber en grêle des blocs de pierres arrachés aux balustrades du jardin d'Orsay, et tous les projectiles qu'elle trouve, sur la masse stoïque et inébranlable des soldats.

Des coups de revolver éclatent. Deux officiers de cavalerie sont blessés. L'infanterie riposte, et c'est la débandade dans la nuit, les valides emportant les blessés, et un mort, parmi les débris qui jonchent les rues, au milieu des pleurs des femmes et des cris des enfants.

Le 18 au matin, tout était fini, mais à quel prix ! La ville semblait apaisée, mais morne et endeuillée.

Les patrons, pour rétablir le calme, congédièrent M. Penaud, et les ouvriers retirèrent, à leur tour, leurs plaintes contre M. Sautour.

On ne peut s'empêcher, au récit de ces événements, de profondément s'étonner et déplorer qu'une simple question

d'hommes ait conduit à cette boucherie. Seulement, il ne faut point oublier que le cas Penaud ne fut qu'un prétexte, et il est à croire que les événements eussent été sensiblement les mêmes sans lui, et c'est pour nous un regret de moins.

Il y eut vraiment là des jours de folie, et les meneurs qui exaspérèrent systématiquement les passions ouvrières, doivent éprouver aujourd'hui un profond remords.

Il est vrai que rien ne pouvait faire prévoir aux grévistes cette crise sanglante, car, depuis des semaines, aucune entrave n'avait été faite à leurs manifestations de toute sorte. Devant leurs cortèges révolutionnaires, le vide régnait, et c'est en toute sécurité qu'ils avaient mis le siège devant la maison d'un patron, refusant au maire qui les suppliait, de laisser pénétrer deux pains dans la demeure, pour empêcher la famine d'éclater parmi ses habitants. L'arrivée des troupes ne les émut pas, et ils crurent pouvoir continuer, comme par le passé. Nous avons vu qu'il n'en fut rien. Tels sont les faits.

Mais les conséquences, en dehors des effusions de sang, furent très importantes pour la fabrication de la céramique limousine.

En effet, la fermeture des usines causa non seulement une perte sèche aux manufacturiers, mais engagea l'avenir de l'industrie.

Pendant la durée de la grève, les fabriques concurrentes et principalement les fabriques allemandes accaparaient le marché étranger, et surtout le marché américain. Pour en citer un exemple, à Rio-de-Janeiro, deux maisons allemandes d'importation se fondèrent, pendant et après la crise. Les moyens de lutte étaient par trop inégaux, et ce fut un succès éclatant pour les produits rivaux. Or, n'oublions pas

que la plus grande partie de la production limousine est envoyée à l'étranger.

Enfin, les pertes d'argent qui en résultaient, ralentissaient momentanément l'expansion de notre industrie, et à l'heure où nous aurions eu besoin, pour nous relever, de pouvoir engager de grosses sommes, la pénurie de nos ressources nous condamnait à l'inaction.

Les grèves de 1905 furent donc, à tout point de vue, funestes, car les ouvriers n'en retirèrent, en somme, aucun profit.

Avec ce dernier conflit, nous avons à enregistrer un nouveau type de grève : la grève de tendances. Ici pas de motif sérieux à invoquer de la part des ouvriers, toutes leurs revendications sont puériles. Ils ont quitté le travail sans raison plausible, tourmentés par un vague idéal révolutionnaire, poussés par des meneurs au verbe captieux, qui mettaient admirablement à profit le trouble de leurs cœurs. Ils manifestaient sans trop savoir pourquoi, et plusieurs d'entre eux, non des moindres, interrogés par une personnalité limousine, sur leurs véritables revendications, ne purent trouver de réponse.

Depuis les tristes événements de 1905, de nombreux conflits ont à nouveau éclaté, pour les motifs les plus divers, parmi lesquels les demandes d'augmentation de salaires tiennent néanmoins la première place. Leur importance est très variable. A côté de grèves peu graves, d'autres ont eu une durée assez longue, comme la grève des gazetiers qui dura de juin à septembre 1907, et une autre grève des useurs de grains de la maison Guérin, qui se prolongea pendant soixante-dix jours, la même année.

Toutes ces grèves augmentent naturellement, dans une proportion notable, le nombre des chômeurs.

D'après M. Tillet, les ouvriers céramistes chômeraient une moyenne de cinquante jours par an.

Dans ce calcul rentrent également les journées de maladie, dont nous nous occuperons séparément.

Les ouvriers seraient donc condamnés à l'inaction pendant près de deux mois sur douze. Cette proportion est terrible à enregistrer. Aussi, depuis déjà de longues années les porcelainiers se sont efforcés de remédier par des unions, à ce triste état de choses.

Les syndicats se sont en général offerts, pour annexer à leur propre organisation, des caisses de chômage, et aujourd'hui la plupart en possèdent.

La plus ancienne est celle de l'Initiative, créée en septembre 1894, sur la proposition de M. Tillet. Les statuts sont intéressants à citer, car ils ont prévu tous les cas de chômage, sauf celui de maladie qui relève de la mutualité.

« La Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières porcelainiers de Limoges, dit le préambule, n'a pas seulement pour but la défense exclusive des intérêts corporatifs, elle a aussi l'impérieux devoir de chercher à assurer, dans la mesure du possible, à tous les travailleurs, qui la composent, lorsque ces derniers sont privés d'ouvrage, une indemnité raisonnable.

Art. 8. — « La cotisation est fixée pour chaque membre de la caisse de chômage, à 0 fr. 50 par mois. »

Art. 10. — « En tant que le fonds social le permettra, l'indemnité de chômage est fixée à 1 fr. 50 par jour, dimanche compris.

« Chacun des chômeurs a droit à soixante jours d'indemnité par année payés par moitié tous les six mois, c'est-à-dire qu'il a droit seulement à trente jours tous les six mois. »

Art. 11. — « Est considéré comme chômeur :

« 1° Tout sociétaire capable de travailler, mais sans ou-
« vrage depuis plus de six jours ;

« 2° Tout sociétaire, refusant de travailler dans une mai-
« son *en grève* ou *mise à l'index* ;

« 3° En cas d'inventaire, le sociétaire ne sera considéré
« comme chômeur que si la durée dudit inventaire dépasse
« vingt jours, et ne sera payé qu'à partir du vingt et unième
« jour.

« Lorsqu'un sociétaire manquera accidentellement de tra-
« vail, soit pour réparation de l'usine, soit pour manque de
« commandes, il ne pourra avoir droit au traitement, que
« si le chômage dépasse huit jours. »

Art. 12. — « Dans le cas de maladie, nul ne peut être
« considéré comme chômeur, à moins toutefois que la ma-
« ladie soit survenue pendant le chômage. »

Art. 14. — « Lorsqu'un chômeur trouvera du travail en
« dehors de sa profession, si ce travail ne lui rapporte pas
« au moins trois francs par jour, la société complétera cette
« somme, sans toutefois que le dit complément dépasse le
« total de l'indemnité journalière fixée, ainsi qu'il a été dit
« à l'article 10, à 1 fr. 50.

« D'autre part, il est formellement stipulé que le total des
« compléments de salaire, comme celui des indemnités,
« n'excédera jamais le montant de la rétribution annuelle
« fixée à soixante jours par an. »

Telles sont les principales dispositions des statuts de la
caisse de chômage fondée à l'Initiative. Les associations si-
milaires sont sensiblement copiées sur le même modèle.
Quant à leur organisation administrative, elle présente de
grandes analogies avec celle des syndicats.

La ville s'est intéressée à la fondation et au développe-

ment de ces différentes caisses, en leur accordant une subvention annuelle de 10.000 francs. Quant à l'État, il paie 16 % de leurs dépenses.

Les services rendus par ces sociétés sont appréciables. C'est ainsi qu'en 1907, la caisse de l'Initiative a versé 10.026 fr. 50 à ses membres.

En dehors de ces caisses de chômage proprement dites, qui se généralisent de plus en plus, les syndicats, ou plutôt les Fédérations, ont imaginé d'autres organisations ordinairement destinées à secourir de préférence les grévistes.

Parfois aussi, certains articles de leurs statuts s'intéressent à des catégories déterminées de chômeurs.

C'est ainsi que l'article 11 du Syndicat général de la Céramique décrète :

« Si la commission décide qu'un ou plusieurs syndiqués
« doivent quitter le travail pour différends, ils auront droit,
« autant que la caisse le permettra, à l'indemnité ainsi ré-
« partie : 2 francs par jour pour les deux premiers mois ;
« 1 fr. 50 le troisième mois et 1 franc le reste de l'année,
« dimanche non compris. L'année échue, le sociétaire n'aura
« droit à aucune rétribution. Le traitement des femmes sera
« de moitié... »

Art. 12. — « Quand l'adhésion au syndicat entraînera,
« pour l'un de ses membres, le renvoi de l'usine, il aura droit,
« si le fait est reconnu exact, à l'indemnité prévue par l'ar-
« ticle 11... »

Le Syndicat général de la Céramique, la Fédération Nationale ont également organisé des « caisses de résistance aux grèves », alimentées par des prélèvements sur les cotisations des membres. Ces caisses adressent aux syndicats adhérents dont les participants sont en grève, des secours proportionnés aux sommes disponibles. Un article déjà cité des

statuts de la Fédération Nationale prévoit même l'épuisement complet des fonds, et impose en cette circonstance une cotisation supplémentaire à tous les syndiqués.

Le cas se produit assez rarement d'ailleurs, et les secours versés paraissent plutôt minimes. C'est ainsi que du 15 mai au 31 décembre 1909, les frais de grève ne se sont élevés qu'à 78 fr. 65 ; et l'encaisse à cette dernière date était de 5.836 fr. 55.

En dehors de ces organisations particulières, il ne faut pas oublier que la Fédération Internationale de la Céramique a, comme but primordial, de secourir les grévistes des différents pays, soit en puisant dans sa propre caisse, soit en centralisant les versements spontanés faits par telle ou telle association. Les sommes disponibles sont par suite extrêmement variables et ne répondent pas toujours aux besoins du moment.

Enfin le Congrès de Montereau de juin 1905 a pris une décision intéressante, par laquelle tous les syndiqués des organisations adhérentes à la Fédération Nationale doivent faire le sacrifice quotidien d'un sou, pendant toute la durée d'un conflit, où seraient engagés un ou plusieurs syndicats fédérés. C'est l'œuvre du « sou de grève ». Mais la mise en pratique de cette pensée, louable en elle-même, rencontre de sérieuses difficultés. L'ouvrier, qui a payé péniblement sa cotisation syndicale, grevée elle-même d'un versement à la caisse du chômage, se résigne difficilement, sur l'ordre de son comité, à augmenter encore ses déboursés, pour des camarades, qu'il ne connaît pas. Aussi les tentatives de recouvrement du sou de grève sont-elles bien souvent infructueuses.

La situation pénible réservée aux chômeurs n'a pas préoccupé que la classe des salariés, et certains philanthropes se

sont émus des conséquences terribles du manque de travail. Ils ont eu l'idée ingénieuse et touchante d'assurer au chômeur involontaire le couvert, en lui avançant l'argent nécessaire au paiement de son maigre loyer. Voici la raison sociale de l'œuvre : « Le loyer du chômeur. Association constituée « sous les auspices de l'Étoile de Limoges (société coopérative de logements économiques et hygiéniques) pour assurer le paiement régulier du loyer des travailleurs éprouvés par le chômage involontaire, et celui de leurs veuves et orphelins. » Nous étudierons prochainement l'organisation interne de la société, mais nous avons tenu dès maintenant à signaler son but humanitaire.

On pourrait, à première vue, conclure du nombre relativement important d'associations et d'institutions destinées à y remédier que le chômage ne présente plus aujourd'hui de dangers pour la corporation céramique. Il n'en est rien.

Le chiffre des journées de chômage, en effet, est plutôt en voie d'accroissement. Les crises, les variations de l'offre et de la demande affectent une population de travailleurs, devenue beaucoup plus nombreuse. De plus, les ouvriers ont dans leurs œuvres une confiance trompeuse. Ils n'hésitent pas à se mettre en grève pour des motifs futiles, et à différer la solution du conflit, repoussant à l'ordinaire toute tentative d'arbitrage, parce qu'ils attendent des secours qui souvent ne leur sont pas envoyés. Nous avons vu quelle somme insignifiante avait été versée du 31 mai au 30 décembre 1909 par la Fédération Nationale, 78 francs environ, qui, répartis entre tous les grévistes, n'ont pu donner qu'un chiffre dérisoire. Parfois, quelques milliers de francs arrivent d'un centre important français, ou de l'étranger, mais ils sont encore insuffisants. En effet, quand le conflit ne dure pas un nombre de jours fixés, rien n'est accordé aux grévistes. Les seu-

les ressources de la caisse ne peuvent suffire aux dépenses nécessitées par un conflit de moyenne importance. Quant aux secours extraordinaires, pour en justifier la sollicitation et l'envoi, il faut une grève très importante, dont le bruit se répande en dehors des localités environnantes, et alors, ce ne sont pas quelques billets de mille francs, qui permettront de nourrir et d'entretenir, pendant de longs jours, toute une population d'ouvriers sans travail.

En somme, les efforts faits, et les sacrifices consentis par les salariés, pour assurer leur sort, ont été très grands, mais les résultats obtenus sont des plus médiocres. S'ils veulent retirer de leurs initiatives les fruits qu'ils sont en droit d'en attendre, ils doivent éviter de frapper inutilement à la caisse ; autrement dit, ils ne doivent pas, pour des motifs futiles, engager des conflits, dont la direction leur échappera, et dont ils ne seront plus maîtres ensuite d'atténuer les effets. La moitié des grèves limousines auraient pu avorter par des ententes préalables. C'est un lieu commun, que de déplorer les conséquences industrielles de ces perpétuelles luttes, entre le patronat et le salariat. Nous n'en renouvelerons pas ici les multiples développements. Nous ne condamnerons pas plus, en elle-même, la grève, qui, maniée avec modération, peut être un véritable instrument de progrès. Mais qu'il nous soit permis en terminant de formuler un double vœu : celui de voir les travailleurs refréner leur penchant à cesser le travail, sans cause valable, celui de voir les patrons consentir enfin à admettre l'existence officielle des syndicats et à discuter sans animosité, avec leurs délégués, les questions intéressant la corporation tout entière.

DEUXIÈME PARTIE

LA FAMILLE OUVRIÈRE

CHAPITRE IX

Le Foyer

Nous ne connaissons encore qu'un des aspects de l'existence des porcelainiers limousins. Nous les avons vus au sein même de l'atelier, penchés sur leurs tables de travail, ou groupés au dehors, pour la défense de leurs revendications professionnelles. Suivons-les maintenant, quand, à la nuit tombante, la foule obscure des salariés s'écoule à travers les portes largement ouvertes des manufactures.

Pénétrons derrière eux dans leur humble demeure, et observons-les dans les circonstances heureuses de leur vie intime, et aussi dans les crises familiales.

Leur existence va maintenant être celle des artisans limousins à quelque métier qu'ils appartiennent. A la sortie des ateliers, la masse des travailleurs devient anonyme, et les qualifications professionnelles disparaissent. Il n'y a plus que des hommes, rendus semblables par la parité de leurs ressources, de leurs souffrances et de leurs joies. Les sentiments de fraternité, qu'ils professent à l'égard les uns des

autres, viennent encore ajouter à cette similitude de vie. De leur côté, les œuvres philanthropiques qui s'emploient à soulager leurs maux, négligent également les distinctions corporatives.

C'est donc un peu dans l'intimité de toute la population ouvrière limousine, que nous allons chercher à pénétrer. Toutefois les descriptions qui vont suivre concernent avant tous les céramistes, parce qu'ils représentent l'élément le plus nombreux de cette population, et aussi parce que c'est de leurs groupes, que sont sorties les plus heureuses initiatives humanitaires.

.

Une fable, que nos voisins d'Outre-Manche ont eux-mêmes contribué à répandre, attribue, comme un privilège, au peuple anglais, l'amour du « home ». Rien n'est plus faux. Nous ne contestons certes pas l'existence de ce sentiment en eux, mais nous repoussons la prétention qu'ils ont, à se l'attribuer en propre, à l'exclusion des autres peuples. Il suffit de consulter nos statistiques, et de les comparer à celles de l'étranger, pour se rendre compte de notre supériorité à ce point de vue. Le goût de la propriété est plus développé que partout ailleurs, dans les classes humbles de notre société. Aucun autre pays ne peut s'enorgueillir à plus juste titre du nombre de pères de famille possédant une petite maison, où abriter les joies du foyer.

Et pourtant, bien peu d'encouragements ont été donnés jusqu'ici aux salariés, pour les entretenir dans ces salutaires désirs. Aussi les résultats obtenus, malgré les circonstances adverses, n'en sont-ils que plus admirables.

A Limoges, l'insuffisance spatiale et hygiénique est le caractère distinctif de la plupart des logements ouvriers. Un architecte limousin, M. Jules Tixier, en fait une effrayante

et pourtant véridique description. Il nous montre « les familles grouillant dans des sortes de huttes, dans des cabanes à lapins, bien inférieures aux demeures des troglodytes, encombrées par des monceaux infects de détritus, avec un grabat sordide occupé par une mère et cinq ou six enfants, ou bien un lit unique, où gisent plusieurs malades, aux pieds duquel se couche le reste de la famille.

« Faut-il parler de l'atmosphère empestée de ce local, décomposée par la tiédeur d'un fourneau de fonte qui enveloppe toute chose d'acide carbonique, et de cette puanteur nauséabonde qui rend l'air irrespirable et propage les maladies les plus terribles ?

« Aussi la tuberculose fait-elle, dans ces familles, de terribles ravages, car elle y trouve son milieu de culture, son existence philogénique.

« C'est dans ces taudis que la santé s'étiole, que la morale se disloque, que l'âme se dégrade, en même temps que le corps. C'est là que le père prend en dégoût son foyer, et déserte la famille pour le cabaret, où il contracte la haine pour la société.

« Puis viennent la paresse et l'alcoolisme, qui le conduisent aux pires déchéances.

« A la suite de cet état de choses, la mortalité, les épidémies, le désordre dans le ménage, la misère noire et sordide (1). »

Ces quelques lignes résument, de façon saisissante et vraie, toute l'horreur du « taudis » et ses sinistres conséquences morales et sociales, particulièrement dans une ville comme Limoges, dont la population est en majeure partie ouvrière. Pendant de longues années, les travailleurs de tout métier

1. *Limoges Illustré*. Logements ouvriers, par M. Jules Tixier.

n'eurent pas d'autres logements que ceux décrits précédemment. Le loyer en était relativement coûteux, s'élevant parfois de 250 à 300 francs.

Une telle situation demandait un prompt remède, et pourtant une solution rapide était difficile à obtenir, car la construction de maisons satisfaisant à tous les desiderata de l'hygiène est longue, et le nombre de ceux qui peuvent profiter de leurs avantages est minime, en comparaison des misères à soulager.

De plus, dans quelle voie s'orienteront les architectes ? créeront-ils des demeures individuelles ou de vastes phalanstères ? En un mot adoptera-t-on le principe de la propriété, ou de la location ? Les deux types existent à Limoges, et leur adoption réciproque a trouvé des partisans et des adversaires.

M. Tixier, à qui nous avons emprunté les lignes citées plus haut, est un ami de la location :

« Dans quel but faire de l'ouvrier un propriétaire ?

« Pourquoi vouloir donner à cet homme laborieux les
« allures d'un rentier sans fortune, alors que tout son gain,
« tout son avoir, est nécessaire et indispensable à l'éduca-
« tion et à l'entretien de sa famille ?

« Pourquoi lui attribuer un immeuble qualifié de bon
« marché, c'est-à-dire de camelote, qui, après quinze ans
« de service, nécessiterait de continuelles et ruineuses répa-
« rations ?

« Pourquoi lui donner l'illusion de posséder, alors qu'il
« est obligé de prendre hypothèque, aussitôt sa possession
« réalisée ?

« Pourquoi enfin laisser espérer aux enfants que la mort
« de leur vieux père amènera la vente de l'immeuble, puis-
« que aucun d'eux ne peut le conserver ?

« ... Donnons à l'ouvrier un logement en quelque sorte
« extensible ; qu'il puisse avoir plus ou moins grand, suivant
« les phases de sa vie, sans être lié à sa bicoque, trop petite
« lorsque les enfants sont avec lui, et qui devient trop
« grande et sans intérêt, lorsque l'hiver de la vie a répandu
« la neige sur ses épaules voûtées. »

Un mutualiste distingué, M. Léon Berland, préférerait la solution adoptée à Ulm, dans le Wurtemberg.

« A Ulm, et c'est désolant pour notre amour-propre national, d'aller chercher le progrès jusqu'en Allemagne, environ 4.000 habitants, c'est-à-dire le douzième de la population, ont été pourvus d'habitations agréables et saines, par la municipalité.

« Les maisons que la ville d'Ulm fait bâtir ne peuvent être l'objet de spéculations, puisqu'il est stipulé qu'elles ne peuvent être revendues qu'au bout de cent ans...

« La ville construit d'abord des maisons contenant deux logements, l'un de ceux-ci pouvant être sous-loué par le locataire et servir plus tard à ses enfants...

« Celui qui achète une de ces maisons pour 7.500 francs (y compris le terrain, les frais d'établissement de rues, et canalisations), doit payer 225 francs d'intérêt, plus environ 75 francs pour l'eau et autres taxes.

« Si l'acheteur sous-loue l'autre moitié de la maison moyennant 200 francs environ, son loyer personnel est si minime qu'il peut facilement consacrer à l'amortissement de sa dette une partie de ces 200 francs...

« A noter que lorsque l'acheteur se trouve embarrassé pour le paiement de ses annuités, la ville lui vient en aide au moyen de prêts spéciaux (1). »

1. *Mutualité du Centre*, mai 1909, Habitations à bon marché : M. Léon Berland.

Nous devons reconnaître que nos préférences vont à ce dernier type d'habitations. Il s'accorde, en effet, avec le goût indéniable de la propriété qu'ont tous les Français, et que prouvent nos statistiques. De plus, il combine, de la façon la plus heureuse, le principe de la propriété et celui de la location, accordant au propriétaire et au locataire des avantages réciproques, dont ils profitent en commun.

La première tentative d'installation de maisons ouvrières à Limoges date de 1901. C'est une société anonyme coopérative d'habitations à bon marché à capital variable, dont la dénomination est : « Le Foyer Limousin ».

« Article 2. — La société a pour but exclusif :

« De procurer à des personnes n'étant propriétaires d'au-
« cune maison, notamment à des ouvriers ou employés vi-
« vant principalement de leur travail ou de leur salaire, des
« maisons salubres et à bon marché, construites ou acqui-
« ses par elle, à Limoges et dans son rayon.

« A cet effet, elle se propose :

« 1° La construction de petites maisons possédant, autant
« que possible, une cour et un jardin à l'usage d'une seule
« famille.

« 2° La construction de grandes maisons à plusieurs loge-
« ments, ne donnant lieu qu'à de simples locations.

« 3° L'acquisition des terrains nécessaires aux construc-
« tions, à leurs annexes ou dépendances, bains, lavoirs, etc.,
« et à l'établissement s'il est besoin de rues, égouts et autres
« accessoires qui pourront être reconnus utiles.

« 4° L'acquisition et l'amélioration de tous immeubles.

« 5° L'attribution desdits terrains ou desdites maisons à
« ses actionnaires, en échange de leurs droits sociaux après
« libération d'un nombre d'actions égal à la valeur de l'ha-
« bitation.

« 6° Les prêts hypothécaires destinés à faciliter la construction ou l'acquisition de maisons à bon marché.

« 7° La location desdites maisons et dépendances.

« 8° La vente desdites maisons à des tiers soit au comptant, soit par paiements fractionnés.

« 9° Et généralement toutes opérations et transactions quoique non prévues, auxquelles lesdites constructions, acquisitions, locations, attributions et ventes, pourront donner lieu.

« Art. 6. — Le capital social est variable. Il est formé de parts ou actions de 25 francs chacune.

« Le capital de fondation est fixé à 200.000 francs, divisé en 8.000 actions.

« Art. 12. — Les actions sont payables :

« Un dixième au moment de la souscription et le solde par versements mensuels d'au moins 5 centimes.

« Tout retard dans ces versements portera intérêt à la Société à raison de 4 % l'an. »

En vue de hâter la libération de ses actions, tout actionnaire a le droit d'effectuer des versements supplémentaires en sus du versement minimum mensuel.

Ces actions sont toujours nominatives.

« Art. 11. — Chaque action, au prorata des sommes versées, donne droit à une part proportionnelle dans la propriété de l'actif social, et à un intérêt variable avec les produits de l'entreprise qui ne pourra être supérieur à 4 %. »

Le taux de cet intérêt est fixé annuellement par les assemblées générales. Les actionnaires peuvent être des actionnaires simples, c'est-à-dire ne recherchant d'autres profits que l'intérêt de l'argent avancé, ou des actionnaires locataires, visant à l'occupation, et plus tard à la propriété d'une maison, quand leurs actions, dont le montant total repré-

sente la valeur de l'immeuble, auront été entièrement libérées.

« Art. 18. — Toute personne majeure et toute association
« légalement constituée peuvent devenir actionnaires, sous
« réserve de l'agrément du conseil d'administration. Toute-
« fois, ne pourront devenir actionnaires acquéreurs que les
« personnes qui ne sont jusqu'alors propriétaires d'aucune
« maison. »

Sous certaines conditions de remplacement, les sociétaires locataires peuvent donner leur démission. Leur exclusion peut même être prononcée, « quand ils auront subi une condamnation définitive portant atteinte à l'honneur » (art. 20).

Quant au fonctionnement même de la société, il est le suivant :

« Art. 29. — Aucune maison individuelle ne peut être
« construite ou achetée et mise en état que sur l'initiative
« du conseil d'administration ou sur la demande d'un action-
« naire possédant un nombre d'actions dont le capital nomi-
« nal soit égal au prix de revient de ladite maison. »

Le conseil d'administration reste seul juge de l'opportunité de la construction collective.

« Art. 32. — Les maisons construites ou achetées et transformées par la société sont données à bail aux actionnaires
« ou groupes d'actionnaires, qui en ont demandé la construction ou l'achat, pour une période égale à celle de la
« libération des actions représentatives du prix de revient, le bail finissant le jour même du dernier versement de
« libération.

« Les baux sont consentis moyennant un loyer fixe, comprenant :

« 1° L'intérêt à 4 % du prix de revient de la maison.

« 2° Le paiement des frais généraux d'administration de

« la société au prorata de la valeur de la maison estimé à
« 1 0/0.

« 3° Le remboursement des impôts, redevance, frais d'entretien, eau, vidange, assurance contre l'incendie et de
« réparations et d'autres frais avancés par la société pour
« cette maison. »

Certaines mesures ont été prises pour aider le sociétaire dans l'acquisition de sa petite demeure :

« Art. 27. — Un compte de dépôt est ouvert à chaque
« actionnaire pour lui faciliter la libération de ses actions.

« A ce compte de dépôt seront portés chaque année :

« 1° Le montant des intérêts revenant aux sommes versées
« sur lesdites actions ;

« 2° Les économies réalisées sur le loyer ;

« 3° Les versements supplémentaires que tout action-
« naire a le droit d'effectuer pour hâter la libération de ses
« actions.

« Les sommes versées à ce compte de dépôt porteront
« intérêt à partir du premier jour du mois qui suivra celui
« pendant lequel les versements auront été effectués. Cet
« intérêt sera égal à celui fixé par l'assemblée générale pour
« les sommes versées sur les actions. »

La société est gérée par un conseil de neuf membres renouvelables tous les ans par tiers.

Ce conseil d'administration a des pouvoirs très étendus, il peut, en effet, emprunter jusqu'à concurrence de 100.000 fr., et consentir aux sociétaires des prêts hypothécaires s'élevant à la moitié de la valeur de leur immeuble.

« Art. 58. — Les bénéfices annuels de la société, après
« paiement de tous les frais généraux, sont employés :

« En premier lieu, à la concurrence d'un vingtième du
« produit net, à constituer la réserve légale :

« En deuxième lieu, à servir aux sommes versées sur les
« actions un intérêt qui ne pourra être supérieur à 4 % l'an.

« En dernier lieu, s'il y a un excédent, à former un fonds
« de réserve extraordinaire, lequel pourra servir à assurer
« la solidité ou le développement de l'œuvre entreprise par
« la société. »

Cette société est très intéressante, et son succès a été complet. De nombreux industriels en font partie et apportent ainsi leur aide à la constitution des foyers ouvriers. C'est une joie, pour nous, de le reconnaître, après avoir constaté l'absence presque complète d'institutions patronales.

Toutefois, après avoir rendu un hommage mérité à cette œuvre d'une haute portée humanitaire, nous croyons devoir formuler quelques réserves à son sujet. Ces vices d'organisation, dont nous voudrions entretenir maintenant le lecteur, nous ont d'ailleurs été signalés par des membres, désireux d'assurer la prospérité de leur société, et nous souhaitons que leur intelligente initiative amène les réformes nécessaires.

« Il est matériellement impossible, nous faisaient-ils re-
« marquer, d'édifier un immeuble pour un ouvrier qui a des
« enfants de sexe différent à moins de 7.800 francs, ter-
« rain compris. Cet immeuble sans être luxueux, aura cepen-
« dant, au rez-de-chaussée, une cuisine et une salle à man-
« ger ; au premier trois chambres à coucher dont deux
« grandes et une petite. Avec cela, cave et petit jardin. C'est
« l'idéal pour l'ouvrier honnête, aimant son intérieur.

« Mais, pour conquérir cet idéal, quelles seront ces char-
« ges ?

« Il devra :

« 1° Payer un loyer de 5 % sur 7.800 francs, soit 390 fr.

« 2° Un amortissement annuel de 187 fr. 20.

« Soit un total de 577 fr. 20 pendant vingt-deux ans environ.

« Il aura en outre à payer l'assurance (3 fr.) les frais de vidange, et une cote mobilière de 55 francs; enfin au bout de douze ans, un impôt foncier et un impôt des portes et fenêtres de 62 francs environ.

« En résumé, ce sont de très grosses charges, que peut seule supporter une minime partie aisée de la classe ouvrière. »

Il est d'ailleurs facile de remédier à ces inconvénients :

« Il faudrait pour cela, au lieu de prélever 5 % de loyer, se contenter de 3 % au maximum. Cette perte pour la société pourrait se rattraper de la façon suivante :

« Les actionnaires simples aux termes de nos statuts ont droit à un intérêt équivalent à celui alloué aux comptes de dépôt des sociétaires locataires. Or, on peut affirmer, sans trop s'avancer, que les personnes philanthropiques qui ont permis de constituer notre société se seraient contentées d'un intérêt minime, 1 % par exemple, au lieu de 4 % distribués cette année. Enfin, il faudrait que l'État, pour ces sociétés d'habitation à bon marché, ne fasse payer au sociétaire locataire, l'impôt foncier et l'impôt des portes et fenêtres, que lorsque ce dernier sera réellement propriétaire de l'immeuble qu'il occupe. »

Nous sommes entièrement de l'avis de notre aimable interlocuteur, mais il ne faut pas, croyons-nous, trop compter sur une solution légale. La diminution du taux d'intérêt alloué aux actionnaires simples constituerait une mesure presque suffisante, et qui nous semble devoir s'imposer également pour une autre raison. Trop souvent, la constitution de pareilles sociétés n'a d'autre but que de réaliser une spéculation fructueuse. Il faut, à tout prix, écarter le soupçon,

qui a peut-être déjà germé dans l'esprit des ouvriers limousins, qu'on les exploite au profit des patrons, des capitalistes, et pour cela abaisser le taux de l'intérêt.

La société a d'ailleurs déjà trouvé un moyen d'abréger les sacrifices pécuniaires de ses sociétaires.

Quand la somme qui reste à verser pour obtenir la libération complète des actions représentatives du montant de l'immeuble, est minime, le conseil d'administration fait contracter au locataire un prêt hypothécaire équivalent, qui lui permet d'entrer immédiatement en possession de sa maison. De cette façon le propriétaire ainsi institué n'aura plus comme charges que l'intérêt de son emprunt, au lieu de continuer à payer le loyer annuel, s'élevant à 5 % de la valeur totale de la construction.

Avec le « Foyer Limousin » c'est le principe de la propriété et de l'habitation individuelle, qui a été adopté. Nous allons maintenant rencontrer la solution adverse.

Une seule œuvre, avec les ressources dont elle peut disposer, ne peut songer, à solutionner, à elle seule, le problème du taudis. De plus, si l'on songe que Limoges ne comportait en 1907 que 6.816 maisons d'habitations, pour 22.472 ménages, on voit quelle tâche gigantesque aurait incombé à une société désireuse d'assurer un immeuble distinct aux 16.656 familles qui en sont dépourvues. C'est ce que comprit fort bien un ancien préfet de la Haute-Vienne, M. Lallemand. Le 4 juillet 1907, il invitait à une conférence tous les mutualistes de la ville, pour provoquer l'organisation d'une nouvelle société de logements hygiéniques et économiques. A la suite de cette conférence, où M. Lallemand dénonça les dangers du taudis, et de la tuberculose qui en résulte, fut fondée « l'Étoile de Limoges ».

« Art. 2. — La société a pour but exclusif la construction

« ou l'acquisition et l'aménagement de grandes maisons à
« plusieurs logements *ne donnant lieu qu'à de simples loca-*
« *tions*, ainsi que des dépendances ou annexes de ces mai-
« sons, telles que jardins, bains, lavoirs, etc., ou la location
« de jardins formant dépendances des habitations.

« Art. 6. — Le fonds social est variable.

« Le capital initial à souscrire est fixé à 120.000 francs,
« divisé en 4.800 actions de chacune 25 francs. »

Les mesures prises pour la libération des actions sont les
mêmes qu'au Foyer Limousin.

« Art. 9. — Chaque action donne droit, au prorata des
« sommes versées et non remboursées, à une part propor-
« tionnelle dans la propriété de l'actif social et à un intérêt
« qui ne pourra être supérieur à 3,25 %.

« Art. 30. — Après l'acquittement des charges de toute
« nature, il est opéré sur les bénéfices :

« 1° Un prélèvement de 5 % pour former le fonds dit de
« réserve légale, lequel devient facultatif lorsque ce fonds de
« réserve a atteint le dixième du capital social.

« 2° Un dividende maximum de 3,25 % par an du capital
« non remboursé, le dividende revenant aux actions non
« libérées devant être employé à leur libération.

« Le surplus, s'il en existe, forme une réserve spéciale
« destinée à assurer le fonctionnement de l'œuvre, à parer
« aux éventualités et, en cas d'insuffisance dans le produit
« net, à permettre la majoration des dividendes jusqu'à con-
« currence du maximum de 4 % du capital non remboursé.

« Art. 14. — Aucune construction ne pourra être commen-
« cée tant que la société n'aura pas en caisse la totalité du
« prix d'estimation.

« Si les fonds disponibles de la société ne permettent pas
« de satisfaire à toutes les demandes de location formées par

« des sociétaires, il sera procédé au tirage au sort des de-
« mandes.

« Art. 16. — La société est administrée par un conseil
« composé de douze membres, qui se renouvelle tous les
« ans par tiers. Pour les deux premières années, ce renou-
« vellement aura lieu par tirage au sort. Le roulement une
« fois établi, le renouvellement aura lieu par ancienneté. »

Pour aider à la souscription des actions de l'Étoile, s'est
créée parallèlement une association dénommée l'Intermé-
diaire des Coopérateurs Prévoyants.

« Article premier. — Cette association a pour but exclusif
« de procurer toutes les commodités nécessaires aux coopé-
« rateurs désireux de convertir les bonis que leur procure la
« coopération de consommation en actions de l'Étoile de
« Limoges. Elle n'est que l'auxiliaire de ladite société.

« Elle recevra de chacun de ses membres actifs et enre-
« gistrera à son compte particulier, pour leur valeur, tous
« les tickets de remises que cet adhérent aura obtenus des
« commerçants, industriels ou sociétés membres honoraires,
« à l'occasion de ses achats. Elle convertira ces tickets en
« leur valeur pécuniaire à la caisse desdits membres honorai-
« res qui les auront délivrés. Elle convertira l'épargne ainsi
« réalisée par chaque membre actif, en actions à son nom,
« de la susdite société l'Étoile de Limoges, qu'elle lui remet-
« tra s'il ne désire les lui laisser en dépôt.

« Art. 2. — L'association comprend :

« Des membres actifs qui, pratiquant en dehors d'elle la
« coopération de consommation, veulent utiliser ses services
« dans le sens défini à l'article 1^{er} ;

« Des membres honoraires qui sont des commerçants,
« industriels ou sociétés auxquels lesdits membres actifs
« s'adressent pour leurs achats.

« Art. 3. — Pour être membre actif de l'association, il
« faut remplir les conditions exigées pour être actionnaire
« de la société l'Étoile de Limoges par les statuts et règle-
« ments de celle-ci, et avoir versé au moins 2 fr. 50, somme
« représentant le dixième du montant d'une action de ladite
« société.

« Les membres actifs versent une cotisation annuelle uni-
« forme de vingt centimes (0 fr. 20).

« Art. 4. — Pour être membre honoraire, il faut être l'un
« des commerçants, industriels ou sociétés chez lesquels les
« membres actifs obtiennent des remises sur leurs achats. »

Les membres honoraires paient une cotisation annuelle.

Cette organisation annexe dont les promoteurs espéraient beaucoup, n'a pas encore donné tous les résultats attendus, ses membres ne s'étant pas attachés de façon suffisamment stricte à se fournir chez les membres honoraires.

Enfin pour assurer le paiement régulier des loyers, M. Lallemand a préconisé la création du loyer du chômeur, dont nous avons déjà parlé.

« Art. 2. — L'association a pour objet de faciliter le paie-
« ment régulier des loyers dus par des travailleurs que le
« chômage involontaire mettrait dans l'impossibilité momen-
« tanée de s'en acquitter en totalité ou en partie, et subsi-
« diairement des loyers dus par leurs veuves ou orphelins.

« L'association n'exercera son action qu'à l'égard de loca-
« taires occupant des maisons ou logements admis au bénéfice
« des dispositions de la loi du 12 avril 1906, après obtention
« du certificat de salubrité prévu par l'article 5 de ladite
« loi.

« Jusqu'à ce que ses ressources lui permettent d'étendre
« son intervention à tous les locataires ainsi définis, elle
« n'admettra, comme membres participants (voir l'article 3

« ci-après), que les locataires d'un immeuble appartenant à
« des sociétés d'habitations à bon marché fonctionnant léga-
« lement dans la ville de Limoges et allouant des subven-
« tions au Loyer du Chômeur.

« Art. 3. — L'association comprend :

« Des membres participants ;

« Des membres expectants ;

« Des membres bienfaiteurs.

« Les membres, quels qu'ils soient, doivent être Français
« et majeurs, jouissant de leurs droits civils et civiques.

« Art. 4. — Les membres participants sont ceux qui, étant
« locataires dans les conditions définies par l'article 2, peu-
« vent bénéficier de l'aide de l'association quand le chômage
« involontaire les met dans l'impossibilité momentanée de
« payer régulièrement tout ou partie de leur loyer.

« Ils sont tenus, pendant tout le temps qu'ils ne sont pas
« en chômage involontaire, au versement, dans la caisse de
« l'association, d'une cotisation annuelle, actuellement fixée
« à 1 franc pour 100 calculée sur le montant du loyer.

« Art. 5. — Les membres expectants sont ceux qui sont
« susceptibles de devenir membres participants par l'occu-
« pation de logements. Ils paient une cotisation annuelle de
« 1 franc.

« Les membres bienfaiteurs sont ceux payant une cotisa-
« tion d'au moins 10 francs, ou qui font à l'association un
« don de 50 francs.

« Le membre participant qui se trouve, par suite du chô-
« mage involontaire, dans l'impossibilité de prélever sur ses
« ressources tout ou partie du montant mensuel de son loyer,
« a droit, de la part de l'association, à des avances rem-
« boursables, pour l'aider au paiement régulier de ce loyer.

« L'association, toutefois, ne pourvoira pas, pour le même

« membre participant, à l'avance de plus de trois mensua-
« lités, consécutives ou non, au cours d'une même année
« civile.

« L'association ne saurait être engagée envers ses mem-
« bres participants recourant à elle pendant une même année,
« qu'à la répartition d'avances, dont le total correspondrait
« à l'intégralité de la somme fixée, avant le 20 décembre
« de l'année précédente, par le conseil d'administration,
« comme pouvant être distraite de l'avoir social, sans com-
« promettre l'existence même de la société. »

Grâce aux mesures ainsi prises, l'Étoile a pu réunir les
sommes nécessaires à la construction d'un immeuble, inau-
guré le 24 octobre 1909 et dont M. Tixier fait la description
suivante :

« Il comprend en sous-sol: local pour bains-douches (non
« encore installés) et caves.

« En entresol : un logement de trois pièces, bureau et
« salle de réunion du conseil d'administration (siège social).

« Le rez-de-chaussée : deux logements de deux pièces, un
« logement de trois pièces, une conciergerie de trois pièces.

« Le premier et le deuxième étages comprennent chacun
« deux logements de deux pièces, deux logements de trois
« pièces.

« Le troisième étage : un logement de deux pièces, deux
« chambres isolées pour célibataires.

« Chaque logement, même de deux pièces, est pourvu d'un
« cabinet de water-closets avec appareil de chasse ; l'eau
« est à discrétion et dans chaque cuisine. Une part de cave,
« de grenier et de jardin est aussi donnée à chaque locataire.

« Une fosse à ordures est installée dans le sous-sol et sur-
« montée d'une colonne de chute s'élevant jusqu'au faite de
« l'immeuble. Sur le palier de chaque étage, à la porte des

« logements, est placée une ouverture à occlusion hermétique, aboutissant à la colonne de chute, pour recevoir les ordures ménagères à mesure qu'elles se forment dans les cuisines ; de cette manière, les habitants n'ont à conserver dans leur logement aucun détritus, dont la fermentation est souvent, en été, la cause d'infection. Chaque matin, la fosse est débarrassée par les soins du concierge.

« Tous les logements sont éclairés à l'électricité. L'éclairage de l'escalier, des caves et grenier, est fait par les soins de la société, également à la lumière électrique.

« Un lavoir avec eau à discrétion, suffisant pour la population de la maison, est installé dans la cour, à la disposition de tous les locataires qui en usent largement.

« Un concierge assure le nettoyage et l'entretien de l'escalier et des locaux communs de l'immeuble.

« Les sociétaires locataires jouissent de prix de loyers réellement bas ; c'est ainsi que les logements de deux pièces sont loués annuellement 140 à 150 francs l'un, et ceux de trois pièces, de 245 à 255 francs, suivant leur situation aux divers étages de la maison, et ceci y compris tous les avantages que nous venons d'énumérer. »

Malgré ces avantages offerts par l'Étoile à ses membres, malgré ces réels mérites, l'organisation de la société nous semble présenter un grave défaut. C'est qu'elle aussi, comme nous l'avons reproché au Foyer Limousin, ne s'adresse qu'à un petit nombre, non point qu'elle exige de trop grands sacrifices, mais l'obligation qu'elle s'est imposée de ne construire que de vastes phalanstères, en soumet la construction à la réunion préalable du nombre de locataires destinés à l'habiter, et à la possession de la somme nécessaire. En un mot, dans le cas présent, il ne suffit pas d'adhérer à l'Étoile pour obtenir un logement hygiénique, il faut encore qu'un

nombre précis de sociétaires adhèrent en même temps. Aussi beaucoup sont-ils condamnés à rester les propriétaires collectifs d'immeubles qu'ils n'habiteront jamais.

Quoi qu'il en soit, et malgré les réserves que nous avons formulées à leur sujet, les tentatives faites pour doter la ville de Limoges sont des plus louables et méritent qu'on les encourage par tous les moyens.

Elles ne peuvent suffire à enrayer complètement toutes les conséquences du taudis, car leurs ressources sont trop faibles pour l'étendue des misères à soulager, mais elles se sont engagées dans la bonne voie, où les suivra peut-être bientôt la municipalité même de la ville. Il est, en effet, question de démolir tout un quartier de Limoges, véritable foyer d'épidémies de toutes sortes, où la tuberculose règne invincible. L'œuvre des sociétés de maisons ouvrières sera diminuée par là même, car les immeubles qui s'élèveront dans les nouvelles rues seront sans doute doués d'hygiène et de confort, mais nous sommes certains que les membres du Foyer Limousin ou de l'Étoile seront les premiers à se réjouir de l'inutilité relative de leurs efforts.

CHAPITRE X

Les crises de la famille et la mutualité

Les heureuses tentatives, que nous venons de louer, permettent d'espérer en l'avenir, et font entrevoir, qu'un jour peut-être, la classe ouvrière limousine logée dans des habitations saines, et non plus parquée dans des bouges, pourra combattre avec succès la tuberculose qui la décime. Mais, malgré le dicton, on ne vit pas uniquement d'espoirs, la réalité est là, menaçante, contre laquelle il faut lutter. L'ouvrier quitte l'atmosphère des ateliers saturée de microbes pour celle du taudis plus dangereuse encore, à moins que, fuyant la hideur de son foyer, il n'aille achever de se débilitier au cabaret, par l'absorption d'alcools multicolores. Aussi nous savons la funèbre éloquence des statistiques de maladies, la proportion énorme de tuberculeux parmi les porcelainiers, et l'on frémit quand on songe que bien rares sont les familles ouvrières dont quelques membres au moins n'appartiennent pas à la corporation de la céramique, malheureux, qui, demain peut-être, communiqueront à des parents ou des amis encore sains le germe du terrible mal. Alors même que la tuberculose ne les ronge pas, les miasmes respirés au cours du travail prédisposent leur organisme à nombre d'affections plus ou moins dangereuses.

Que vont devenir tous ceux qui sont atteints ? Des miséreux, condamnés à un perpétuel chômage, et qui devront mendier un secours avilissant aux bureaux de l'Assistance publique.

Heureusement, la situation n'est pas aussi grave, grâce à l'esprit de prévoyance dont sont doués la plupart des ouvriers de Limoges.

Ils ont su, en effet, grouper leurs ressources, unir les quelques sous, pouvant être prélevés sur leurs maigres budgets, et de l'association de tant de misères, une grande force est sortie, qui permet à chacun d'attendre de pied ferme les heures de crises, et d'en sortir prêt à reprendre la lutte quotidienne pour la vie.

C'est en mai 1829, que, pour la première fois, semble-t-il, des céramistes, les « Artistes en porcelaine », se sont associés pour se défendre contre la maladie. Leur société s'est conservée intacte pendant longtemps, et n'a disparu qu'au cours de ces dernières années.

Il faut attendre ensuite 1843, pour trouver de nouvelles créations.

Ces associations étaient à coup sûr primitives, et les statuts de celles qui ont survécu, ont subi de nombreux changements. Les recherches des actuaire's n'avaient pas encore élevé l'organisation de la mutualité à la hauteur d'une science, et ses premiers apôtres suppléaient à leur inexpérience par les mouvements spontanés du cœur. Leur but très simple était celui des antiques sodalités romaines : soigner les malades et enterrer les morts. Pour réaliser ce bel idéal de charité, ils unissaient leurs modestes ressources, et, prévoyants encore novices, puisaient sans compter à la caisse commune, suivant les besoins de l'heure présente. Bien vite d'ailleurs, ces néophytes acquirent plus de sûreté dans la

conduite de leurs œuvres et purent ainsi assurer à leurs membres des secours certains et efficaces.

Une véritable émulation s'empare bientôt de toute la classe ouvrière. En 1843, ce sont les employés de magasins, les useurs de grains, les polisseurs, qui fondent l'Homéophile, encore très florissante de nos jours. En 1846, les peintres, en 1847 pour la première fois, des femmes, les mouleuses et garnisseuses, se groupent également. Entre temps, les artistes en porcelaine avaient créé trois nouvelles sociétés de secours mutuels.

Dès lors l'élan est donné, les associations se multiplient et prennent des noms caractéristiques, la Concorde, la Prévoyance, l'Union, l'Espérance, le Progrès. Peu à peu toutes les catégories de céramistes sont représentées, et l'ensemble formé par toutes leurs œuvres est, de nos jours, véritablement imposant.

Au cours de cette évolution, un fait curieux s'est produit. Les premières fondations mutualistes n'admettaient, parmi leurs membres, que les artisans dont la profession était strictement déterminée. Sous l'influence des idées de fraternité et de socialisme, ce principe s'est atténué ; la rigueur primitive des statuts s'est adoucie, et bientôt l'accès des sociétés a été permis aux ouvriers non seulement céramistes, mais de toutes professions. Un mouvement analogue se dessinait d'ailleurs dans les groupements des autres corporations, et aujourd'hui la presque totalité des sociétés de secours mutuels s'ouvrent aux travailleurs de tout corps d'état. Elles n'ont pas, pour cela, modifié leurs dénominations, mais leur formule indique uniquement la situation des fondateurs, et non de tous les sociétaires.

Il en résulte qu'il est assez difficile d'évaluer la proportion des mutualistes, existant parmi les porcelainiers. Tou-

tefois, nous avons tout lieu de croire que cette proportion concorde avec celle donnée par les statistiques pour la population limousine tout entière. Elle serait dans ce cas de 75 %, chiffre très élevé, dont les habitants de la ville ont le droit légitime d'être fiers.

Malgré les divergences de détail qui existent entre les statuts des sociétés, le mouvement mutualiste a obéi dans son ensemble à des principes invariables, qu'il est intéressant de rechercher.

Les différents types de sociétés sont représentés à Limoges : sociétés d'hommes, de femmes, sociétés mixtes et scolaires. L'ouvrier qui hésite souvent à s'imposer quelques privations pour adhérer au syndicat, paie, ordinairement, très exactement sa cotisation de mutualiste, car il ne se passe guère d'année, où il n'ait à en éprouver les bons effets. Toutefois, la mutualité familiale proprement dite n'a pas obtenu tout le succès, que l'on aurait pu attendre, dans un milieu, qui paraissait merveilleusement préparé pour son développement. Peut-être faut-il voir dans ce fait, la conséquence de l'idée traditionnelle, qui absorbe le principe de la famille dans la personne même du père, parfois au détriment de certains de ses membres.

Les statuts des associations soumettent ordinairement l'admission des sociétaires, à des conditions d'âge très strictes. La plupart refusent les candidats ayant plus de 30 à 35 ans. Les événements ont montré que ces exigences n'étaient pas inutiles. En effet, certains ouvriers imprévoyants, confiants dans leur santé présente, ont négligé d'assurer l'avenir. Plus tard, les infirmités et les maladies venues ont suscité en eux le regret de leur imprudence. Devant l'impossibilité de pénétrer dans des sociétés que rebutait l'imminence de charges nouvelles et très lourdes, ces blessés de la vie ont cher-

ché à en créer d'autres, dont les statuts seraient appropriés à leurs besoins, et faits sur la mesure de leurs souffrances. Mais ces besoins et ces souffrances étaient grands ; pour assouvir les uns, et pour calmer les autres, ils ont tenté d'attirer parmi eux un élément jeune et encore indemne, qui apporterait ses cotisations, sans causer de dépenses à la caisse commune. Certaines associations, aux promesses trompeuses, ont été ainsi fondées, et bientôt, les membres déjà âgés qui formaient la majorité, ont modifié les règlements de façon avantageuse pour leur propre cas, et les imprudents qui s'étaient joints à eux, n'ont eu d'autres ressources que de donner leur démission, abandonnant par force les sommes versées à l'œuvre. Heureusement de tels exemples sont peu fréquents, et ne sauraient porter atteinte à l'ampleur et à la beauté du mouvement mutualiste.

Les cotisations exigées ne sont, en général, pas progressives et les sociétaires paient tous la même somme. Toutefois les nouveaux membres acquittent un droit d'admission variable avec leur âge. Ce principe de l'unification des cotisations nous paraît excellent. Il s'accorde très bien avec la mentalité des adhérents. Ceux-ci, en effet, préfèrent payer toute leur vie la même somme, fût-elle plus élevée pendant les premiers temps, que de voir leurs sacrifices pécuniaires augmenter avec les années, et leur imposer ainsi une charge de plus en plus lourde.

Moyennant, le paiement régulier des cotisations, les sociétés assurent aux participants des secours très étendus. L'indemnité de maladie est, en effet, illimitée, quant à sa durée. Les statuts prévoient ordinairement des phases trimestrielles, ou semestrielles, avec traitements décroissants. Pendant le dernier semestre de maladie, le sociétaire touche ainsi de 0 fr. 75 à 1 franc par jour. Cette disposition très généreuse

explique en partie la non-acceptation des membres trop âgés, car les frais de telles associations sont énormes, et l'admission de sociétaires, immédiatement susceptibles d'être secourus, serait un véritable danger pour la vitalité de l'œuvre. Malgré cette précaution, l'extension des secours impose des charges très lourdes et qui peuvent paraître inquiétantes.

Ce n'est pas l'opinion d'un membre du conseil supérieur de la Mutualité, M. Vermont, qui le 25 septembre 1900, dans une réunion tenue à Limoges, s'écriait : « Vous ne suivez pas les principes scientifiques de messieurs les actuels qui prétendent faire de la mutualité avec des chiffres et de l'algèbre, vous la faites avec le cœur, et c'est mille fois préférable. »

Nous ne voudrions pas combattre un optimisme aussi autorisé, mais nous ne pouvons nous décider à le partager entièrement. Il est certainement pénible, en matière philanthropique, d'avoir à opposer aux élans les plus généreux l'obstacle de calculs rigoureux et précis, mais l'on ne saurait pourtant les négliger de façon complète. Il ne faut pas se fier à la prospérité obtenue dans les premiers temps de la fondation d'une société de secours mutuels, car les dépenses augmenteront avec les années, et peut-être un jour, par l'imprévoyance de ses dirigeants, la caisse se trouvera vide. C'est l'histoire connue de nombreuses associations de ce genre. Jusqu'ici, heureusement, le mouvement limousin n'a pas eu à enregistrer de telles catastrophes, mais quelle doit être la prudence des commissions directrices !

En effet, la libéralité des statuts a causé une élévation progressive dans la moyenne des journées de maladies par sociétaire. Alors que la plupart des sociétés arrivent à une proportion variant de 4 à 8 jours, les associations limousines paient environ 16 jours de maladie à chacun de leurs

adhérents. Ce chiffre n'est nullement exagéré, et parfois au-dessous de la vérité. C'est ainsi qu'en 1906, la société des peintres et doreurs sur porcelaine, qui est la plus nombreuse de ce genre, a payé 19.730 journées de maladies pour un effectif de 817 sociétaires, soit plus de 24 journées par unité.

Pour subvenir à ces frais énormes, les œuvres mutualistes n'ont que des ressources modestes.

En dehors des cotisations des membres participants le budget des recettes comporte une petite subvention départementale et municipale, et quelques amendes.

Il faut également compter les cotisations des membres honoraires, mais ceux-ci sont relativement peu nombreux. Certains mutualistes réclament même leur suppression, car ils reprochent à leur participation d'avoir le caractère d'une aumône. Le terme nous paraît un peu gros ; en tout cas, leur utilité ne saurait être niée, même par leurs détracteurs les plus farouches, car leur apport aide parfois à équilibrer une balance de caisse difficile. C'est ainsi que nous relevons, dans le bilan d'une société limousine, les lignes suivantes :

« Soit une augmentation de.... tant..., de laquelle nous
« devons retrancher les sommes versées, à valoir *sur le dé-*
« *ficit des précédents exercices*, soit..... tant. »

Ces quelques phrases montrent mieux que de longues explications, les difficultés rencontrées par une générosité que ne tempèrent pas toujours les avertissements de la science.

Il existe entre les multiples membres des sociétés de secours mutuels un très réel esprit de solidarité que les dispositions statutaires, telles que l'obligation d'assister aux obsèques de leurs collègues, contribuent à entretenir.

De plus ce sont les adhérents eux-mêmes qui assurent en partie le fonctionnement de l'œuvre, en remplissant à tour de rôle et pendant le délai ordinaire d'un mois les fonctions de visiteur. Ils contrôlent par eux-mêmes l'état des malades dont ils rendent compte, et leur distribuent les secours qui leur sont dus. Tout favoritisme est sévèrement puni d'une amende.

Après avoir ainsi signalé les caractéristiques générales du mouvement mutualiste, il nous reste à pénétrer un peu plus intimement dans l'organisation interne des sociétés. Nous analyserons dans ce but les statuts de l'œuvre la plus nombreuse. C'est la Société de secours mutuels des peintres et doreurs sur porcelaine, porcelainiers et tout corps d'état.

Elle fut fondée le 1^{er} décembre 1850 et approuvée le 19 février 1855. Elle comptait 837 membres participants en 1909, et 35 membres honoraires.

La société admet dans son sein les ouvriers ou employés de tous corps d'état, âgés d'au moins seize ans et au plus de trente, reconnus valides par le médecin de la Société, ayant une conduite régulière et domiciliés depuis six mois dans la commune de Limoges.

A côté de ces membres participants, il existe des membres honoraires des deux sexes, dont le nombre est illimité, et l'admission dispensée de toute condition d'âge ou de domicile. Leur cotisation est de 20 francs par an.

Le nombre des membres participants, par contre, ne peut dépasser 2.000. Jusqu'à vingt-cinq ans, les membres nouveaux ne paient pas de droit d'admission. Après, ils en paient un de 10 francs augmentant de 3 francs par an jusqu'à trente ans, date extrême de l'entrée dans la société. Pendant la durée de leur service militaire les sociétaires ne paient plus leur cotisation, mais renoncent aux secours. Dans les six

mois suivant la libération définitive, ils peuvent refaire partie de la société, et reprendre leur numéro matricule, mais en satisfaisant à nouveau aux prescriptions d'adhésion.

La société est administrée par un bureau composé d'un président, un trésorier, un trésorier-adjoint, un receveur-secrétaire, et vingt-quatre secrétaires, parmi lesquels deux d'entre eux, après un acte du bureau, rempliront annuellement les fonctions de vice-présidents.

Une commission de contrôle composée de onze membres, et prise en dehors du bureau, est nommée pour un an, et renouvelable par tiers.

Toutes ces fonctions sont gratuites, sauf celles de receveur-secrétaire, et de secrétaire des recettes, touchant le premier 1.440 francs, le second des jetons de présence de 2 fr. 50.

La société se réunit en assemblée générale ordinaire, les troisièmes dimanches d'avril et d'octobre, et les membres participants doivent y assister, sous peine d'amende, à moins d'être âgés de soixante ans.

Le traitement des sociétaires malades, depuis plus de quatre jours, est pris sur les fonds en caisse; il est ainsi fixé :

1^o Durant les premiers quatre-vingt-dix jours de maladie, 2 fr. 25 par jour moins le dimanche ;

2^o Après quatre-vingt-dix jours, la société alloue une somme de 0 fr. 50 par jour, moins le dimanche, au cas où la maladie se prolongeant mettrait le sociétaire dans l'impossibilité de reprendre le travail.

Il existe parallèlement une caisse d'assurance, sur les fonds de laquelle sont payés les sociétaires reconnus malades, au deuxième traitement, et qui ne sont en jouissance d'aucune retraite.

Les sociétaires retraités ou hospitalisés participent aussi aux distributions de la caisse d'assurance.

Les sommes ainsi allouées sont celles produites par l'intérêt du capital de cette caisse, jusqu'à concurrence du maximum de 0 fr. 25 par jour, moins le dimanche.

La répartition est faite toutes les semaines, sauf 10 % réservés pour l'imprévu.

Tout sociétaire, dont l'état de santé nécessite un séjour aux eaux thermales, bains de mer, stations hivernales, reçoit 20 francs pour une saison de quinze jours au minimum.

En cas de décès, une délégation de 75 membres assiste à l'enterrement. Une indemnité de 200 francs, à laquelle chaque sociétaire participe pour 0 fr. 15, est remise à la veuve du mort, ou à son défaut, à la famille descendante d'abord, ascendante ensuite.

Après la mort de la femme d'un membre participant, le sociétaire, devenu veuf, touche 100 francs prélevés sur la caisse.

Le fonds social se compose des droits d'admission, des cotisations des membres honoraires et participants, des amendes, des fonds placés et de leurs intérêts échus, des dons et legs approuvés, et des subventions.

Le capital se divise en trois comptes distincts :

1° Le compte fonds de maladies et de funérailles;

2° Le compte fonds de caisse d'assurance.

Leur réunion constitue le compte courant disponible.

3° Le compte fonds de retraite constituant le fonds commun inaliénable.

Une somme égale à une année complète de cotisations participantes est en réserve au compte fonds de maladies et de funérailles.

Pour participer aux avantages statutaires, les membres

payent une cotisation mensuelle de 2 fr. 60 (dont 0 fr. 10 vont à la caisse de retraite), plus 0 fr. 50 pour la pharmacie mutualiste, et 0 fr. 15 pour chaque décès de sociétaire ou d'épouse de sociétaire.

Tout adhérent en retard de quatre mois pour le paiement de ses cotisations, et qui n'a pas produit d'excuses valables, est exclu de la société.

Enfin, à l'instar de beaucoup d'autres, la société a constitué un fonds de retraite, dont nous aurons à reparler.

Les différentes associations mutualistes qui existent à Limoges sont régies par des principes semblables, qui nous dispensent de les étudier séparément.

Les sociétés de femmes elles-mêmes ne présentent pas de particularité saillante, mais leurs cotisations sont moins élevées, ainsi que les secours accordés. De plus, elles octroient une indemnité de 10 francs, en général, en cas d'accouchement d'une adhérente.

Depuis 1891, les différentes sociétés de secours mutuels, sans attendre l'autorisation légale de 1898, ont fondé une union qui a finalement été autorisée le 21 novembre 1902.

Art. 2. — « Cette association, tout en respectant complètement l'autonomie et la liberté des sociétés dans leur gestion inférieure, leur mode d'administration, l'établissement des cotisations, et la façon dont chacune d'elles applique la mutualité, a pour but :

« 1° De relier entre elles les sociétés de secours mutuels et de créer ainsi une union qui représente l'ensemble des sociétés et travaille aux intérêts communs ;

2° De fournir aux présidents et aux délégués les moyens de se rencontrer, et de se consulter, de s'éclairer réciproquement et de chercher ensemble tout ce qui pourra favo-

Situation Numérique et Financière des Sociétés de Secours Mutuels au 1^{er} janvier 1909

Dénomination des Sociétés	SIÈGE	DATE de la fondation	Nombre de membres		Recettes de l'année 1908			Dépenses de l'année 1908						AVOIR disponible	VERSÉ à la caisse des retraites	AVOIR à la caisse des retraites	AVOIR total
			Hono- raires	Parti- cipants	Coti- sations des membres parti- cipants	Dons et subven- tions	Total de toutes les recettes	Frais de journées de maladies	Frais médicaux	Frais phar- ma- ceuti- ques	Frais funéraires, secours aux veuves et orphelins	Frais de gestion	Total de toutes les dépenses				
I. — Sociétés approuvées.																	
Sociétés d'hommes.																	
Typographes et relieurs.....	Limoges	1 ^{er} mai 1835	8	123	3.039 50	351 25	4.119 39	1.494 »	231 50	300 »	150 »	125 »	3.101 65	12.850 70	»	8.059 67	20.910 37
Cordonniers.....	id.	1 ^{er} nov. 1842	16	431	17.798 50	2.319 80	24.623 64	7.089 50	1.159 »	2.186 95	3.000 »	485 »	21.517 65	56.455 99	2.000 »	51.818 88	108.274 87
L'Humanitaire.....	id.	1 ^{er} juin 1843	19	224	7.468 15	1.076 15	10.544 71	8.820 »	650 »	1.177 »	350 »	441 70	12.293 70	8.401 19	»	15.794 44	24.197 63
La Fraternelle des sabotiers.....	id.	26 nov. 1849	3	356	10.307 50	1.691 10	15.633 87	7.071 50	904 75	2.216 55	2.400 »	650 »	14.675 05	31.985 89	1.200 »	55.487 13	87.473 02
Peintres et doreurs sur porcelaine.....	id.	25 nov. 1845	35	837	30.248 »	3.899 05	45.304 83	18.612 25	1.920 »	4.644 »	6.500 »	1.493 55	38.222 10	74.283 74	2.216 »	183.519 13	257.802 87
Ouvriers en bâtiments.....	id.	2 oct. 1851	51	137	3.128 »	493 85	6.076 05	3.133 50	250 »	477 »	7.243 »	300 »	6.373 10	25.843 67	»	25.843 67	»
L'Espérance.....	id.	24 sept. 1856	10	551	22.118 60	2.289 »	26.641 »	12.549 50	1.872 »	3.031 50	2.240 »	784 »	21.192 15	29.253 73	100 »	8.539 04	37.792 77
La Prévoyance.....	id.	26 mars 1859	»	108	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
La Bienfaitrice.....	id.	23 déc. 1859	7	420	13.702 50	1.599 20	16.700 23	8.432 75	1.553 »	2.662 60	1.800 »	601 25	15.575 10	20.300 37	350 »	19.332 84	39.633 41
Menuisiers et ébénistes.....	id.	21 mars 1845	7	63	1.918 10	230 65	2.807 46	970 »	165 »	»	120 »	112 75	1.994 35	11.526 87	287 40	21.676 »	33.202 87
Charpentiers.....	id.	22 sept. 1862	11	89	2.836 75	258 »	4.213 18	2.201 »	252 »	468 »	168 »	148 25	3.357 40	9.250 21	100 »	13.268 72	22.518 93
L'Union Fraternelle.....	id.	3 janv. 1870	8	110	2.539 25	371 30	4.205 35	1.708 60	353 »	530 85	400 »	162 50	3.565 45	20.721 70	»	»	»
Ouvriers sur métaux.....	id.	6 nov. 1877	1	196	6.633 01	796 70	7.982 65	3.224 50	555 »	1.107 »	800 »	195 »	6.311 40	11.251 19	222 »	6.640 92	17.892 11
La Bienfaisance.....	id.	25 nov. 1849	11	578	19.074 75	2.288 55	23.749 81	16.138 10	1.724 »	»	3.938 40	1.039 60	23.350 10	15.910 61	»	55.438 26	71.348 87
La Concorde.....	id.	2 oct. 1889	15	467	15.892 60	1.413 40	19.255 53	12.613 25	1.205 »	2.585 »	1.350 »	620 10	19.163 35	25.661 98	500 »	12.349 61	38.011 59
L'Universelle.....	id.	7 sept. 1892	23	740	16.450 »	2.528 95	29.210 60	13.093 50	2.312 »	2.711 95	1.100 »	1.116 25	22.740 95	61.051 05	»	»	61.051 05
L'Amicale.....	id.	9 sept. 1895	5	70	1.750 95	208 30	2.507 93	1.541 25	161 »	355 50	»	64 65	2.237 »	5.428 33	»	»	»
La Fraternelle des tanneurs et corroyeurs.....	id.	30 mars 1850	19	102	2.460 55	519 45	4.899 37	2.622 75	282 »	568 50	375 »	124 »	4.427 40	14.871 62	408 60	7.245 78	22.117 60
Modelleurs et mouleurs en plâtre céramistes.....	id.	19 mai 1900	1	92	2.689 40	324 25	4.128 61	1.491 10	211 50	850 »	350 »	140 »	3.225 55	11.773 19	157 95	»	»
L'Utile.....	id.	6 nov. 1900	1	242	7.906 20	922 »	10.878 80	2.367 »	737 »	1.380 »	1.475 »	422 55	6.763 55	18.142 09	240 »	3.677 62	21.819 71
L'Avenir.....	id.	15 déc. 1900	7	260	10.301 50	867 65	11.253 15	5.023 »	737 50	1.669 50	1.902 50	391 35	9.723 83	6.819 71	»	»	»
La Laborieuse.....	id.	16 avril 1902	21	242	7.324 60	806 17	8.953 17	5.371 25	825 35	912 75	1.540 »	308 40	9.637 75	3.902 19	229 »	2.130 56	6.032 75
L'Alliance Limousine.....	id.	12 juin 1903	1	143	3.830 50	441 50	5.925 43	2.542 »	411 »	866 90	900 »	213 50	5.118 30	4.747 29	47 50	1.458 54	6.205 83
L'Ouvrière Limousine.....	id.	28 déc. 1903	1	184	6.228 65	512 90	7.884 59	2.196 75	534 »	1.031 55	1.200 »	253 75	6.144 30	8.396 62	»	1.802 65	10.209 27
La Clairvoyante.....	id.	18 mars 1904	14	178	6.126 »	528 45	7.584 72	3.340 25	611 »	1.197 »	900 »	241 35	6.306 15	8.238 84	»	1.908 59	10.147 43
L'Avenir des peintres céramistes.....	id.	4 mai 1906	1	73	2.117 50	199 50	2.639 15	218 »	80 »	452 50	»	75 »	845 »	4.771 87	»	»	»
Les Mutualistes limousins.....	id.	12 juin 1906	7	112	3.802 »	415 75	4.804 13	2.186 75	610 »	670 55	400 »	259 50	4.306 03	4.444 57	100 »	303 76	4.748 33
Sociétés de femmes.																	
L'Union des mouleuses.....	id.	27 janv. 1858	1	295	6.090 »	1.272 75	9.072 26	3.805 50	185 »	»	1.200 »	320 »	8.280 95	23.013 51	540 »	24.549 32	47.562 83
La Mutualité Limousine.....	id.	18 juin 1901	20	862	11.400 »	2.839 35	25.414 86	10.382 25	2.699 »	3.310 »	2.530 »	1.149 »	20.181 65	46.345 34	»	»	46.345 34
L'Avenir Modèle.....	id.	1 ^{er} févr. 1902	9	126	2.664 15	434 96	3.416 49	1.739 25	351 »	456 83	290 »	131 25	3.167 73	2.931 54	118 80	»	2.931 54
La Solidarité.....	id.	22 mars 1902	16	308	5.701 »	1.288 59	9.516 34	2.952 50	930 »	1.501 70	800 »	360 25	7.389 65	12.273 07	500 »	6.619 31	18.892 23
L'Amicale des Dames.....	id.	16 juill. 1903	5	363	7.202 20	1.359 20	10.568 23	3.317 25	810 »	1.860 »	764 »	350 »	7.560 65	11.301 78	380 »	4.704 71	16.006 49
La Ruche Limousine.....	id.	31 janv. 1905	4	119	2.298 40	467 50	3.397 39	902 50	406 »	600 »	67 »	127 30	2.331 10	4.858 07	170 »	524 01	5.382 08
Mutualité Maternelle Limousine.....	id.	17 mai 1905	»	260	1.366 31	1.235 70	2.764 01	760 »	»	»	»	»	2.181 20	4.131 72	1.400 »	»	»
Le syndicat de l'aiguille.....	id.	11 avril 1906	11	112	879 50	398 03	1.930 88	427 »	162 »	484 35	30 »	24 90	1.298 25	4.908 49	60 »	»	»
L'Abeille Limousine.....	id.	4 mai 1906	13	370	6.682 10	986 85	8.159 45	3.553 25	1.037 »	1.308 90	200 »	473 25	6.969 91	2.159 09	111 51	402 79	2.561 88
La Prévoyance des dames.....	id.	4 mai 1908	7	188	4.112 »	»	4.370 90	609 25	279 »	368 »	400 »	186 »	1.612 75	2.758 15	»	»	»
Sociétés mixtes.																	
L'Union { Section des hommes.....	Saint-Junien	25 mars 1859	32	359	11.953 50	372 »	16.991 72	4.502 »	1.038 90	1.678 »	3.000 »	650 »	16.796 65	7.929 16	1.000 »	»	»
{ Section des femmes.....	id.	id.	18	81	1.471 50	75 »	1.875 81	»	294 40	600 »	100 »	70 »	1.214 90	6.926 32	»	»	»
La Mutualité de l'Enseignement.....	Limoges	24 oct. 1891	38	341	3.670 »	26 30	4.287 68	»	1.053 »	1.149 30	200 »	276 »	3.816 15	4.199 66	405 »	»	»
La Famille Lithographique du Centre.....	id.	20 avril 1901	7	57	924 »	212 30	1.650 76	»	»	»	»	15 20	15 20	11.088 63	»	»	»
La Fraternelle Limousine.....	id.	11 avril 1906	»	78	851 05	256 80	1.118 75	»	»	»	»	50 »	778 35	596 18	»	»	»
Sociétés scolaires.																	
De Limoges.....	id.	12 janv. 1899	22	2.542	13.428 45	728 65	15.087 15	5.935 20	»	»	180 »	714 94	15.541 15	17.619 23	8.617 »	»	»
II. — Sociétés libres.																	
L'Homéophile.....	id.	1 ^{er} août 1844	»	315	11.175 »	994 70	14.002 65	7.135 20	936 »	»	1.400 »	491 50	10.241 55	36.316 63	»	»	»
Les mères chrétiennes ouvrières.....	id.	13 avril 1892	»	58	562 20	»	598 65	»	»	»	725 65	26 60	752 25	1.268 20	»	»	»

« riser l'extension des sociétés, de leur progrès au double
« point de vue matériel et moral ;

« 3° De proposer des mesures générales dont l'exécution
« toujours libre et volontaire de la part des sociétés adhé-
« rentes permettrait de diminuer les frais de chacune d'elles,
« d'obtenir des réductions de tarifs, d'améliorer le service
« des malades ;

« 4° D'aider au développement des sociétés et de leur
« assurer une marche facile et régulière en recherchant et
« provoquant en commun toutes les mesures administrati-
« ves pouvant contribuer à leur bien-être et à leur pros-
« périté ;

« 5° De recevoir et d'étudier toutes les communications,
« propositions et tous documents qui peuvent être soumis
« à son examen ;

« 6° De contribuer moralement, et au besoin pécuniaire-
« ment selon ses ressources, à la création d'œuvres com-
« munes pouvant alléger les charges des sociétés ou aug-
« menter le bien-être de leurs membres. »

Les avantages de cette union sont manifestes, aussi, très
rares sont les sociétés non adhérentes.

L'activité infatigable des mutualistes méritait au plus haut
point d'être encouragée ; la municipalité de Limoges l'a
compris, et accorde une subvention assez forte qui, pour
l'année 1910, s'est élevée à 31.240 francs.

Les résultats obtenus jusqu'ici ont récompensé les efforts
des sociétés, et nous ne croyons pouvoir en donner une
preuve plus convaincante qu'en publiant le bilan de chacune
d'elles au 1^{er} janvier 1909.

CHAPITRE XI

Services annexes de la mutualité

Nous avons signalé, dans le précédent chapitre, le nombre et la prospérité actuelle des sociétés mutualistes. Les efforts de leurs promoteurs ne se sont pas uniquement bornés à leur fondation et à leur direction. Encouragés par le succès obtenu, animés aussi d'un zèle humanitaire inlassable, ils ont cherché à dépenser généreusement leur activité dans toutes les voies qui leur étaient ouvertes. Ils ont compris que la mutualité ne devait pas se confiner dans la seule organisation de sociétés destinées à secourir leurs adhérents à l'heure de la maladie et de la mort, qu'elle avait un rôle social possible, autrement vaste, et ils ont ainsi créé ces œuvres annexes, dont nous allons nous occuper maintenant.

L'une des plus intéressantes parmi ces œuvres, parce qu'elle complète de façon très heureuse la mission première des sociétés de secours mutuels, est une pharmacie gratuite, à laquelle nombre d'entre elles ont adhéré. Un des principaux avantages de cette pharmacie est de faire bénéficier tous les membres de la famille, du service des médicaments. Elle élargit ainsi le cercle d'action ordinaire de la mutualité, qui est restreint à la personne du seul sociétaire, père ou mère, parfois les deux, mais laisse de côté les enfants, que tant de maladies guettent pourtant, et dont l'organisme en-

core frêle réclame des soins constants et souvent coûteux.

L'union des sociétés de secours mutuels pour l'exploitation d'une pharmacie fut approuvée par un arrêté ministériel du 12 novembre 1898.

L'œuvre fonctionne depuis janvier 1900. Huit sociétés ont aidé à sa fondation, donnant un effectif de 2.491 membres.

Pour l'achat du matériel et des drogues restant en magasin, chaque société a versé 5 francs par tête de sociétaire. C'est ce qui constitue le droit de copropriété.

« Art. 3. — Peuvent faire partie de l'Association :

« Les sociétés de secours mutuels constituées pour donner,
« en cas de maladie, à leurs membres participants, des secours en argent et en médicaments ; aux membres des
« familles de leurs sociétaires y ayant droit, des secours en
« médicaments.

« Art. 6. — La société qui sollicite son admission doit joindre à sa demande :

« 1° Un exemplaire des statuts, règlements, arrêtés, décrets ou décisions qui la régissent ;

« 2° Une décision de son assemblée générale autorisant
« formellement et expressément ses délégués à contracter
« valablement pour elle.

« Art. 7. — Elle paie, à titre de droit d'association, sa part des frais d'acquisition et d'installation de la pharmacie, sur la même base que les sociétés fondatrices, soit à raison et par membre de son effectif. Elle deviendra ainsi copropriétaire au même titre que les sociétés qui ont souscrit l'acte d'association présent.

« Un an après la fondation de la pharmacie, la société postulante devra en outre payer un droit d'entrée de 1 franc par membre de son effectif. Cette somme sera versée d'office au fonds de réserve.

« Art. 4. — Les médicaments sont délivrés gratuitement
« aux membres participants des sociétés associés et aux
« membres de leur famille habitant sous le même toit,
« moyennant le paiement par chaque société adhérente, d'un
« prix d'abonnement fixé à 6 francs par an et par socié-
« taire participant, payable par fractions trimestrielles et
« d'avance. »

Adjonction explicative.

« Les médicaments sont délivrés gratuitement aux mem-
« bres participants des sociétés adhérentes et aux membres
« ci-après désignés composant leur famille, habitant sous leur
« toit et ne formant avec eux qu'un seul et même feu, savoir :

« Au sociétaire, à son épouse, à ses enfants jusqu'à l'âge
« de 21 ans, au père et à la mère des époux s'ils sont âgés
« de plus de 50 ans et s'ils ne font partie d'aucune société
« de secours mutuels et aux aïeux s'ils se trouvent dans les
« mêmes conditions. Ces diverses personnes seront inscrites
« sur le livret du titulaire du carnet si elles habitent sous
« le même toit. Dans le cas spécial où le père et la mère
« seraient reconnus atteints d'infirmités les mettant dans
« l'impossibilité de travailler, la gratuité leur serait accor-
« dée, quel que soit leur âge.

« Les enfants restés à la charge du père et reconnus ad-
« missibles par les médecins des sociétés auront droit à la
« gratuité des médicaments sans limite d'âge, après avoir
« fourni les justifications nécessaires.

« Pour les cas non prévus, des autorisations spéciales
« pourront être demandées par le sociétaire.

« Art. 16. — Les sociétés composant l'Association ont droit,
« au profit de leurs membres malades, à tous les médica-
« ments délivrés à la pharmacie, soit à titre gratuit, lors-

« qu'ils sont demandés par ordonnance des docteurs, soit
« contre remboursement de leur valeur, lorsqu'ils sont de-
« mandés sans ordonnance.

« Art. 32. — Les recettes de l'Association se composent :

« 1° Des droits d'entrée mentionnés à l'article 7 ;

« 2° Du montant de l'abonnement des sociétés adhérentes ;

« 3° De la valeur des médicaments délivrés sans ordon-
« nances ;

« 4° Des dons volontaires qui lui sont faits ;

« 5° Des intérêts des capitaux placés ;

« 6° De tous autres produits éventuels.

« Toutes les recettes sont recouvrées par le trésorier et
« versées à la caisse.

« Art. 33. — Les dépenses consistent en :

« 1° Achat de médicaments et drogues simples ou com-
posées ;

« 2° Location des magasins ;

« 3° Entretien du mobilier et du matériel de la pharmacie ;

« 4° Chauffage et éclairage des magasins ;

« 5° Appointements du pharmacien, des élèves, et salaires
« du comptable et du garçon de pharmacie ;

« 6° Frais de bureau, d'impression, de publication, etc. ;

« 7° Enfin, toutes dépenses régulièrement justifiées.

« Art. 37. — Le fonds social se compose :

« 1° De l'ensemble des mises de fonds faites par les so-
« ciétés à titre d'adhésion, conformément aux dispositions
« de l'article 5 des statuts ;

« 2° Des capitaux ou valeurs que l'Association peut réa-
liser.

« Art. 38. — Il est formé un fonds de réserve destiné à
« subvenir à des besoins éventuels d'agrandissement, d'ex-
« tension de la pharmacie, comme aussi à des dépenses

« exceptionnelles résultant d'accident, d'épidémie, d'incendie.

« Ce fonds de réserve sera constitué :

« 1° Par le montant du droit d'admission des nouvelles sociétés adhérentes ;

« 2° Par l'excédent des recettes sur les dépenses ;

« 3° Des dons volontaires.

« Art. 8. — Les sociétés adhérentes seront représentées par une commission élue dans chaque assemblée générale, à raison de 4 délégués par société, plus un délégué par 400 membres ou fraction de 400.

« Art. 9. — Les délégués des sociétés adhérentes, réunis en assemblée générale, nomment un conseil d'administration composé de douze membres choisis parmi les délégués.

« Aucune société ne pourra avoir plus de deux délégués comme membres du conseil d'administration, et toutes devront y être représentées. Si le nombre des sociétés adhérentes vient à dépasser douze, le conseil d'administration sera augmenté du même excédent de membres.

« Art. 11. — Le conseil d'administration choisit parmi ses membres un président, un vice-président, un secrétaire, un secrétaire-adjoint, un trésorier et un trésorier-adjoint, dont les fonctions ne durent qu'un an ; ils sont toujours rééligibles par le conseil et révocables en cas de fautes graves reconnues.

« Art. 12. — Le conseil représente la société dans le sens le plus large dans ses rapports avec les tiers ; il traite valablement au nom des sociétés pour achats, loyers, transactions, placements de fonds ; règle toutes les dépenses, opère les recouvrements, donne quittance et consent tous désistements et mainlevées.

« Le conseil a la direction de toutes les affaires sociales,

« quelles qu'elles soient... Le conseil peut déléguer tout ou
« partie de ses pouvoirs à celui ou à ceux de ses membres
« qu'il désigne à cet effet...

« Art. 15. — Le pharmacien s'engage à consacrer tout
« son temps et tous ses soins à la direction du service qui
« lui est confié. Il est seul responsable vis-à-vis de la loi. »

Les quatre premières années ne furent pas très heureuses. Faute d'argent, les membres durent fournir une cotisation supplémentaire de 0 fr. 10 par mois, qui fut versée pendant deux ans, et le budget put ainsi être équilibré.

Heureusement, grâce à la ténacité des fondateurs, et aux sacrifices qu'ils consentirent à s'imposer, l'association sortit vite des mécomptes du début. Sa prospérité ne tarda même pas à porter ombrage au syndicat des pharmaciens de Limoges, qui n'hésita pas à lui intenter un procès pour exercice illégal de la pharmacie. En outre le syndicat prétendait que des médicaments avaient été délivrés à quatre personnes non sociétaires.

On sortit des cartons de vieux textes de lois de 1777 et de germinal an XI, pour appuyer la demande, et le syndicat réclama 5.000 francs de dommages-intérêts. De plus, deux pharmaciens voisins prétendirent en obtenir chacun 2.000.

L'affaire alla en correctionnelle, puis en appel, et finalement, le syndicat fut débouté, et la pharmacie mutualiste condamnée au traditionnel franc de dommages-intérêts envers chacun des deux pharmaciens.

Puis, comme il y avait délit, le président, un cordonnier, fut condamné à 500 francs d'amende, pour exercice illégal de la pharmacie, et le pharmacien comme complice, se vit infliger la même pénalité. Le bénéfice de la loi de sursis leur fut d'ailleurs accordé.

Les mutualistes triomphaient en somme sur toute la ligne.

Aujourd'hui les petites passions d'officine se sont apaisées et l'œuvre poursuit une existence prospère et bienfaisante, dont le cours semble désormais débarrassé de nouveaux obstacles.

Parmi les malades, auxquels la mutualité prodigue ses secours, il en est qui lui ont semblé dignes d'un traitement spécial, nous voulons parler des femmes en couches. La société tout entière est en effet intéressée à ce qu'on donne aux mères les soins indispensables pour leur assurer un complet rétablissement, qui leur permettra de nourrir efficacement les petits êtres qu'elles viennent de mettre au monde. C'est dans cet esprit, que fut fondée en 1905 la Mutualité maternelle ; sa présidente, M^{me} Thézard, la présentait récemment en ces termes, aux membres de l'Office central de Limoges ;

« Elle est à la fois une œuvre de prévoyance et de solidarité, ayant pour objet de fournir à ses adhérentes, en
« échange de cotisations versées par elles et majorées par
« les cotisations de ses membres honoraires, de l'État, des
« départements et des communes, une aide pécuniaire suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir pendant quatre
« semaines, au moment de la naissance de leurs enfants, de
« tout travail reconnu préjudiciable à leur santé et à celle
« de leur nouveau-né, et donner à leurs enfants, jusqu'à
« l'âge de deux ans, les soins nécessaires.

« La minime cotisation annuelle de 3 francs ne peut
« être trop lourde pour les plus petits budgets, et l'indemnité de 12 francs par semaine, pendant quatre semaines, à la condition expresse que les femmes s'abstiennent
« de tout travail, vient apporter, sans blesser la dignité de
« l'ouvrier, un repos nécessaire et la sécurité matérielle qui
« augmente le bienfait de ce repos. De plus une prime de

« 10 francs lui est allouée si elle nourrit elle-même son enfant et une consultation de nourrissons lui donne les soins et les conseils d'un docteur expert et dévoué.

« Cette association dans une pensée généreuse de solidarité humaine des mères riches et des mères pauvres au moment où s'accomplit l'acte le plus sacré, n'est-elle pas la solution d'un des plus délicats problèmes de la vie ? »

La portée sociale d'une telle œuvre est manifeste, et nous ne pouvons qu'approuver les encouragements donnés par les pouvoirs publics, sous forme de subvention.

La réalisation de l'association et plus tard sa progression n'ont pas été sans rencontrer quelques difficultés. La cotisation annuelle de trois francs n'est sans doute pas exagérée, mais elle vient s'ajouter à la cotisation payée par le père à la société de secours mutuels, parfois aussi à la cotisation syndicaliste, et la somme totale à déboursier paraît trop lourde à certains ménages. De plus, nombre de femmes hésitent à s'imposer ce surcroît de dépenses, car, pour beaucoup, la venue d'un enfant est un accident, auquel elles avaient tout fait pour échapper. Aussi la Mutualité maternelle a-t-elle besoin, pour assurer son avenir, de l'aide pécuniaire généreusement apportée par ses membres honoraires, aide qu'elle mérite et qui ne lui manquera pas.

Après avoir ainsi procuré aux malades le double secours des allocations pécuniaires et des médicaments gratuits, dont la combinaison est une de leurs plus heureuses initiatives, les mutualistes limousins ont cherché à parfaire leur œuvre, en assumant le rôle d'éducateurs.

Depuis déjà plusieurs années, l'éloquence de nombreux apôtres de la mutualité a montré combien il était important d'apprendre à la mère de famille à diriger son ménage in-

telligence. Combien de femmes ignorent les plus élémentaires principes d'hygiène, et obéissent, dans tous leurs actes, à une véritable « routine » locale. Il est indispensable qu'elles apprennent à tenir leur maison, à la parer aussi de ces menus attrait, qui, par d'invisibles liens, y retiennent le mari. Il faut enfin en faire de bonnes mères, qui sachent élever leurs enfants, et se débarrassent de tous les préjugés qui ruinent la santé de ces frêles petits êtres.

Dans ce but, des hommes d'action ont tenté de fonder à Limoges un enseignement ménager, dont le programme était celui-là même que nous venons de tracer. Il comportait des conférences théoriques et des séances pratiques. Au cours de l'année 1908, de nombreuses réunions eurent ainsi lieu, où des professeurs à l'école normale de jeunes filles, et des dames de la ville se révélèrent conférencières avisées. Le meilleur éloge que nous puissions faire de ces cours, est qu'ils s'adaptaient très heureusement au niveau intellectuel du public. Nous avons en particulier remarqué une leçon sur le vêtement, qui, sous une forme familière et claire, donne d'excellents conseils pratiques, sur la forme des vêtements, le choix des étoffes d'hiver et d'été, sur les moyens d'éviter le froid, etc., etc.

Au mois de juillet 1908, M^{me} Moll-Weiss, directrice de l'École des Mères, vint exprès de Paris apporter à l'œuvre l'appui de sa compétence et de sa parole autorisée. Les efforts les plus louables avaient donc été faits pour assurer la réussite de l'œuvre. Pourtant elle échoua. C'est le premier insuccès que nous ayons à enregistrer parmi les initiatives de la mutualité.

A quoi est-il dû ?

On pourrait en trouver la raison dans ce mot dit par une ouvrière qui venait d'écouter une des causeries de M^{me} Moll-

Weiss : « Ce n'est pas cette belle dame qui va m'apprendre à cuire le lard. »

En effet les femmes auxquelles s'adressaient les conférencières ne voulaient pas, ou plutôt n'avaient plus l'âge « de changer leur façon de cuire le lard ». L'esprit d'une mère de famille, dans le plein exercice de ses fonctions, n'est plus aussi facilement malléable, que celui de la petite apprentie, qui n'a pas encore été aux prises avec les devoirs du ménage. Cette dernière acceptera de mettre en pratique des conseils, que l'autre refusera même d'entendre. Les Allemands, auxquels sur nombre de points, nous sommes inférieurs en cette matière, l'ont très bien compris, et c'est toujours à la jeune fille, et plus spécialement à la fiancée, qu'ils prodiguent les leçons. L'usage est même répandu, dans les classes élevées de la société, d'envoyer les jeunes filles, quelques mois avant leur mariage, dans des maisons particulières, connues par les qualités de la maîtresse de maison, pour y apprendre à « cuire », suivant l'expression consacrée.

Les industriels, de leur côté, accordent à leurs ouvrières quelques instants de liberté, pour parfaire leur instruction de ménagères, sous la direction de personnes autorisées. C'est ce qu'il eût fallu faire à Limoges.

A vrai dire, certaines personnalités ont demandé aux patrons, d'accorder à leurs ouvrières, le samedi, une demi-heure de liberté payée. C'était peu de chose, semble-t-il, et pourtant les fabricants s'y refusèrent. Il faut déplorer ce refus, car les effets de l'enseignement ménager ont été excellents, partout où la bonne volonté patronale a permis d'en tenter la réalisation, et nous voulons espérer quand même, et malgré tout, que cet échec n'aura pas, à tout jamais, découragé les efforts des promoteurs de l'idée, et qu'un jour, peut-être prochain, ils la reprendront sous

une forme meilleure, qui en assurera le succès définitif.

La mutualité a également poursuivi une autre tentative, qui vient d'aboutir, et à laquelle on peut prédire un avenir prospère. C'est la création de bains-douches. Nous savons que certains hygiénistes, guidés par le même idéal, avaient songé à demander aux grands industriels limousins, d'installer à l'intérieur de leur fabrique, quelques cabines de bains-douches gratuits. La dépense eût été minime, et les bienfaits retirés considérables. Une importante partie de la population ouvrière eût pu satisfaire ainsi aux exigences de la propreté la plus élémentaire. Devant la non-acceptation des patrons, les solliciteurs ne se tinrent pas pour battus, et songèrent à réaliser leur conception sur un autre terrain. Ils demandèrent à la mutualité son appui, pour les aider à doter toute la classe des travailleurs d'un établissement de bains-douches, conçu d'après les installations similaires les plus perfectionnées. Après de longs pourparlers, et quelques polémiques, l'exécution du projet fut décidée, mais l'usage en fut limité aux seuls mutualistes, ce qui restreint un peu la portée de l'œuvre.

Aujourd'hui les locaux sont entièrement installés. Leur aspect est coquet, le nombre des cabines suffisant, et le prix du cachet d'entrée très raisonnable. Moyennant 0 fr. 20, toute personne a droit à un bain-douche et à un morceau de savon.

Chaque cabine est divisée en deux parties : d'un côté le « déshabilleur », de l'autre, le lieu d'aspersion, où se trouve un robinet mélangeur permettant au baigneur d'obtenir lui-même et facilement, la température désirée.

Partout où des fondations de ce genre ont été opérées, elles ont reçu du public auquel elles s'adressaient, un accueil très favorable, qui montre mieux que tous les raisonnements

leur utilité, accueil qui attend certainement la tentative faite à Limoges.

Telles sont les principales initiatives, où se sont complues l'activité et l'ingéniosité philanthropiques des mutualistes. Pendant longtemps certains d'entre eux avaient caressé l'espoir de construire un sanatorium antituberculeux. L'utilité de cette fondation était évidente, car les tuberculeux sont une lourde charge pour les sociétés de secours mutuels, qui accordent à leurs membres des indemnités, pendant toute la durée de la maladie, mais les frais exigés pour la réalisation de ce projet, ont découragé ses promoteurs.

Il existe d'ailleurs à Limoges, une ligue antituberculeuse, qui rend à l'hygiène sociale les services les plus appréciés.

Il nous reste à parler d'une fondation mutualiste dont la portée humanitaire n'apparaît pas au premier abord, avec une aussi grande netteté, mais se révèle à la réflexion. Il s'agit d'un journal, le *Mutualiste du Centre* qui, pour un modique abonnement annuel de 0 fr. 75, fournit à ses lecteurs d'utiles renseignements, et des sujets d'études. Cet organe enregistre l'évolution du mouvement mutualiste, et aide à ses progrès, en suscitant des controverses, et en proposant aux méditations de ses abonnés, les tentatives faites dans d'autres centres français ou étrangers. Par ses moyens de vulgarisation, le *Mutualiste du Centre* a puissamment favorisé l'éclosion des œuvres annexées aux sociétés de secours mutuels.

Son rôle est donc nettement défini, et des plus utiles. Chaque année il prend une extension plus grande, et se perfectionne dans sa documentation et dans le choix de ses articles. Nous avons eu très souvent recours à lui, pour mener à bien notre tâche, et nous n'avons jamais été déçu dans nos recherches.

Pour que la création d'un tel journal soit possible, il faut que les idées mutualistes soient profondément ancrées dans l'esprit d'une population. C'est heureusement le cas à Limoges.

Depuis l'époque déjà reculée, où se sont constituées dans la ville les premières associations de ce genre, les travailleurs ont compris les services chaque jour plus importants, qu'ils pouvaient en retirer. Après avoir assigné à leurs œuvres un rôle purement défensif contre les crises de la vie, ils ont pris eux-mêmes l'offensive, pour les empêcher de se produire ou en retarder l'apparition. Ils ont opposé à l'invasion des maladies, la propagation des principes de l'hygiène, et la fondation de sociétés destinées à en faciliter l'application. Leur intelligence prévoyante a assuré aux vieillards le repos au déclin de la vie. Grâce à eux la disparition du père ou de la mère de famille n'amène pas infailliblement la misère au foyer.

Leur œuvre forme déjà un ensemble admirable, et c'est une consolation pour l'enquêteur impartial, après avoir enregistré tant de cris de misère et de haine, de signaler les efforts tentés par des hommes unis, dans le seul but de créer autour d'eux un peu de sécurité et de bonheur.

CHAPITRE XII

La famille ouvrière

L'ouvrier dans les heures de repos et de détente, qui suivent son travail journalier, aurait besoin de ranimer son courage, et de retremper sa vigueur, dans les joies familiales, à son foyer ensoleillé par la présence d'êtres chéris.

Bien souvent pourtant, cet espoir, qui fait sa force, lui manque, et parmi les causes, qui viennent le lui arracher, une des plus graves est la généralisation du travail des femmes.

Abandonnant le foyer, dont elles sont l'âme, et les soins du ménage, qui sont leur apanage, elles vont aux usines, demander un maigre salaire, destiné à s'ajouter à celui du mari, à procurer un peu plus de bien-être aux enfants qui grouillent dans le taudis, souvent aussi à satisfaire des désirs de luxe, condamnables en eux-mêmes, mais qui s'avivent au frôlement journalier des plus riches, dont les richesses semblent ne servir qu'à leur créer de nouveaux appétits.

Le Home, dès lors, n'existe plus, et l'attrait de la chambre propre et chaude, qu'anime le va-et-vient d'une active ménagère, n'arrachera plus, le soir, l'homme aux tentations du cabaret, où il trouvera, sinon le repos, du moins l'ivresse, qui abolit la conscience, mais endort les soucis.

Quant à la femme, que trouvera-t-elle à l'usine ? Une atmosphère viciée, qui ruinera sa santé, une promiscuité

dangereuse, incitant aux propos malsains, aux gestes équivoques et qui ternira l'éclat rayonnant de sa foi conjugale et de sa glorieuse maternité.

Sa place n'est pas à l'atelier, elle est dans la demeure où tout l'appelle et la retient.

« Les femmes sont au fond de tout, bien ou mal, écrivait récemment un auteur appartenant à leur sexe. Il faut que nous apprenions à nous servir de notre influence, qui est si considérable. Que nous soyons épouses, mères, sœurs ou filles, nous sommes les maîtresses de la famille, et la famille est la base de la société. »

C'est la même pensée qu'exprimait avec une grande force pittoresque le vieil auteur Jean Bodin : « Les familles, dit-il, sont les piliers de la République ! »

Il faut donc assurer la solidité de ces piliers, et les rendre inébranlables, puisque c'est sur eux que repose tout le poids de l'édifice social.

Les familles ouvrières sont précisément parmi les plus menacées, car bien des circonstances extérieures viennent désunir leurs membres.

Dès le matin, l'homme et la femme s'en vont à leur travail, parfois dans une fabrique différente. Les enfants restent seuls. Les plus jeunes sont confiés à une salle d'asile, les aînés vont, ou ne vont pas à l'école, et vagabondent dans les faubourgs.

Souvent l'éloignement de la manufacture ne permet pas aux parents de revenir déjeuner chez eux. Quant aux enfants, ils mangent ce que la mère leur a laissé : un morceau de pain frotté d'ail, ou quelques rogatons de la veille.

Le soir tombé, quand les époux reviennent, ils trouvent le feu éteint, le bouge encore enlaidi par la saleté et le désordre qui y règnent. Et souvent le découragement les gagne.

La femme fatiguée par son labeur quotidien, inapte aussi à ces menus soins, qui font le charme du foyer, se laisse gagner par une indifférence, coupable à coup sûr, mais non point sans excuses.

Dès lors, la famille est perdue. Le père restera de moins en moins dans sa demeure, et un jour, peut-être, l'abandonnera complètement.

Cette situation, trop fréquente, est lamentable; car elle n'atteint pas seulement chacun des époux, mais les enfants surtout, trop jeunes encore pour se diriger dans la vie, et livrés pourtant à eux-mêmes par l'abandon de leurs parents.

Aussi faut-il réagir par tous les moyens.

Nous savons déjà les efforts qui ont été tentés, dans un but hautement humanitaire, par certaines sociétés désireuses d'assurer à l'ouvrier un « chez soi » salubre et attrayant.

De plus, pour développer dans la classe laborieuse, le goût du « home », des concours ont été organisés, entre les habitations les mieux tenues, et une émulation de bon augure semble déjà régner parmi la plupart de leurs détenteurs.

Mais la solution ainsi apportée au problème de la famille n'est pas complète.

Il est encore nécessaire de donner à la femme désormais occupée à son foyer, l'éducation nécessaire pour bien remplir ses devoirs de ménagère.

Nous avons enregistré l'échec des tentatives mutualistes sur ce point.

L'idée a été reprise avec succès, sous une forme un peu différente, par M^{lle} M. Desgranges, qui a fondé une école ménagère devenue prospère. Elle s'adresse principalement aux jeunes filles, et, dans le but de faire un peu contribuer les adhérentes à l'œuvre même, un droit d'admission de

1 franc est exigé. Des cours de coupe, d'économie domestique, de cuisine, ont été ainsi créés et ont rencontré l'accueil le plus favorable.

Le succès a démontré non seulement l'utilité d'un tel enseignement, mais le choix excellent des élèves auxquelles il s'adressait.

Frappée même des progrès supérieurs faits par les jeunes filles possédant une certaine culture préalable, la directrice de l'OEuvre décida la fondation d'une nouvelle école pour les enfants de douze ans, qui eut un sort aussi heureux que celui de son aînée.

Grâce à de telles initiatives, la femme arrive à l'époque du mariage, avec la pleine connaissance de ses devoirs, et de la façon de les remplir.

Malheureusement, l'ouvrière ainsi préparée aux obligations familiales, est parfois arrachée à son foyer par d'impérieuses nécessités. C'est l'infirmité ou la mort du mari, ce sont aussi les conséquences d'une faute, qui fait d'elle une fille-mère. D'autres circonstances encore peuvent se rencontrer, qui la forcent à retourner à la manufacture. La maison va être encore une fois délaissée. Pour atténuer l'un des multiples inconvénients de cet abandon, les ouvriers ont eu une idée ingénieuse, qu'ils ont réalisée de façon modeste et sans bruit. Ils ont créé une cuisine coopérative, dont peu de personnes soupçonnent l'existence, et qui rend cependant à ses adhérents de réels services.

Moyennant une faible cotisation (car le capital à rémunérer est modeste : 60 parts d'intérêts à 25 fr. chacune), la cuisine coopérative assure à ses membres des repas sains, que les femmes, au retour de la fabrique, trouvent tout préparés, dans des paniers laissés par elles le matin.

Leur tâche est ainsi diminuée, et elles peuvent plus vite

prendre un repos bien gagné, sans compromettre leur santé par une nourriture inférieure, et hâtivement apprêtée. Elles ont ainsi la facilité de mieux nettoyer l'humble logement, et d'en purifier l'atmosphère imprégnée de miasmes, et propagatrice de la tuberculose.

Dans la demeure assainie et propre, la vie s'écoule désormais plus heureuse et plus facile, et quand les enfants naîtront, ils s'élèveront mieux, à l'abri de tant d'affections qui les minent souvent, dans les classes ouvrières.

Or, l'enfant a droit à tous les soins, à tous les égards. Il est l'homme de demain, et son éducation première, physique et morale, influe sur son avenir tout entier. A moins de tares héréditaires, son corps est sain ou susceptible d'être fortifié, son intelligence est parfaitement malléable. Il dépend donc de ses parents, et de ceux qui les conseillent, de le rendre apte à traverser, sans faiblir, toutes les crises de la vie.

La Mutualité maternelle a permis d'entourer sa naissance de toutes les précautions dues à l'enfant comme à la mère. Mais souvent, cette dernière ne peut pas nourrir, ou doit cesser après un laps de temps trop court.

Pour assurer au nouveau-né un aliment pur, une « Goutte de lait » a été fondée, il y a deux ans environ. Elle distribue aux nourrissons du lait stérilisé, aussitôt après la traite, au prix de 0 fr. 35 ou 0 fr. 65, la ration quotidienne. Ce prix peut être abaissé à 0 fr. 10 pour les indigents, suivant les ressources de la société.

Les mères trouvent encore, au siège social de l'Œuvre, et à la ligue antituberculeuse, une direction intelligente, qui leur permet d'élever leurs enfants, suivant les prescriptions de l'hygiène; qui les conseille et les secourt, quand une maladie les atteint.

Grâce à ces soins pressés, nombre de nouveau-nés

échappent à la mort, et apportent dans les ménages de travailleurs, l'influence bienfaisante de leur sourire.

Les ouvriers aiment leurs enfants, avec un peu d'exclusivisme et d'orgueil, car ils sont une des rares joies permises par la modicité de leur budget. Aussi, ils veulent en jouir pleinement, et souvent ferment les yeux sur leurs escapades, dont ils éprouvent même une certaine fierté. Le dimanche, le père et la mère partent avec eux, et l'on peut voir parfois, dans les « comptoirs » des faubourgs, la chaise haute, où l'on installe le « petit » et son hiberon, pendant que les parents se rafraichissent à côté.

Au sortir des premières années, de nouveaux périls viennent guetter l'enfant. Sa croissance se fait mal, dans les rues enfumées de la ville. Ses poumons respirent difficilement. Il lui faut le grand air de la campagne. Deux œuvres, deux colonies de vacances, dont l'une s'est parée du joli vocable : « La Clef des Champs », se disputent la joie de le lui assurer.

Voici le programme de la Clef des Champs, qui fut fondée la première :

« ... Elle a pour but, en respectant toutes les convictions
« des familles et ne s'inspirant que de sentiments humains
« et charitables, de procurer les vacances à la campagne,
« pendant l'été, au plus grand nombre possible d'enfants,
« pour les soustraire aux mauvaises influences de la rue, à
« la mauvaise hygiène des jours de chaleur et sauvegarder
« ainsi leur santé physique et morale. »

L'idéal des deux œuvres est le même, et le seul regret de leurs administrateurs, est de ne pouvoir accueillir toutes les demandes qui leur sont faites, mais leurs ressources ne sont pas inépuisables. Pour aider à remplir la caisse, des moyens ingénieux ont été employés. On eut l'idée touchante de s'adresser aux enfants riches, et de les faire contribuer à

assurer à leurs petits camarades pauvres, quelques semaines de joyeuses vacances, en organisant une représentation enfantine, et une grande tombola, comportant 50.000 billets à 2 sous, souscrits par les élèves des écoles. La ville n'a pas voulu rester en arrière et a accordé une légère subvention aux deux colonies. Grâce à ces efforts combinés, 690 enfants ont eu quelques semaines de campagne en 1909.

Il semble dès lors que le bonheur et l'union de la famille soient assurés, dans le home confortable, où jouent des enfants sains et robustes. Pourtant, l'inlassable activité des philanthropes a voulu que les loisirs du père et des enfants devenus grands, soient occupés d'une façon hygiénique et attrayante.

C'est dans ce but, qu'ont été installés en 1906, des jardins ouvriers, sur l'initiative de M. l'abbé Goguyer.

L'Œuvre a loué 6 terrains d'une superficie totale de 5 hectares et demi environ, divisés en 300 jardins d'une contenance moyenne de 200 mètres carrés.

Les jardins sont distribués gratuitement, sur la présentation du livret de famille, sans aucune considération politique ou religieuse. Les occupants ne sont tenus qu'à une seule obligation, celle de cultiver, faute de quoi le jardin concédé est retiré. Les demandes de concession sont très nombreuses, surtout parmi les ouvriers venus de la campagne, à qui manque le contact journalier de la terre. Les sociétaires trouvent dans cette occupation une distraction fortifiante, et même une légère économie pour leur budget, car ils font pousser dans leur petit champ les légumes nécessaires à leur consommation quotidienne. Aussi, s'attachent-ils très vite au jardinet, dont la possession est une de leurs joies. Nous avons eu sous les yeux, la lettre très touchante d'une pauvre femme, qui annonçait au directeur de

l'œuvre, la mort de son mari, et suppliait qu'on lui laissât l'enclos, qu'elle cultiverait elle-même.

Les sociétaires auxquels sont distribuées les parcelles d'un même terrain, nomment parmi eux un conseil qui les administre.

« Pour exciter entre les jardiniers une émulation profitable un concours a été institué. Les prix consistent en « bons d'une valeur déterminée, à échanger contre des outils de jardinage ; la société d'horticulture a voulu y ajouter une médaille d'argent. » (Abbé Gugoyer. *Rapport de 1909 à l'Alliance d'hygiène sociale.*)

Le succès légitime obtenu par l'œuvre a rendu insuffisants les terrains loués, et des agrandissements deviennent nécessaires. Les nouveaux domaines afferchés seront divisés, comme les anciens, mais certains d'entre eux seront payants, au bénéfice des ouvriers qui ne peuvent en avoir avec leur argent, ou n'en obtiennent qu'à des prix exagérés.

L'association a un second but qui est de permettre aux ouvriers de devenir propriétaires d'une maison saine et bien construite aux meilleures conditions de prix. On espère l'atteindre par la constitution d'une caisse de crédit qui mettra ses fonds à la disposition des ouvriers, offrant des garanties suffisantes de moralité, et un salaire leur permettant d'éteindre la dette par mensualités, en l'espace de dix ou quinze ans. L'action bienfaisante de cette caisse de crédit viendra donc s'ajouter à celle de l'Étoile et du Foyer Limousin.

Pour subvenir aux dépenses causées par un programme aussi vaste, des cotisations sont perçues, variant suivant la qualité des membres. Les membres fondateurs paient annuellement 50 francs et au-dessus ;

Les donateurs de 20 à 50 francs ;

Les bienfaiteurs de 10 à 20 francs ;

Les participants donnent moins de 10 francs.

En comptant toutes les unités des familles où le père est détenteur d'un jardin, plus de 1.200 personnes jouissent des bienfaits de l'œuvre.

Les multiples initiatives de la mutualité et de la philanthropie privée s'adressent ainsi successivement au père, à la mère, à l'enfant, et en assurant leur bien-être individuel, font la force de la famille entière, et consolident les piliers où la voûte sociale vient s'appuyer.

A l'ouvrier maintenant d'être un peu prévoyant, d'user avec discernement et mesure de l'aide qui lui est apportée, et d'y ajouter tout l'effort dont il est capable.

Ses vieux jours aussi seront assurés par les caisses de retraites qu'alimentera une faible cotisation.

Ces caisses sont en général annexées aux sociétés mutualistes. L'une des plus intéressantes est celle des peintres et doreurs sur porcelaine.

Cette société a constitué un fonds de retraite placé à la Caisse des dépôts et consignations. Ce fonds se compose d'un versement annuel de 1 fr. 20 par membre participant; pris sur les cotisations de l'association (2 fr. 60 par mois); de subventions spéciales et de dons et legs. La pension ne peut être inférieure à 27 francs ni dépasser le décuple de la cotisation.

Pour avoir droit à la retraite, il faut soixante ans d'âge et trente ans de participation. Le nombre des retraités est fixé d'après le capital disponible, et en suivant l'ordre d'inscription sur les registres matricules. Tout sociétaire ayant obtenu une retraite conserve également tous ses droits de membre participant.

De leur côté, les syndicats ont cherché à assurer une re-

traite à leurs membres, ainsi que le montre l'article 6 de la caisse de chômage de l'Initiative :

« Tout sociétaire qui aura fait partie de la caisse de chômage, pendant vingt années au moins, aura droit, si la « caisse le permet, à une retraite, dont le quantum sera « basé sur l'état des ressources financières de la société. »

Afin de coordonner toutes ces tentatives, et d'établir un lien de fraternité entre elles, un office central des œuvres limousines de préservation sociale s'est créé et a pris le titre d'Union pour le Bien. L'énoncé de son programme, en partie rempli, nous permettra de résumer en quelques lignes tout ce qui a été fait pour la famille :

« *Définition.* — L'Office central groupe les diverses œuvres « d'hygiène et de préservation sociale de Limoges et de la « Haute-Vienne qui s'attachent à défendre la santé et la « moralité publiques et à développer le bien-être personnel « ou familial des travailleurs.

« Il a pour but de procurer aux œuvres adhérentes les « avantages de leur aide mutuelle, de seconder les œuvres « débutantes et de procurer à toutes des ressources supplémentaires (loterie nationale et reconnaissance d'utilité « publique).

« Il coordonne et soutient leurs efforts par la propagande « et la publicité indispensables au succès complet d'une « œuvre générale d'hygiène sociale.

« Il est le complément naturel de la mutualité, puisqu'il « tend à éviter les maux qu'elle cherche à réparer : la maladie et la misère.

« *Programme* (chaque partie correspondant à l'une des « œuvres adhérentes) :

« *Nouveau-nés* : assistance maternelle et goutte de lait.

« *Enfance* : préservation antituberculeuse, colonies de

« vacances, rôle de la mutualité scolaire, de l'initiative pri-
« vée et des familles.

« *Adolescence* : Femmes : formation sociale de la femme,
« enseignement ménager (cuisine nourrissante et économi-
« que, entretien du linge, des vêtements et du mobilier),
« soins aux enfants.

« *Adultes* : hygiène des professions et des ateliers, éduca-
« tion antituberculeuse et antialcoolique, insalubrité des
« habitations due à l'habitant : l'air, le soleil, l'eau et le
« savon.

« *Moyens d'action*. — Conférences périodiques sur un des
« sujets précédents, brochures, affiches, enseignement à
« l'école, cours d'adolescents et d'adultes : moniteurs d'hy-
« giène, monitrices d'enseignement ménager, visiteurs de
« salubrité.

« Concours d'économie domestique, de propreté et d'en-
« tretien du foyer.

« Concours de plans et devis d'habitations salubres à bon
« marché. »

Il ne faudrait pas conclure de l'étude que nous venons de
faire des œuvres de préservation sociale, que tous les maux
dont nous avons tenté la description, n'existent plus.

Pour susciter un pareil élan d'humanité, il faut que la
misère à soulager soit grande, qu'elle éclate au grand jour,
et la misère isolée se cache, a honte d'elle-même. Aussi,
tout en applaudissant les résultats obtenus, a-t-on le droit
d'être anxieux de l'avenir, devant la tâche qui reste encore
à réaliser. Les œuvres existantes, dans leur forme actuelle,
et malgré leurs inlassables efforts, sont impuissantes à l'ac-
complir seules. De plus, trop de malheureux ignorent encore
leur existence, beaucoup enfin ne pouvant croire à d'aussi

belles promesses n'osent pas venir frapper à leur porte. C'est pourquoi de longues années de propagande et d'action sont encore nécessaires pour assainir le corps et l'âme de tant de victimes de la vie.

TROISIÈME PARTIE

MENTALITÉ ET TENDANCES OUVRIÈRES

CHAPITRE XIII

Mentalité ouvrière

Nous avons jusqu'ici étudié le porcelainier, dans son travail, dans ses revendications, dans sa famille. Nous voudrions maintenant tenter de dégager la personnalité générique de l'ouvrier limousin, en nous appuyant sur nos premières observations, et en les complétant par de nouvelles remarques.

Nous ne prétendons pas synthétiser en un caractère unique et fatalement faux les 10.000 natures différentes des travailleurs céramistes ; nous essayerons seulement de mettre en relief leurs qualités, leurs défauts et leurs aspirations communes.

Les porcelainiers sont originaires pour la presque totalité de Limoges même, ou des localités environnantes. De père en fils, la race s'est perpétuée chez eux sans alliages. Ils émigrent peu en effet, et l'horizon de leurs désirs est borné par les tours de leur vieille cathédrale, et par les collines qui, en septembre, font une ceinture de bruyères mauves à la cité. Dans les antiques ruelles de leurs quartiers, bordées

de maisons de bois, l'étranger, sans être mal accueilli, se sent isolé. La langue des habitants, au type accentué, aux pommettes un peu saillantes, aux lèvres fortes et aux yeux clairs, n'est pas celle du touriste fourvoyé. C'est le patois limousin primitif, dont l'étrangeté inattendue est encore augmentée par l'accent chantant et un peu vulgaire de ceux qui le parlent.

Il résulte de ce premier contact une impression de rusticité arriérée, qui, si elle s'atténue sur certains points, s'aggraverait sur beaucoup d'autres. La population ouvrière est restée fidèle aux vieilles habitudes ancestrales, et fermée à certains progrès. Au recensement de 1901, le département de la Haute-Vienne prenait rang d'avant-dernier, parmi ceux où l'instruction était le moins répandue. Il convient d'ailleurs de faire des distinctions, à ce point de vue, parmi les membres de la corporation qui nous occupe.

Les artistes de la peinture, les porcelainiers proprement dits, ont, en général, reçu une éducation primaire suffisante. De plus, et c'est là un présage rassurant pour l'avenir, les illettrés se rencontrent principalement parmi les hommes de plus de trente-cinq ans.

En tous cas, cette constatation actuelle subsiste, qu'un grand nombre de céramistes possèdent une instruction tout à fait inférieure, quand même elle existe.

Leurs goûts sont, par suite, restés eux-mêmes assez simples. Le luxe proprement dit ne semble pas avoir pénétré jusqu'à eux. Le taudis en interdit d'ailleurs la pensée. Leurs besoins ont pourtant augmenté dans leur façon de vivre, dans la nourriture un peu moins frugale, dans le vêtement principalement. C'est surtout la femme qui sacrifie à ce luxe tout extérieur, dans lequel sa coquetterie trouve le moyen de se satisfaire, au détriment de sa bourse. Les ouvrières ont en

général abandonné l'ancien « barbichet » aux grandes ailes flottant sur les épaules, qui encadraient si gracieusement le visage. Elles font preuve maintenant, dans leur toilette, d'une recherche qui n'est pas toujours heureuse. Un petit fait, que le hasard nous a fait connaître, servira d'illustration à ce que nous avançons. Il existe, à Limoges, des coiffeuses, dont le métier consiste à aller, chaque matin, coiffer des ouvrières avant leur départ pour l'atelier. La confection de ces édifices, d'une complication certaine, mais d'une élégance douteuse, se fait à l'abonnement, pour un prix modique en soi, mais qui nous semble, néanmoins, devoir dépasser les ressources ordinaires d'une ouvrière en porcelaine.

L'homme a gardé des allures plus simples, mais il a contracté d'autres habitudes, comme celle de fumer, qui font des vides dans son humble caisse. L'alcoolisme proprement dit est relativement assez peu répandu, surtout dans une ville aussi industrielle que Limoges.

Cela ne veut pas dire que l'ouvrier n'aille fréquemment dépenser une partie de sa paye dans les « comptoirs » où la boisson et le jeu s'unissent pour vider sa bourse ; mais il résiste assez bien aux vapeurs de l'alcool, ce n'est souvent pour lui qu'un danger de plus.

Il n'est d'ailleurs pas enclin, en général, aux satisfactions coûteuses. Sa grande passion est celle de la pêche à la ligne. Un observateur humoriste écrivait un jour, que la portée sociale de la pêche à la ligne est immense. Il y a dans cette boutade volontairement excessive un fonds de vérité. Cette habitude donne à l'ouvrier une distraction attrayante et hygiénique, qui l'aide, dans la journée de repos qu'il lui consacre, à réagir contre l'action déprimante de l'atmosphère des manufactures. Un docteur nous affirmait récemment que cette inoffensive pratique contribue souvent à

enrayer le développement de la tuberculose, en même temps qu'elle enlève l'ouvrier aux tentations du cabaret. Il faut donc se féliciter de rencontrer, les soirs de dimanche, dans les rues de Limoges, les longues théories oscillantes des gaules de pêcheurs, qui regagnent le foyer, le corps harassé d'une saine lassitude.

Les remarques que nous venons de formuler, semblent faire de l'ouvrier céramiste un être simple et résigné à son sort. Une telle description peut paraître contradictoire, avec les mouvements de haine, avec les grèves, que nous avons signalés dans les chapitres précédents. La contradiction n'est qu'extérieure. Nombre d'observateurs impartiaux ont enregistré cette indifférence individuelle, mêlée à cette effervescence collective. Pour comprendre la possibilité de cette dualité de sentiments, il suffit de se rappeler l'hésitation du céramiste à faire partie d'un syndicat. Or les syndicats représentent le parti de la lutte ouverte contre le patronat. L'ouvrier, de sang-froid, ne se mêle donc pas volontiers à cette lutte. Pourtant les manifestations en sont fréquentes, et parfois décisives. C'est que des meneurs, souvent convaincus, toujours habiles, ont su profiter d'un mécontentement passager, pour chauffer les imaginations, et faire éclater la crise.

Est-ce à dire que les ouvriers nourrissent à l'égard de leurs employeurs des sentiments d'affection et de respect? Non pas, ils ont pour eux la jalousie du pauvre pour le plus riche, la haine du subalterne pour la puissance du maître, mais cette jalousie, cette haine même, n'excluent pas une certaine résignation, un peu apathique, due, sans doute, au manque fréquent d'instruction.

C'est contre cette résignation, cette apathie, que luttent avec acharnement les syndicats. Ils trouvent une aide, dont

ils se servent très habilement, dans l'esprit de solidarité et de fraternité, qui unit tous les céramistes, et provient en partie d'une communauté d'origine, nouant entre eux des liens de quasi-parenté.

De plus les idées politiques des prolétaires sont assez avancées. Ils votent résolument pour les socialistes, sans bien connaître au fond le socialisme lui-même. Leurs pères ont été orientés dans cette voie par la publication des pamphlets populaires de Pierre Leroux, dont il leur est resté dans la mémoire quelques phrases isolées, devenues vides de sens, mais toujours sonores, qui leur ont fait entrevoir, dans une modification imprécise de la société actuelle, la possibilité d'une amélioration de leur sort. Des tirades de réunion publique ont fait le reste. Ils sont devenus socialistes.

Le terrain semble donc assez bien préparé, pour qu'une active propagande syndicaliste y porte ses fruits.

Celle faite par l'*Ouvrier Céramiste*, organe des syndicats, est des plus violentes. Visiblement les rédacteurs de ce journal exagèrent parfois dans leur désir de frapper l'imagination de leurs lecteurs.

Leurs attaques portent naturellement, et en premier lieu, contre l'organisation capitaliste. Voici, par exemple, un appel lancé aux céramistes, par un article du 7 avril 1907 :

« Camarades céramistes, la lutte devient de plus en plus
« âpre, la compression de notre liberté plus forte ; pour
« briser les chaînes de la servitude capitaliste, nous avons
« besoin de toutes les forces vives du salariat, opposons
« toute notre énergie au bloc patronal.

« Alors, dans la cité libre, quand le grand soleil montera
« à l'horizon, l'on ne verra plus dans la ruche laborieuse
« quelques frelons se partager le fruit des peines de mil-

« liers de travailleurs n'ayant qu'un salaire de famine, pour
« vivre eux et les leurs, tant qu'ils peuvent produire, et le
« lit d'hôpital ou le grabat de la mansarde pour terminer
« leur triste existence.

« Voilà pourquoi, camarades, nous vous convions à venir
« grossir nos rangs. Allons les exploités ! Allons les meur-
« tris ! Haut les bras, haut les cœurs et qu'aux clameurs de la
« révolution en marche, réponde la clameur des affranchis,
« des hommes libres dans l'humanité libre. » (Souvarine.)

Heureusement, il se rencontre au sein même des syndi-
cats, des propagandistes plus mesurés (et peut-être tout
aussi écoutés), comme le prouvent les lignes suivantes, qui
semblent une réponse à notre citation précédente :

« Ah ! je sais bien que les critiques ne nous manqueront
« pas ; la principale formulée contre nous, militants syndi-
« calistes, coopérateurs et socialistes, qui ne faisons pas la
« révolution trois fois par jour, c'est de vouloir détourner
« le prolétariat organisé, d'une action révolutionnaire fé-
« conde, en faisant miroiter à ses yeux, par la coopération,
« un vague intérêt qui lui accorderait des satisfactions pas-
« sagères et illusoires, et dont le but serait d'émousser son
« énergie.

« Eh bien ! qu'on le veuille ou non, c'est par l'installation
« de caisses de la solidarité, de chômage, de maladie, de-
« nier à la veuve, etc., que l'on arrivera à grouper autour
« du drapeau syndical la grande majorité des travailleurs,
« et c'est par la coopération que l'on pourra assurer le fonc-
« tionnement des diverses caisses de solidarité ouvrière. »
(*Ouvrier Céramiste*, 5 décembre 1900.)

Les articles de l'*Ouvrier Céramiste* ne se contentent pas
d'attaquer en bloc la société capitaliste, ils dénoncent les
vices de ses principaux organes.

Nous avons déjà eu maintes fois l'occasion de signaler en quels termes ils parlent des patrons, par qui ils se déclarent exploités. Aussi, dans la haine de leurs auteurs pour leur situation présente, ils n'hésitent pas à prôner les doctrines malthusiennes. C'est le cas, par exemple, d'une diatribe contre les colonies de vacances, et leurs organisateurs :

« Si encore nos camarades comprenaient la situation détestable dans laquelle ils vivent. Ne pouvant enrayer leur misère, ils devraient au moins s'appliquer à ne pas l'augmenter.

« Mais comment ?

« Tout simplement en ne fournissant plus, à tous ces cyniques farceurs, leurs trop nombreux clients pour la « Clef des Champs. » (*Ouvrier Céramiste*, 5 décembre 1909.)

Une telle propagande a malheureusement porté ses fruits, et les statistiques municipales sont, à ce sujet, d'une triste éloquence.

Années	Naissances	Mariages
1900	1659	565
1901	1667	669
1902	1739	666
1903	1696	670
1904	1814	672
1905	1735	636
1906	1815	666
1907	1720	795
1908	1671	665
1909	1639	662

Depuis deux ou trois ans, l'antimilitarisme a également trouvé des apôtres parmi les syndicalistes militants. D'abord

isolées, leurs premières manifestations furent vite consacrées par la Fédération Nationale de la Céramique.

« Déjà, quelques syndicats de la céramique, — malheureusement trop peu nombreux, — font de la propagande anti-militariste, selon leurs forces et leurs moyens, mais cela n'est pas encore suffisant. Il faut que, par un débat sérieux, nous montrions aux organisations qui sont restées jusqu'à ce jour indifférentes à cette propagande, l'extrême utilité qu'il y a à entrer dans la lutte. Il faut que nous fassions connaître les moyens qu'elles peuvent employer pour nous aider et nous sommes persuadés que lorsqu'elles les auront compris, elles n'hésiteront pas à venir avec nous. »
(*Ouvrier Céramiste*, 1907.)

L'*Ouvrier Céramiste* offre aux conscrits des punchs d'adieu, et leur dépeint l'armée sous les couleurs les plus noires.

« La discipline est la force des armées ;

« La discipline est le devoir du soldat ;

« La discipline est la sœur de l'honneur militaire ;

« La discipline est le rempart du patriotisme ;

« La discipline est... et cætera, et cætera ...

« Voilà ce qu'en disent ceux qui ne la subissent pas ou la font subir aux autres.

« En réalité :

« La discipline est la manière de serviliser atrocement l'individu ;

« La discipline est la façon de bestialiser méthodiquement un homme ;

« La discipline est l'outil qui sert à fabriquer des brutes et des inconscients ;

« La discipline fait un crime de la révolte naturelle d'un soldat contre la brutalité d'un soudard ;

« Que nos amis, les ouvriers, ne soient point entamables

« par la discipline, qu'ils sachent la prendre pour ce qu'elle « vaut. La caserne, lorsqu'on a pour la discipline le mépris « qu'elle mérite, devient l'école de la révolte. » (*Ouvrier Céramiste*, mars 1907.)

Tous les événements, les circonstances les plus minimes, servent de prétextes à de nouvelles attaques contre les pouvoirs publics, contre la société tout entière, et sa forme capitaliste.

Quel est l'effet produit par cette propagande révolutionnaire de tous les instants ? Il est assez difficile de le déterminer d'une façon précise. La virulence de ces philippiques au petit pied déconcerte un peu les lecteurs auxquels elles s'adressent, et leur cause plus d'étonnement que d'enthousiasme ; mais à la longue, à leur insu, les idées émises, par leur répétition même, finissent par s'insinuer dans leur cerveau, où elles sommeillent jusqu'au jour de la grève, pour, d'un coup, leur apparaître évidentes. Il suffit alors qu'un seul s'inscrive au syndicat, pour que ses camarades, entraînés par l'exemple, y entrent à leur tour, comme les brebis de Panurge se jetaient à l'eau.

Il est donc à craindre que le nombre des syndiqués augmente, et ce serait sans doute un mal, étant donné la voie où se sont engagées les associations corporatives. Nous croyons encore à la possibilité d'une entente entre employeurs et employés, et nous chercherons à en poser les bases dans la conclusion de cette étude, mais l'attitude des syndicats n'est pas faite pour en faciliter la réalisation, alors que leurs attributions légales leur permettraient de jouer un rôle pacificateur, et strictement professionnel, dont ils seraient les premiers à récolter les fruits.

CHAPITRE XIV

Mouvement coopératif

Les idées coopératives devaient, tout naturellement, rencontrer de fervents disciples parmi les céramistes que caractérise si nettement l'esprit d'association.

La constitution d'une coopérative de production fut même, jusqu'à ces dernières années, le but évident vers lequel convergèrent tous les efforts des personnalités ouvrières. Les porcelainiers voyaient, dans l'organisation d'une telle société, la défaite du patronat, et l'avènement de l'âge d'or. Aussi ne se sont-ils pas laissé rebuter par les échecs subis et ont-ils courageusement tenté, à maintes reprises, de réaliser leur idéal.

M. Jules Savodin, dans une étude sur l'organisation du travail industriel a très heureusement retracé la genèse de ce mouvement :

« Au lendemain de la Révolution de février 1848, un mouvement irrésistible se produisit en faveur de l'association.
« Les idées propagées par Pierre Leroux comptaient de nombreux adeptes, et les ouvriers des grands centres industriels, remplis d'enthousiasme pour l'idée coopérative, s'y abandonnaient avec plus d'ardeur que de réflexion.
« Les sociétés, qui se créèrent à cette époque, furent surtout des entreprises de production. Les ouvriers de Limoges, comme ceux de Paris et des grandes cités indus-

« trielles, entrèrent dans la voie de l'association coopérative, « mal préparés, ignorants ou dédaigneux des faits économiques, avec lesquels toute entreprise commerciale est obligée de compter. Le zèle et l'intelligence ne manquaient « certes pas aux promoteurs de ces sociétés, mais dans la « plupart des cas, l'expérience leur faisait défaut. Les sociétés de production établies à Limoges n'eurent, en général, « qu'une existence éphémère, une seule parut devoir échapper à la commune destinée. » (*Histoire de la porcelaine de Limoges*, t. II ; *Organisation du travail industriel*, p. 41.)

Cet essai qui faillit être heureux, est le premier en date. Il fut tenté après les événements d'avril 1848, et est resté populaire parmi les ouvriers qui gardent à l'« Association », un souvenir durable, qui se double de l'espoir d'une revanche.

Les porcelainiers demandaient au ministre de leur allouer une subvention de 12.000 francs, à titre de prêt. Les ouvriers devaient élire 200 associés et, pleins de confiance dans l'avenir, prévoyaient la possibilité d'annexer une société de consommation. L'œuvre devait également acquérir des terrains cultivés par les femmes et les enfants, et fonder une école pour ces derniers. Un patron, Chabrol, offrait de céder son usine à l'Association, pourvu qu'il en restât le directeur technique.

Mais les exigences du ministre, le retrait de la proposition de Chabrol, firent avorter le projet, que les ouvriers reprirent, sans faire appel au gouvernement.

Le 4 juin 1850, la Société fraternelle des ouvriers porcelainiers entra en fonctions.

Chaque adhérent apportait une mise de fonds de 100 francs.

Les débuts furent très brillants, grâce à l'admirable désintéressement et au zèle des travailleurs.

Mais l'accord parfait ne pouvait continuer. En décembre 1852, à la suite de démissions, la société dut se reformer.

Deux nouvelles crises éclatèrent en 1854 et 1855, précédant une période de prospérité complète, qui dura jusqu'en 1859, époque à laquelle le gérant, Ricroch, en butte à des insinuations malveillantes, se retira.

Mantin qui lui succéda ne fut pas plus heureux. Les amis de Ricroch abandonnèrent son successeur, et la société fut dissoute le 9 mars 1860. On tenta immédiatement de la reconstituer, mais l'œuvre était irrémédiablement atteinte, et après un nouvel essai en 1864, la dissolution définitive fut prononcée le 3 mars 1866.

Peu de temps après la création de l'Association, en 1849, une autre tentative, curieuse mais téméraire, fut faite par les peintres porcelainiers qui voulaient grouper tous les travailleurs céramistes de France dans une société au capital maximum de 8.000.000 de francs. Cette Association resta à l'état de projet. Dès lors nous n'avons qu'une longue série d'échecs à enregistrer : la société Delage et Cie (août 1851, décembre 1867), l'association Mage, Frayou et Cie (mars-juillet 1863), l'Association Capet et Cie (15 juin 1863-1895).

En 1874, l'idée fut reprise, sous le titre de « Céramique de Limoges ». Malgré les efforts de l'Initiative, ce fut un échec, et l'œuvre sombra en 1891.

Mais l'idée restait encore profondément ancrée chez les ouvriers. Ils puisaient, dans leurs insuccès répétés, des leçons dont ils essayaient de profiter. Ils cherchaient en renouvelant leurs modes d'organisation, en modifiant leurs statuts, à assurer définitivement la vitalité de leurs sociétés.

En 1903, nous assistons à une nouvelle tentative : « La Céramique Ouvrière ». Cet essai mérite qu'on s'y arrête, en raison de sa date même, et aussi de sa forme pittoresque.

Le but était de construire une usine exclusivement ouvrière. Le moyen employé était le suivant :

« Créer une souscription sympathique de 5 millions de « tickets au prix modeste de 0 fr. 05 l'un (1) », afin d'atteindre un total de 250.000 francs, sur lesquels 50.000 francs étaient prélevés pour la propagande, et 100.000 francs pour être distribués comme primes, dont 10 de 1.000 francs, 20 de 500, 25 de 400, 40 de 250, 5 de 200, 100 de 100, 200 de 50 francs.

Le montant des primes de 1.000 francs était versé, moitié en argent, moitié en actions de la nouvelle société. Les statuts prévoyaient un intérêt de 3 % pour les actionnaires. Sur les bénéfices nets, 60 % devaient être employés à créer un fonds de réserve, dont le total ne pouvait dépasser la moitié du capital social. Le reste des bénéfices devait être réparti entre les chômeurs, les malades, et les actionnaires en général.

L'œuvre était donc intéressante, et semblait avoir mis à profit les erreurs de ses devancières ; elle eut pourtant le même sort qu'elles, et n'aboutit pas.

Nous avons ainsi parcouru la série des manifestations coopératives de production, qui se sont succédé, sans qu'il en reste rien que le souvenir.

M. Savodin attribue à l'inexpérience des promoteurs l'échec général de leurs tentatives. Il y a eu, en effet, des erreurs de direction, dans les associations assez nombreuses qui ont échoué. De plus, les coopératives de la céramique sont exposées, comme tous les groupements similaires, à certains dangers. La discorde éclate fréquemment entre leurs membres, et les gérants, nous l'avons vu, sont en butte à des insinuations malveillantes. La raison en est simple, c'est

1. Manifeste publié par la commission de l'élaboration du projet.

qu'après avoir condamné la hiérarchie des industries privées, les organisateurs des coopératives sont obligés d'y revenir eux-mêmes, ou, tout au moins, en gardent l'apparence. Le patron n'existe plus, mais le directeur prend vite sa place, et touche des appointements, que ne peuvent admettre ses anciens camarades de travail. Il en résulte une jalousie, une malveillance sourde, qui entravent le fonctionnement de l'association.

Mais, en dehors de ces causes d'insuccès, communes à toutes les coopératives, il en existe une autre qui est plus spécialement à redouter pour les sociétés céramiques.

Un visiteur surprit un jour un manufacturier, assis à sa table de travail, en train de compulsier un énorme dossier, aux paperasses couvertes de chiffres, qui voisinaient avec un modeste bougeoir de porcelaine toute blanche, sans aucune ornementation. L'énorme dossier était celui qu'avait nécessité la mise au point de l'humble bougeoir. Pourquoi cette débauche de calculs pour une pièce aussi minime ? C'est que la fabrication de la porcelaine est d'une réelle complexité, c'est aussi que son débouché ordinaire est l'Amérique, et qu'avant d'envoyer aussi loin un nouvel objet, il faut prévoir et assurer son succès. L'envoi fait, il faut attendre souvent de longs mois, et plus encore, pour reconnaître l'accueil réservé aux créations. Il en résulte que des sommes importantes sont toujours en circulation, sans qu'on puisse jamais affirmer qu'elles rentreront.

En résumé, l'industrie de la porcelaine, telle qu'on la pratique à Limoges, est d'une très grande incertitude. Elle a des mortes saisons inattendues, et de brusques accès de surproduction. Elle demande un fonds de roulement considérable, et une caisse suffisamment bien garnie, pour supporter des échecs passagers.

Toutes ces conditions s'accordent assez mal avec les nécessités d'une société coopérative, qui a besoin d'une stabilité plus grande, et dont les ressources lui interdisent de trop risquer. Si, de plus, il se rencontre chez ses dirigeants, un peu d'inexpérience, l'avenir de l'association est compromis. Elle végétera peut-être quelques années, puis disparaîtra fatalement, comme ont disparu toutes les coopératives de production limousines.

Ces échecs successifs ont-ils découragé les défenseurs de cette forme de l'association ? D'aucuns le croient. Quant à nous, nous ne le pensons pas. D'autres préoccupations absorbent en ce moment les syndicats, mais qu'une détente se produise, et les apôtres de l'idée repartiront à la conquête de leur rêve.

Les coopératives de consommation ont été plus heureuses, et les organisations de ce genre se sont multipliées au cours de ces dernières années. Nous avons déjà enregistré l'existence de plusieurs d'entre elles.

Il nous reste à dire quelques mots de la plus importante : « l'Union ».

Elle est déjà relativement ancienne, et fut fondée le 20 novembre 1881, par quelques ouvriers porcelainiers, sous forme de société anonyme, à personnel et à capital variables. Après des débuts assez pénibles, au cours desquels la boulangerie coopérative, qui fut la première organisation à fonctionner, n'avait pas rencontré beaucoup d'adhérents, la société remporta de beaux succès, et le chiffre de ses affaires actuelles dépasse 4 millions de francs par an.

« Art. 2. — La Société l'Union a pour but de fournir à ses membres aux meilleures conditions de prix et de qualité, les objets de consommation de toute nature, et, en général, tout ce qui est utile à la vie de l'homme. A cet

« effet, elle achète en gros et distribue à ses membres, aux
« prix moyens du commerce local, les denrées ou objets
« achetés en commun.

« Art. 6. — Le fonds social est actuellement fixé à
« 500.000 francs, représenté par 5.000 parts d'intérêts de
« 100 francs chacune. Il ne pourra être réduit à moins de
« 150.000 francs, mais il pourra toujours être augmenté par
« la souscription de nouvelles parts d'intérêts, par de nou-
« veaux sociétaires, dans les termes de la loi. Il sera, en
« outre, augmenté de la réserve statutaire indiquée à l'arti-
« cle 11.

« Art. 7. — Les intérêts et bonis revenant aux parts d'in-
« térêts non libérées seront retenus en acomptes pour
« compléter la libération des dites parts d'intérêts. Toute
« part d'intérêt est nominative et inaliénable.

« Art. 8. — Les sociétaires ne sont engagés que pour le
« montant de leur part d'intérêt.

« Art. 9. — Chaque sociétaire ne pourra être possesseur
« de plus d'une part d'intérêt.

« Son avoir à la société pourra dépasser cette somme, mais
« seulement à titre de dépôt libre, qu'il pourra prélever à
« son gré. Le maximum des dépôts libres sera réglé par le
« conseil d'administration.

« Art. 10. — L'avoir des sociétaires porte intérêt à 3 %
« par an.

« Art. 11. — Il sera prélevé sur les bonis nets une rete-
« nue de 5 % pour former un fonds de réserve qui ne pourra
« dépasser la moitié du capital social.

« Ce fonds de réserve sera aussi alimenté par les droits
« d'admission fixés par l'article 3 du règlement intérieur ;
« par l'abandon de l'avoir des ex-associés et des amendes

« infligées aux associés, quelle que soit leur situation dans
« la société.

« Art. 12. — Le fonds de réserve est inaliénable et appar-
« tient non pas aux sociétaires individuellement, mais à la
« société considérée comme une personne indépendante, il
« sert à augmenter le capital social, comme il est dit à l'ar-
« ticle ci-dessus.

« Art. 13. — La société est administrée par un conseil
« composé à raison de deux administrateurs par succursale,
« pris parmi les associés.

« Art. 22. — Les bonis réalisés seront répartis de la ma-
« nière suivante :

« 1° Paiement de l'intérêt de l'avoir des sociétaires à rai-
« son de 3 % l'an ;

« 2° Retenue de 5 %, destinée au fonds de réserve, ainsi
« qu'il est dit à l'article 11 ; cette retenue pourra être aug-
« mentée par l'assemblée générale ;

« 3° Amortissement du matériel à raison de 5 % de sa
« valeur par expertise et des emprunts s'il y a lieu.

« Le surplus des bonis sera réparti entre chaque socié-
« taire au prorata de ses achats. En cas de perte, elle serait
« répartie entre tous les sociétaires à parts égales.

« Art. 3. — Il sera fait par chaque sociétaire en entrant
« dans la société, indépendamment d'un droit d'admission
« de 1 franc qui sera versé au fonds de réserve, un apport
« du dixième de la part d'intérêt, soit une somme de 10 fr. ;
« toutefois, les sociétaires auront la facilité de se libérer par
« des versements mensuels qui ne pourront être inférieurs
« à 1 franc.

« Art. 7. — Chaque sociétaire s'engage à s'approvision-
« ner à la société des marchandises nécessaires à sa consom-
« mation ; celui dont les achats n'atteindraient pas la somme

« de 50 francs dans le semestre serait considéré comme dé-
« missionnaire. »

Au 30 novembre 1909 la société comptait environ 10.000 adhérents. Dans les seize premières années, l'Union a distribué 7.250.000 francs de bonis à ses actionnaires. Il serait à souhaiter, et, en formulant ce vœu, nous nous faisons l'interprète d'une idée déjà émise, qu'une part de ces bonis soit affectée à la constitution ou au soutien d'œuvres sociales particulièrement intéressantes.

Quoi qu'il en soit, le succès a couronné les efforts des promoteurs de l'Union. Mais aujourd'hui, grâce à d'habiles subterfuges, la bourgeoisie s'y fournit assez fréquemment. Aussi, avons-nous eu l'impression que le parti ouvrier commençait à s'intéresser moins vivement à l'œuvre, et nous ne serions pas éloigné de croire, qu'en raison même de sa prospérité, l'Union ne vienne à évoluer d'ici quelques années, consacrant théoriquement sa situation pratique actuelle.

Nous tenons encore à signaler, sans nous y arrêter plus longuement, la fondation de cafés et restaurants coopératifs, qui ont rencontré un accueil favorable parmi la classe ouvrière.

L'ensemble du mouvement coopératif est donc intéressant.

Les échecs renouvelés des sociétés de production n'infirmement pas, à nos yeux, ce jugement, car elles portaient en elles une tare indépendante de l'intelligence et de l'activité de leurs administrateurs. Quant aux sociétés de consommation, elles ont déjà obtenu les résultats les plus satisfaisants, elles peuvent encore en obtenir de plus beaux, en élargissant la conception de leur rôle social.

APPENDICE

Notice sur l'industrie de la porcelaine en Allemagne (1)

Nous avons, maintes fois, signalé, au cours des chapitres précédents, la concurrence redoutable faite par l'industrie céramique allemande aux produits français, en général, et, en particulier, aux produits limousins.

Les craintes qu'une telle rivalité a suscitées chez certains manufacturiers, pour l'avenir même de leur fabrication, ne permettent pas de s'en désintéresser. C'est pourquoi nous avons cru utile de donner quelques indications succinctes, sur la situation de la porcelaine à l'étranger.

Sans entrer dans les détails historiques de son développement, rappelons que c'est en Allemagne, en 1707, que fut retrouvé par Boëttger le secret de la fabrication de la porcelaine dure des Chinois. Dès 1710, une manufacture royale fut installée à Meissen, en Saxe, et les succès qu'elle remporta, amenèrent la fondation d'usines analogues dans nombre d'autres villes, à Furstenberg, Berlin, Ihnenau, etc., etc.

Depuis ses origines, la céramique allemande n'a cessé de s'étendre et de se perfectionner, et, vers 1880, elle est arri-

1. Les renseignements, contenus dans cette notice, ont été tirés en partie d'une suite d'articles sur le même sujet, parus dans *l'Ouvrier Céramiste* de 1906.

vée à un point de développement qui lui assure la première place dans le monde, au point de vue de l'importance de la production.

Les manufacturiers ont trouvé, en Allemagne, des conditions de production exceptionnellement favorables. Les gisements de kaolin, sans atteindre à la pureté de ceux du Limousin, fournissent une terre à porcelaine excellente et abondante. De plus, les industriels peuvent avoir du charbon à très bas prix, grâce aux moyens économiques de transport, notamment par voie fluviale. Enfin, nous verrons que la main-d'œuvre est bien moins coûteuse qu'en France.

La plupart des fabriques allemandes produisent surtout des articles assez ordinaires, sans décoration, ou bien destinés à l'électricité ou à la pharmacie.

Il ne faudrait pourtant pas en conclure que nos rivaux soient inaptes à obtenir des résultats plus artistiques. Il n'en est rien. Les nécessités de la concurrence, et le désir d'occuper les marchés étrangers, ont amené les Allemands à créer également des articles de luxe, qui, sans avoir le cachet de nos productions françaises, suffisent souvent à captiver le goût, parfois peu averti, des Américains.

Le gouvernement a, d'ailleurs, cherché à maintenir le niveau de l'industrie, par les manufactures royales de Meissen et de Berlin, d'où proviennent ces gracieuses et premières figurines, et ces petits services, dits de porcelaine de Saxe.

Certaines usines particulières, comme celle de Nüßphenberg en Bavière, fabriquent également des objets riches, de même certaines maisons, assez rares, de Thuringe, mais ce sont surtout des coupes, des reproductions de tableaux de maîtres, etc., etc.

Enfin, il existe, à Dresde, des ateliers de décors, principalement pour services de tables, dont la production se rap-

proche beaucoup plus, par le style, et par le genre des objets décorés, de la production limousine.

Les industriels emploient des procédés analogues aux nôtres, mais ils disposent d'un outillage peut-être plus perfectionné. C'est ainsi qu'on trouve, dans certaines manufactures, des fours, spécialement aménagés en vue de la cuisson d'un objet unique, et dont l'installation permet d'utiliser mieux le cubage et la chaleur.

Le travail est réglementé, en Allemagne, par toute une série de lois, qui ont pour but d'assurer à l'ouvrier une hygiène parfaite, et un bien-être relatif. Malgré les mesures ainsi prises, les céramistes ne semblent pas être entièrement à l'abri des fléaux qui ravagent nos ouvriers français, comme le montrent les lignes suivantes, extraites d'un rapport d'un inspecteur du travail, en 1903 :

« J'ai trouvé, en Thuringe, et, en généralité, chez les porcelainiers, des familles entières, hommes, femmes et enfants, qui sont infectés par la tuberculose ; dans certaines contrées, le village entier est dévasté par cette terrible maladie. »

Les maisons les plus importantes se rencontrent principalement en Saxe, en Bohême, en Bavière, mais le centre le plus fécond de la fabrication porcelainière est la Thuringe : Kahla, Eisenberg, Ihnenau, Sonneberg, Rudolstadt, Wallendorf, et nombre de petites localités du Thuringerwald et du Thaingerwald, possèdent des usines très actives. Certaines d'entre elles, comme à Kahla, occupent plus de 2.000 ouvriers.

Parmi les raisons, qui expliquent le développement extraordinaire de la céramique en Thuringe, il faut placer, au premier plan, le bon marché de la main-d'œuvre, que nous avons déjà signalé.

L'ouvrier thuringeois se contente, en général, d'une rétribution plus modeste que ses camarades des autres centres allemands, et l'on en trouve sans peine les motifs. Il y a d'abord en lui un très grand attachement pour la contrée où il est né, attachement qui le décide à consentir certains sacrifices pécuniaires, pour y rester. Cet amour du sol natal est encore augmenté du fait que les porcelainiers possèdent souvent une maisonnette, qui leur assure le couvert, et un petit champ, dont la culture les aide à subvenir aux besoins primordiaux de l'existence.

Voici quels étaient, ces dernières années encore, les salaires moyens payés en Thuringe :

Tourneurs et mouleurs : 19 marks environ par semaine.

Peintres : 17 marks environ par semaine.

Hommes de four : 14 m. 50 environ par semaine.

Ces salaires sont de beaucoup inférieurs à ceux payés dans les autres centres, qui atteignent, en général, les chiffres suivants :

Modeleurs : 29 marks par semaine.

Tourneurs, couleurs, mouleurs : 21 marks par semaine.

Peintres : 18 marks par semaine.

Hommes de four : 16 m. 50 par semaine.

Journaliers, 14 marks par semaine.

Depuis plusieurs années déjà, il existe, en Allemagne, une Fédération Nationale des ouvriers céramistes, qui s'emploie, de toutes ses forces, à obtenir l'unification des salaires dans tout l'Empire. Elle s'est jusqu'ici heurtée à l'apathie des porcelainiers thuringeois, contents de peu, et heureux de vivre dans leur pays natal. Pourtant, on a constaté une certaine tendance vers l'élévation des salaires, que nous devons enregistrer, car elle est, pour nos industriels limousins, d'une grande importance. Il est, en effet, évident, qu'à prix

égal, nos produits n'auraient à craindre aucune concurrence; mais, à l'heure actuelle, d'après une évaluation toute récente de M. Bernardaud, le prix de revient des produits allemands serait encore de 50 % inférieur à celui des produits français, ce qui permet à nos rivaux de vendre très bon marché, avec un gros bénéfice.

Dans de pareilles conditions, le développement de l'industrie devait être exceptionnellement rapide :

« Si nous avons presque triplé notre production, les Alle-
« mands ont quintuplé la leur. Au cours de cette même pé-
« riode (1880-1909), ils ont plus que doublé leurs exporta-
« tions aux États-Unis, accaparé les marchés du Centre et
« du Sud-Amérique, et les marchés d'Extrême-Orient sont
« presque entièrement tombés entre leurs mains (1). »

Les résultats obtenus à l'étranger ont tenté un des plus importants fabricants de Limoges, un Américain, M. Charles Haviland, qui vient de fonder à Marktbreit, en Bavière, une importante manufacture, qui comprendrait six fours.

Faut-il voir, dans cet exode, un symptôme de la décadence de l'industrie porcelainière française ? Nous ne le croyons pas. L'usine de Marktbreit sera, sans doute, destinée à produire les articles courants, dont le prix de la main-d'œuvre rend la fabrication difficile à Limoges. Mais, néanmoins, on doit tirer de ce fait, et des indications données, un enseignement.

1. Bernardaud. *Situation comparée de la porcelaine de Limoges*, p. 6.

A titre documentaire, voici quelques renseignements fournis par l'*Ouvrier Céramiste* sur la production allemande en 1905. Du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 1905, 3.816 doubles quintaux de porcelaine valant 631.000 marks ont été importés, et 187.707 doubles quintaux valant 32.557.000 marks exportés. Pendant la même période l'Allemagne avait reçu 497 doubles quintaux de porcelaine française, et nous en avait vendu 4.261.

Le seul terrain sur lequel la lutte soit encore possible pour nos patrons de la Haute-Vienne, est celui de la beauté. C'est par la supériorité artistique de nos produits que nous pourrons continuer à les imposer sur le marché américain.

Le véritable danger, à nos yeux, n'est pas en Allemagne. Il est en Amérique, et bien peu semblent y songer. Il est à craindre, en effet, que l'immense sous-sol des États-Unis, incomplètement connu, ne possède de riches gisements kaoliniques, dont la découverte et l'exploitation anéantiraient bien vite les ambitions européennes.

CONCLUSION

Nous avons parcouru maintenant les différentes étapes du programme que nous nous étions tracé, et nous avons essayé de présenter avec impartialité au lecteur les souffrances et les joies, intimement mêlées, dont est faite l'existence de l'ouvrier porcelainier.

Nous avons enregistré, chemin faisant, bien des cris de révolte et de haine, nous avons montré les divergences profondes de sentiment, qui existent entre employeurs et employés.

Maintenant, nous devons conclure, et tirer des remarques faites, un enseignement et aussi une opinion pour l'avenir. Il ne faut pas, croyons-nous, faire preuve d'un optimisme ou d'un pessimisme également exagérés.

A nos yeux, l'industrie limousine de la céramique traverse une époque de transition.

Au point de vue de la production, elle a eu à subir le contre-coup récent des grèves de 1905, et de la crise de l'or américaine, mais elle commence à se relever de leurs rudes atteintes. La fabrication allemande, jusqu'ici très redoutable, en raison du bon marché de la main-d'œuvre, voit ses ouvriers réclamer des augmentations de salaire, avec une énergie qui a commencé à porter ses fruits. Les craintes que suscitait une telle concurrence vont donc s'atténuer, et la supériorité certaine de nos produits aidera les manufacturiers à remonter le courant qui commençait à les entraîner.

Nos réserves en matières premières de toute sorte permettent aux industriels de reprendre la lutte, et sans doute d'y triompher.

Mais les conditions de cette lutte vont être différentes des anciennes. Nous avons déjà recueilli de la bouche autorisée de M. Bernardaud cette opinion, qu'une transformation profonde dans l'installation des manufactures devait être réalisée.

« Très vite les anciens procédés de fabrication, entièrement à la main, vont céder la place aux nouveaux. Et même ce qui semblait devoir échapper au modernisme, et rester l'apanage exclusif du travail manuel (je veux indiquer le façonnage par moulage), sera très avantageusement remplacé, non par la machine, mais par une sorte de tour de main qui est le procédé par coulage. Les anciennes fabriques dont les locaux se prêtaient peu ou mal à l'installation de l'outillage mécanique, vont disparaître presque toutes. Et dans de nouvelles et très spacieuses constructions, spécialement édifiées en vue de l'emploi de ces indispensables auxiliaires, la force motrice et l'outillage mécanique, il deviendra possible de produire deux fois et demie autant de porcelaine qu'on en produisait en 1880. »

Pour atteindre ce chiffre de production, il faut que la paix règne à l'atelier :

« Je ne m'écarte pas de mon programme en disant que les nombreuses grèves qui, au cours de cette période, ont sévi sur notre industrie, lui ont causé un tort incalculable. Espérons que, pour l'avenir, ouvriers et patrons comprendront qu'ils ne sauraient faire autrement que collaborer dans la paix » (1).

Cet accord ne peut être obtenu qu'au prix de concessions

1. Bernardaud, *Situation comparée de la porcelaine de Limoges, 1880-1909*, pages 3 et 6.

réciroques. Jusqu'ici employeurs et employés ont entretenu, à l'égard les uns des autres, des sentiments de méfiance qui ont paralysé la bonne volonté des conciliateurs.

C'est aux industriels à faire le premier pas, dans leur propre intérêt. Qu'ils s'attachent leurs ouvriers en entrant dans la voie des institutions patronales, qu'ils ont si peu fréquentées jusqu'à ce jour ! Qu'ils écoutent d'une oreille devenue favorable, les propositions des philosophes jadis repoussées ! Qu'ils créent des bains-douches, qu'ils accordent aux femmes, aux jeunes filles, les courts instants de repos nécessaire par leur éducation ménagère !

Bientôt, ils recueilleront les fruits de leur bienfaisance. Le plus court chemin pour gagner l'esprit de l'homme est de passer par son cœur.

De leur côté, les ouvriers doivent faire des concessions. Les syndicats, rentrant enfin dans leurs attributions légitimes, s'emploieront uniquement à la sauvegarde de leurs intérêts professionnels. Pour cela, il est nécessaire que les industriels reconnaissent leur autorité, et acceptent de traiter ouvertement avec eux.

Depuis quelques années, le mouvement social, favorisé par les autorités départementales, a pris une extension très grande, qui promet de s'accroître encore. Grâce à la mutualité, à la coopération, aux efforts de la bienfaisance privée, des œuvres chaque jour plus nombreuses se créent, et assurent au travailleur et à sa famille une vie devenue plus facile, et partant plus heureuse.

Demain, sans doute, un vote du conseil municipal anéantira les quartiers populeux du centre de la ville, pour les remplacer par de nouvelles rues, où l'air et le soleil pénétreront victorieusement.

Nous retrouvons ainsi dans l'évolution des conditions

d'existence réservées aux travailleurs, les mêmes symptômes de transition, que nous avons relevés dans la situation actuelle de l'industrie céramique.

Tous les événements s'unissent pour présager une ère nouvelle. Nous voulons espérer qu'elle sera une ère de prospérité.

Les porcelainiers tiennent à leur art par des liens puissants, qu'ont tissés de longues générations d'ancêtres, ils ne voudront pas le vouer à une disparition certaine, et ils abandonneront dans leurs taudis croulants sous la pioche des démolisseurs, leurs vieux griefs, pour pénétrer dans l'usine reconstruite, avec une âme neuve, et ouverte aux sentiments de confiance et de concorde, qui ont fait jadis la force de la céramique limousine.

Vu le Doyen,
CAUWÈS

Vu : le Président de thèse,
BEAUREGARD

Vu et permis d'imprimer,
le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- Histoire de la porcelaine de Limoges.* — A. Leroux, J. Savodin, C. Leymarie Tomes I et II, Limoges, 1903-1904.
- L'industrie de la porcelaine en Limousin.* — Ses origines, son évolution. Grellier, Paris, 1908.
- Le travail porcelainier en Limousin.* — G. Ducray, Angers, 1904.
- Associations professionnelles ouvrières.* — O. Festy. Tome III, Paris, 1903.
- Rapport sur la céramique à l'Exposition de 1878.* — Victor de Luynes.
- Exposé de la situation de l'industrie de la porcelaine à Limoges.* — Rapport présenté à la Chambre syndicale des fabricants de porcelaine, 1884.
- Situation comparée de la porcelaine de Limoges (1880-1909).* — Rapport présenté à la Chambre de commerce de Limoges. Bernardaud, 1910.
- Annales du commerce extérieur, 1900-1907.*
- Recensement professionnel de 1901. Tome II.*
- Album graphique de la statistique générale de la France, 1901.*
- Le Mutualiste du Centre.* — Collection complète, 1895-1910.
- Statuts et comptes rendus de Sociétés de Secours mutuels.* (Cordonniers, Ruche Limousine, Mutualité Limousine, Solidarité, Peintres et doreurs sur porcelaine, Union des sociétés de secours mutuels, Pharmacie mutualiste).
- Office central des Œuvres limousines de préservation sociale.* — Statuts et compte rendu des œuvres adhérentes, 1909.
- Le Foyer Limousin.* — Statuts et compte rendu, 1910.
- L'Étoile.* — Société de logements hygiéniques et économiques. Statuts et compte rendu, 1910.
- Le loyer du chômeur.* — Statuts.

Annuaire des syndicats professionnels, commerciaux et agricoles
1908-1909.

L'Ouvrier Céramiste. - Organe officiel de la Fédération Nationale
de la Céramique. Collection complète, 1905-1910.

Statuts de syndicats. — L'Initiative, Syndicat général de la Cé-
ramique, Fédération nationale, Fédération internationale.

Comptes rendus. — VII^e Congrès national de Limoges (23-28 sept.
1897).

IV^e Congrès de la Fédération nationale de la
Céramique (1904).

VIII^e Congrès national de la Céramique
(30-31 mai 1909).

Statistiques des grèves. — Diverses années.

Grèves de Limoges (juillet 1905). — Imprimerie du « Courrier du
Centre ».

Limoges sauvée. — Sans nom d'auteur ni d'imprimeur, 1905.

L'Union. — Société coopérative de consommation. Statuts.

L'Intermédiaire des coopérateurs prévoyants. — Statuts et compte
rendu, 1909.

Le Limousin médical. — Années 1893, 1895, 1896, 1897, 1905.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	5
INTRODUCTION.	7

PREMIÈRE PARTIE

L'ouvrier à l'usine.

CHAPITRE I. — Fabrication de la porcelaine	21
CHAPITRE II. — Le personnel ouvrier et son recrutement	29
CHAPITRE III. — Conditions techniques du travail	43
CHAPITRE IV. — Les Salaires	50
CHAPITRE V. — L'Hygiène à l'atelier	62
CHAPITRE VI. — Les Patrons	74
CHAPITRE VII. — Les Syndicats	83
CHAPITRE VIII. — Les Crises	105

DEUXIÈME PARTIE

La famille ouvrière.

CHAPITRE IX. — Le Foyer	125
CHAPITRE X. — Les crises de la famille et la mutualité.	144
CHAPITRE XI. — Services annexes de la mutualité.	156
CHAPITRE XII. — La famille ouvrière	169

TROISIÈME PARTIE

Mentalité et tendances ouvrières.

CHAPITRE XIII. — Mentalité ouvrière	181
CHAPITRE XIV. — Mouvement coopératif	190
APPENDICE. — Notice sur l'industrie de la porcelaine en Alle- magne.	199
CONCLUSION	205
BIBLIOGRAPHIE	209

